

L'annulation du processus électoral en Algérie

Quelle démocratie ?

Le coup de force du pouvoir algérien illustre - presque comme dans un cas d'école - certains des plus vieux dilemmes auxquels sont confrontées les sociétés humaines : doit-on refuser la liberté aux ennemis de la liberté ? La fin justifie-t-elle les moyens ? La démocratie est-elle une chose trop précieuse pour être mise soudainement entre les rudes mains d'un peuple pas assez « mûr » pour elle ?

S'adressant aux Jéhusites, Pascal avait, en son temps, déjà bien posé le problème : « Vous réclamez, au nom de nos principes, des libertés que vous nous refusez au nom des vôtres ». La formule ne s'applique-t-elle pas à merveille au Front islamique du salut ? Plus « jéhusite » en l'occurrence que leurs ennemis jurés, les militaires algériens, invoquant la patrie en danger, ont-ils eu bon d'affubler leur « coup d'Etat à blanc » de quelques oripeaux constitutionnels. Mais nul n'est dupe : le président Chadli a bien été destitué, l'électorat trahi, et la démocratie profanée pour longtemps.

AUTANT on aurait pu concevoir, au nom du « salut public », une nouvelle ingérence des militaires, dans l'hypothèse où le FIS, arrivé au pouvoir, eût mis en œuvre son projet insensé d'Etat islamique et exclu pour l'avenir toute alternance politique, autant on ne peut que condamner cet étrangement d'une démocratie morte-née.

A l'inverse des totalitarismes qui se croient - à tort - insubmersibles, la mentalité démocratique suppose par avance l'acceptation de l'échec. Car la démocratie comporte, par définition, le risque de la défaite. C'est là son honneur et ce qui fait son prix. Que le régime algérien ait mal estimé le risque encouru ne l'autorise pas, mauvais joueur, à jeter le bébé avec l'eau du bain. Aujourd'hui, démocratie égale tricherie, aux yeux d'une grande partie de la jeunesse. L'armée, qui aime à se dire républicaine, risque d'avoir compromis, pour l'avenir, l'idée même de démocratie.

On peut comprendre que des milliers de démocrates sincères, effrayés par l'imminence d'un régime islamique - rétrograde, oppresseur et bigot - se réjouissent en secret que le FIS soit - provisoirement ? - maintenu à distance du pouvoir. Mais le remède n'est-il pas pire que le mal ? Les maîtres queux de l'armée n'ont-ils fait que refermer le couvercle sur le chaudron de l'islamisme, qui n'a pas fini de bouillir. Jusqu'à preuve du contraire, le FIS reste et restera la principale force du pays. Par une cruelle ironie, il pourra se poser en martyr d'une cause - la démocratie - dont il est pourtant l'avocat le moins crédible. De ce nouvel épisode, la fracture entre les deux Algéries ne sortira que plus béante.

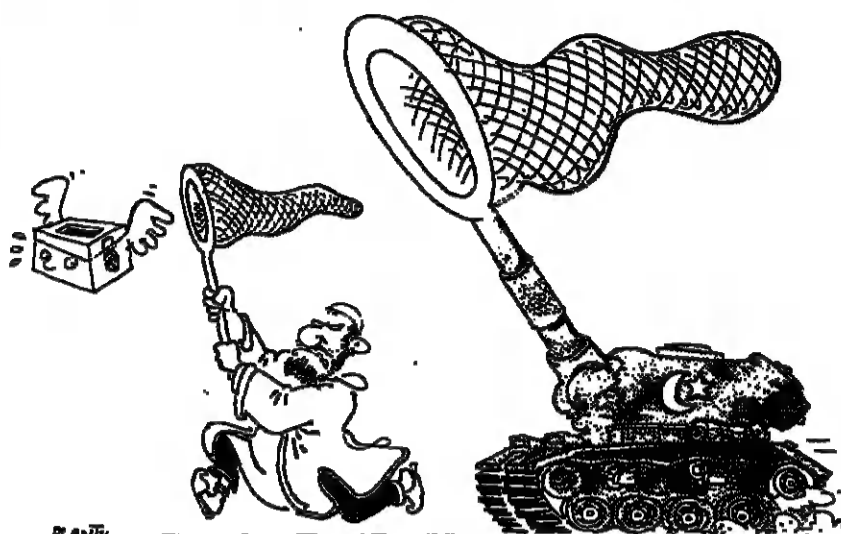
Même s'il est vrai que la démocratie ne se réduit pas au seul exercice du droit de vote et qu'elle s'épanouit mal en l'absence d'une véritable modernité politique - il fallait peut-être prendre le risque de laisser le FIS exercer le pouvoir - et probablement s'y user - à l'épreuve des dures réalités économiques. Le peuple algérien - et lui seul - aurait alors eu le droit politique et moral de renvoyer ses barbus à leurs mosquées.

M0147 - 0114 0 - 6.00 F



- L'armée et le premier ministre assument le pouvoir
- Le Front islamique du salut pourrait être interdit

Après la démission du président Chadli et la « suspension » du processus électoral, le calme régnait, en fin de matinée lundi 13 janvier, dans les rues de la capitale, comme dans l'ensemble de l'Algérie. Ce qui ressemble fort à un coup d'Etat prive pourtant le Front islamique du salut (FIS) d'une quasi certaine et large victoire. Les dirigeants islamistes se sont pour le moment contents de dénoncer l'annulation du scrutin et devaient se réunir dans la journée de lundi pour déterminer leur attitude. Les militaires et le premier ministre, M. Sid Ahmed Ghozali, soutenu par une partie de la classe politique, sont les artisans de ce bouleversement préparé depuis des jours. Un nouvel organisme exécutif devrait être créé prochainement pour pallier la vacance de la présidence. Il pourrait décréter l'état d'exception et l'interdiction du FIS.



Coup d'Etat à blanc

ALGER

de notre correspondant

Une première constatation s'impose : la première partie du plan pour voler au Front islamique du salut (FIS) sa future victoire électorale, s'est parfaitement déroulée, qui plus est dans le calme. Déposé plutôt que démissionnaire, le président Chadli est passé à la trappe et sa disparition crée une situation entièrement nouvelle. Aujourd'hui - mais pour combien de temps ? - l'initiative est entre les mains des responsables politiques et des officiers généraux qui ont conçu un

coup d'Etat à blanc, avec le minimum de chahut (des dizaines d'entre eux sont quand même restés, en réserve, dans les environs immédiats de la capitale) et, pour le moment, sans bavures.

Jusqu'à dimanche 12 janvier au soir, on pouvait encore prétendre que la légalité constitutionnelle avait été formellement respectée. La présidence était vacante, mais, conformément à la Constitution, l'intérim était assuré. En l'absence du président de l'Assemblée nationale, M. Abdelaziz Belkhadem, secrètement « démissionné », avec ses collègues, par le président, une semaine auparavant, le charge

revenait à M. Abdelmalek Benhabiles, président du Conseil constitutionnel, ancien ministre de la justice et membre fondateur de la Ligue algérienne des droits de l'homme. Une valeur sûre, en quelque sorte. Mais, depuis dimanche soir, on est entré de plain-pied dans le coup d'Etat. L'affaire s'est jouée en trois temps. Dimanche, dans la journée, le Conseil constitutionnel se réunissait pour examiner une situation qui, la veille, ne semblait pas poser de difficulté constitutionnelle particulière.

GEORGES MARION
Lire la suite page 4

Un entretien avec M. Jan Olszewski

« Si nous ne voulons pas revenir au système communiste nous devons poursuivre nos efforts », nous déclare le premier ministre polonais

« A combien de conflits sociaux devez-vous faire face aujourd'hui en Pologne ? »

- A beaucoup. Beaucoup trop. Mais dans la plupart des cas il s'agit d'un conflit entre les vestiges économiques et psychologiques de l'ancien système et les perspectives ouvertes par les changements politiques. Contrairement à ce que pensent certains Occidentaux, mais aussi de nombreux Polonais, nous sommes déjà beaucoup plus proches de vous politiquement qu'économiquement.

- Vous avez dit que le gouvernement préférerait démissionner plutôt que de contribuer à conduire le pays à la catastrophe. Ne craignez-vous pas que cela soit interprété comme un aveu de faiblesse ?

- Pas du tout. J'ai voulu seulement exposer clairement ma position. Il faut que ceux qui pourraient avoir envie de se lancer dans ce genre d'opération sachent qu'ils devront en payer le prix fort.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser en suivant de loin ces mouvements de protestation et, pire, le désordre qui semble s'installer, la majorité des habitants de ce pays rejettent toute idée de retour à l'ancien système communiste. Les gens ont également conscience de l'énorme distance qui nous sépare encore d'une véritable économie de marché. Ils savent que le chemin qui y conduit est encore incertain, difficile et plein d'obstacles. Il est évident que cela contribue à créer un sentiment d'incertitude, de frustration, de

découragement. Mais personne ne veut revenir en arrière. C'est pourquoi le seul argument que ce gouvernement puisse avancer contre ces revendications, par ailleurs souvent justifiées, mais qu'il ne peut pas satisfaire, consiste à dire clairement : « Si vous ne pouvez pas consentir un nouvel effort, si vous ne pouvez pas renoncer à vos exigences, il vous faudra accepter d'en payer le prix, c'est-à-dire de revenir en arrière. Il vous faut choisir... » Et je pense que cet argument nous permettra de convaincre. »

Propos recueillis par
GABRIEL MERETIK

Lire la suite page 10
dans nos pages « Espace européen »

« Le Monde » 1992

par Jacques Lesourne

Il y a bientôt un an, en prenant la direction du Monde, j'avais annoncé que la politique de notre journal se situerait dans la continuité, l'ouverture et la rigueur.

La rigueur, nous n'avons cessé d'en faire preuve tout au long de l'année 1991 en réduisant nos dépenses et en faisant des efforts pour améliorer notre gestion dans tous les domaines. Elle nous a permis de limiter les conséquences de la chute des recettes de publicité et d'annonces de recrutement qui a frappé durement l'ensemble de la presse.

La continuité, nos lecteurs ont pu la constater, tant dans les orientations fondamentales du journal que dans sa présentation. Elle marque cette année encore notre politique.

Lire la suite page 26

Les formations universitaires réorganisées

Dès la rentrée 1992, premiers cycles, licences et masters devraient être simplifiés avec la généralisation du système des modules capitalisables.

Lire page 13 les articles de GÉRARD COURTOIS

L'industrie de l'armement dans la tourmente

18 000 emplois seraient supprimés en 1992.

Lire page 24 l'article de JACQUES ISNARD

L'élection présidentielle en Bulgarie

M. Jelev a recueilli plus de 44 % des suffrages au premier tour.

Lire page 8

Les réformes fiscales applicables en 1992

Du logement aux droits de succession en passant par les emplois familiaux, les nouvelles mesures pour les particuliers.

Lire page 25 l'article d'ALAIN VERNHOLES

Le dollar sous-évalué

Le dollar amorçait une remontée. Mais les politiques monétaires contradictoires des Etats-Unis et de l'Allemagne pourraient jouer en sens inverse.

Lire page 24 l'article de FRANÇOIS RENARD

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 30

Le sens de l'Etat selon Pierre Bourdieu

Sociologue, universitaire, esprit paradoxal, Pierre Bourdieu évoque, non sans provocation, des thèmes de réflexion politiques liés à l'actualité sociale. Il explique notamment qu'« il n'y a pas de démocratie effective sans vrai contre-pouvoir critique » et dénonce le déclin du sens de l'Etat et des vertus publiques.

page 2

DOMINIQUE FERNANDEZ

Porfirio et Constance

roman

"Jamais un homme ne se laisse pousser dans une direction plus contraire à sa volonté".

D.F.

Grasset

DÉBATS

Un entretien avec Pierre Bourdieu

« Il n'y a pas de démocratie effective sans vrai contre-pouvoir critique »

« Le dernier numéro de la revue que vous dirigez a pris pour thème la souffrance. On y trouve plusieurs entretiens avec des gens auxquels les médias ne donnent pas la parole : jeunes de banlieue désœuvrés, petits agriculteurs, travailleurs sociaux. Le principal d'un collège en difficulté exprime, par exemple, son amertume personnelle : au lieu de veiller à la transmission des connaissances, il est devenu, contre son gré, le policier d'une sorte de commissariat. Pensez-vous que de tels témoignages individuels et anecdotiques peuvent permettre de comprendre un malaise collectif ? »

« Dans l'enquête que nous menons sur la souffrance sociale, nous rencontrons beaucoup de gens, tel ce principal de collège, qui sont comme traversés par les contradictions du monde social, vécues sous la forme de drames personnels. Je pourrais citer aussi ce chef de projet, chargé de coordonner toutes les actions sociales dans une « banlieue difficile » d'une petite ville du nord de la France. Il est confronté à des contradictions qui sont la limite extrême de celles qu'éprouvent actuellement tous ceux qu'on appelle les « travailleurs sociaux » : assistants sociales, éducateurs, magistrats de base et aussi, de plus en plus, professeurs et instituteurs. »

« Ils constituent ce que j'appelle la main gauche de l'Etat, l'ensemble des agents des ministères dits « sociaux » gardant la trace, au sein de l'Etat, des luttes sociales du passé. Ils s'opposent à l'Etat de la main droite, aux énarques du ministère des finances, des banques publiques ou privées et des cabinets ministériels. Nombre de mouvements sociaux auxquels nous assistons (et assisterons) expriment la révolte de la petite noblesse d'Etat contre la grande noblesse d'Etat. »

« Le citoyen, se sentant rejeté à l'extérieur de l'Etat, le traite comme une puissance étrangère, qu'il utilise au mieux de ses intérêts »

« Comment expliquez-vous cette exaspération, ces formes de désespoir et ces révoltes ? »

« Je pense que la main gauche de l'Etat a le sentiment que la main droite ne sait plus où, ni, ne veut plus vraiment ce que fait la main gauche. En tout cas, elle ne veut pas en payer le prix. Une des raisons majeures du désespoir de tous ces gens tient au fait que l'Etat s'est retiré, ou est en train de se retirer, »

Pierre Bourdieu est sans conteste l'une des figures majeures de la sociologie contemporaine. Né en 1930, élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de philosophie, il est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales à partir de 1964 et professeur au Collège de France depuis 1982. Ayant enseigné aux Etats-Unis (Princeton, Harvard, Chicago) comme en Allemagne (Max Planck Institut, Berlin), il jouit d'une renommée et d'une influence internationales attestées par les nombreuses traductions de ses ouvrages.

Ce sociologue est toutefois un ménétrier paradoxal. Universitaire reconnu, il démonte les mécanismes de l'institution universitaire et de la reconnaissance académique (Homo academicus, 1984). Au fil de quelque vingt-cinq volumes et de douzaines d'articles, sa recherche aborde des domaines très divers, telles la Sociologie de l'Algérie (PUF, 1981), l'éducation (avec J.-C. Passeron : Les Héritiers et la Reproduction, 1980 et 1970), les pratiques culturelles (La Distinction, 1979), la formation des gouvernants (La Noblesse d'Etat, 1989). Ces ouvrages, comme la plupart de ceux de Pierre Bourdieu, ont été publiés aux Editions de Minuit.

Malgré le fil directeur constitué par sa réflexion sur les méthodes des sciences sociales et son élaboration des concepts spécifiques (champ, habitus, capital culturel, violence symbolique...), la portée de cet ensemble, à cause de son apparente dispersion, n'est pas toujours perçue, singulièrement en France. Dans Réponses, son dernier ouvrage, avec Loïc-J. D. Wacquant (Ed. du Seuil), Pierre Bourdieu donne une vue globale des enjeux et des perspectives de son travail.



Pierre Bourdieu aborde ici uniquement, non sans provocation parfois, des thèmes de réflexion politique liés à l'actualité sociale : mouvements de révolte des travailleurs sociaux, déclin du sens de l'Etat et des vertus publiques, rôle des intellectuels dans le débat démocratique.

d'un certain nombre de secteurs de la vie sociale qui lui incombent et dont il avait la charge : le logement public, la télévision et la radio publiques, l'école publique, les hôpitaux publics, etc., conduites d'autant plus stupéfiante ou scandaleuse, au moins pour certains d'entre eux, qu'il s'agit d'un Etat socialiste dont on pourrait attendre au moins qu'il se fasse le garant du service public comme service, ouvert et offert à tous, sans distinction... Là où l'on croit qu'existe une crise du politique, un antiparlementarisme, on découvre en réalité un désespoir à propos de l'Etat comme responsable de l'intérêt public.

« Que les socialistes n'aient pas été aussi socialistes qu'ils le prétendaient, cela n'offusquerait personne : les temps sont durs et la marge de manœuvre n'est pas grande. Mais ce qui peut surprendre, c'est qu'ils aient pu contribuer à ce point à l'abaissement de la chose publique : d'abord dans les faits par toutes sortes de mesures ou de politiques (je ne nommerai que les médias) visant à la liquidation des acquis du Welfare state et surtout, peut-être, dans le discours public avec l'éloge de l'entreprise privée (comme si l'entreprise n'avait d'autre vertu que l'entreprise), l'encouragement à l'intérêt privé. Tout cela a quelque chose de surprenant, surtout pour ceux que l'on envoie en première ligne remplir les fonctions dites sociales et supplier les insuffisances les plus intolérables de la logique du marché sans leur donner les moyens d'accomplir vraiment leur mission. Comment n'auraient-ils pas le sentiment d'être constamment floués ou désemparés ? »

« On aurait dû comprendre depuis longtemps que leur révolte s'étend bien au-delà des questions de salaire, même si le salaire octroyé est un indice sans équivoque de la valeur accordée au travail et aux travailleurs correspondants et que le mépris pour une fonction se marque d'abord par la rémunération plus ou moins dérisoire qui lui est accordée. »

« Croyez-vous que la marge de manœuvre des dirigeants politiques soit si restreinte ? »

« Il n'y a plus personne aujourd'hui qui n'ait compris que cette marge de manœuvre plus réduite que les partis ne veulent le faire croire. Mais il reste au moins un domaine où les gouvernants ont toute latitude : celui du symbolique. L'exemplarité de la conduite devrait s'imposer à tout le personnel d'Etat, surtout lorsqu'il se réclame d'une tradition de moralité et d'intérêt des plus démunis. Or comment ne pas douter quand on voit non seulement les exemples de corruption (parfois quasi officiels avec les primes de certains hauts fonctionnaires) ou de trahison du service public (le mot est sans doute trop fort : je pense au pantouflage) toutes les formes de détournement, à des fins privées, de biens, de bénéfices et de services publics : népotisme, favoritisme (nos dirigeants ont beaucoup d'amis personnels...), clientélisme ? »

« Et je ne parle pas des profits symboliques ! La télévision a sans doute beaucoup plus contribué que les pots-de-vin à la dégradation de la vertu civile. Elle a appelé et poussé le devant de la scène politique et intellectuelle des personnages « à sa-voir » soucieux avant tout de se faire voir et de se faire valoir, en contradiction totale avec les valeurs de dévouement obscur à l'intérêt collectif qui faisaient le fonctionnaire ou le militant. C'est le même souci égoïste de se faire valoir (souvent au détriment de rivaux) qui explique que les « pots-de-vin » soient devenus une pratique si commune. »

« Face à la situation que vous décrivez, quelle est, à vos yeux, la réaction des citoyens ? »

« Je lisais récemment un article d'un auteur allemand sur l'Egypte ancienne. Il montre comment, dans une époque de crise de la confiance envers l'Etat et le bien public, on voyait fleurir deux choses : chez les dirigeants, la corruption, corrélatrice du déclin du respect de la chose publique et, chez les dominés, la religiosité personnelle associée au désespoir concernant les recours temporels. De même, on a le sentiment, aujourd'hui, que le citoyen, se sentant rejeté à l'extérieur de l'Etat (qui, au fond, ne lui demande rien en dehors de contributions matérielles obligatoires et surtout pas de dévouement, de l'enthousiasme), rejette l'Etat, le traite comme une puissance étrangère qu'il utilise au mieux de ses intérêts. »

« Vous parlez de la grande latitude des gouvernants dans le

domaine symbolique. Il ne concerne pas seulement les conduites données en exemple. Il s'agit aussi des paroles, des idées mobilisateurs. D'où vient, sur ce point, la défiance actuelle ? »

« On a beaucoup parlé du silence des intellectuels. Ce qui me frappe, c'est le silence des politiques. Ils sont formidablement à court d'idées mobilisateurs. Sans doute parce que la professionnalisation de la politique et les conditions exigées de ceux qui veulent faire carrière dans les partis excluent de plus en plus les personnalités inspirées. Sans doute aussi parce que la définition de l'activité politique a changé avec l'arrivée d'un personnel qui a appris dans les écoles (de sciences politiques) que, pour faire sérieux ou tout simplement pour éviter de paraître ringard ou paillard, il faut mieux parler de gestion que d'autogestion et qu'il faut, en tout cas, se donner les apparences (c'est-à-dire le langage) de la rationalité économique. »

« Enfermés dans l'économisme étroit et à courte vue de la vision du monde-FMI qui fait (et fera) aussi des ravages dans les rapports Nord-Sud, tous ces demi-habiles en matière d'économie omettent, évidemment, de prendre en compte les coûts réels à court, et surtout à long terme, de la mise à l'écart de la morale qui est la seule conséquence certaine de la rationalité économique légitime : délinquance, criminalité, alcoolisme, accidents de la route, etc. Ici encore, la main droite, obsédée par la question des équilibres financiers, ignore ce que fait la main gauche, confrontée aux conséquences sociales souvent très coûteuses des « économies budgétaires ». »

« Dix ans de pouvoir socialiste ont porté à son achèvement la démolition de la croyance en l'Etat »

« Les valeurs sur lesquelles les actes et les contributions de l'Etat étaient fondées ne sont-elles plus crédibles ? »

« Elles sont discréditées plus souvent par ceux-là mêmes qui en sont les gardiens. Le congrès de Rennes et la loi d'amnistie ont plus fait pour le discrédit des socialistes que dix ans de campagne antisocialiste. Et un militant « retourné » (dans tous les sens du terme) fait plus de dégâts que dix adversaires. Mais dix ans de pouvoir socialiste ont porté à son achèvement la démolition de la croyance en l'Etat et la destruction de l'Etat-providence entreprise dans les années 70 au nom du libéralisme. »

« Je pense en particulier à la politique du logement. Elle avait pour but déclaré d'arracher la petite-bourgeoisie à l'habitat collectif (et par là au « collectivisme ») et de l'attacher à la propriété privée de son pavillon individuel ou de son appartement en copropriété. Cette politique n'a en un sens que trop bien réussi. Son aboutissement illustre ce que je disais à l'instant sur les coûts sociaux de certaines économies. Car elle est sans doute la cause majeure de la ségrégation spatiale et, par là, des problèmes dits des « banlieues ». »

« Si l'on veut définir un idéal, ce serait donc le retour au sens de l'Etat, de la chose publique. Vous ne partagez pas l'avis de tout le monde... »

« L'avis de tout le monde, c'est l'avis de qui ? Des gens qui écrivent dans les journaux, des intellectuels qui prônent le « moins d'Etat » et qui entretiennent un peu vite le public et l'intérêt du public pour le public. On a là un exemple typique de cet effet de croyance partagée qui porte à mettre d'emblée hors de discussion des thèses tout à fait discutables. Il faudrait analyser le travail collectif des « nouveaux intellectuels » qui a créé un climat favorable au retrait de l'Etat et, plus largement, à la soumission aux valeurs de l'économisme. »

« Je pense à ce que l'on a appelé le « retour de l'individualisme », sorte de prophétie auto-réalisante qui tend à détruire les fondements philosophiques du Welfare state et en particulier la notion de responsabilité collective (dans l'accident du travail, la maladie ou la misère), cette conquête fondamentale de la pensée sociale (et sociologique). Le retour à l'individu, c'est aussi le retour à la responsabilité individuelle (on peut blâmer la victime) et à l'action individuelle (on peut lui prêcher la self-help), tout cela sous couvert de la nécessité inlassablement répétée de diminuer les charges de l'entreprise. »

« La réaction de panique rétrospective qu'a déterminée la crise de 68, révolution symbolique qui a secoué tous les petits porteurs de capital culturel, a créé (avec, en renfort, l'effondrement - insupportable - des régimes de type soviétique) les conditions favorables à la restauration culturelle aux termes de laquelle la « pensée Sciences Po » a remplacé la « pensée Mao ». Le monde intellectuel est aujourd'hui le lieu d'une lutte visant à produire et à imposer de « nouveaux intellectuels », donc une nouvelle définition de l'intellectuel et de son rôle politique de la philosophie et du philosophe désormais engagé dans les vagues débats « néo-aristotéliens » d'une philosophie politique sans technicité, d'une science sociale réduite à une politique de sorte électorale et à un commentaire sans vigilance de sondages commerciaux sans méthode. Platon avait un mot magnifique pour tous ces gens, celui de « doxographe » : ce « technicien-de-l'opinion » qui se croit « savant » (je traduis le double sens du mot) pose les problèmes de la politique dans les termes mêmes où se les posent les hommes d'affaires, les hommes politiques et les journalistes politiques (c'est-à-dire très exactement ceux qui peuvent se payer des sondages...). »

« Vous venez de mentionner Platon. L'attitude du sociologue se rapproche-t-elle de celle du philosophe ? »

« Le sociologue s'oppose au doxographe, comme le philosophe, en ce qu'il met en question les évidences et surtout celles qui se présentent sous la forme de questions, les sciences autant que celles des autres. C'est ce qui choque profon-

dément le doxographe, qui voit un préjugé politique dans le fait de refuser la soumission profondément politique qu'implique l'acceptation inconsciente des lieux communs au sens d'Aristote : des notions ou des thèses « over-lesquelles on argumente, mais sur lesquelles on n'argumente pas. »

« Ne tardez-vous pas à mettre, en un sens, le sociologue à une place de philosophe-roi, seul à savoir où sont les vrais problèmes ? »

« Ce que je défends avant tout, c'est la possibilité et la nécessité de l'intellectuel critique, et critique d'abord, de la doxa intellectuelle que sacralisent les doxographes. Il n'y a pas de démocratie effective sans vrai contre-pouvoir critique. L'intellectuel en est un, et de première grandeur. C'est pourquoi je considère que le travail de démolition de l'intellectuel critique, mort ou vivant - Marx, Nietzsche, Sartre, Foucault et quelques autres que l'on classe en bloc sous l'étiquette « pensée 68 », - est aussi dangereux que la démolition de la chose publique et qu'il s'inscrit dans la même entreprise globale de restauration. »

« J'aimerais mieux, évidemment, que les intellectuels aient tous, et toujours, été à la hauteur de l'immense responsabilité historique qui leur incombe et qu'ils aient toujours engagé dans leurs actions non seulement leur autorité morale mais aussi leur compétence intellectuelle - à la façon, pour ne donner qu'un exemple, d'un Pierre Vidal-Naquet investissant toute sa maîtrise de la méthode historique dans une critique des usages abusifs de l'Histoire (2). Cela dit, pour citer Karl Kraus, « entre deux maux je préfère choisir le moindre ». Si je n'ai guère d'indulgence pour les intellectuels « irresponsables », j'aime encore moins ces responsables « intellectuels » polygraphes, polymorphes, qui pondent leur livraison annuelle entre deux conseils d'administration, trois cocktails de presse et quelques apparitions à la télévision. »

« Aujourd'hui, la logique de la politique, de la « sloganisation », s'étend à la vie intellectuelle »

« Alors quel rôle souhaitez-vous pour les intellectuels, notamment dans la construction de l'Europe ? »

« Je souhaitais que les écrivains, les artistes, les philosophes et les savants puissent se faire entendre directement dans tous les domaines de la vie publique où ils sont compétents. Je crois que tout le monde aurait beaucoup à gagner à ce que la logique de la vie intellectuelle, celle de l'argumentation et de la réfutation, s'étende à la vie publique. Aujourd'hui, c'est la logique de la politique, celle de la dénonciation et de la diffamation, de la « sloganisation » et de la falsification de la pensée de l'adversaire, qui s'étend bien souvent à la vie intellectuelle. Il serait bon que les « créateurs » puissent remplir leur fonction de service public et parfois de salut public. »

« Passer à l'échelle de l'Europe, c'est seulement s'élever à un degré d'universalité supérieure, marquer une étape sur le chemin de l'Etat universel qui, même dans les choses intellectuelles, est loin d'être réalisé. On n'aurait pas gagné grand-chose si l'eurodoctrinaire venait se substituer aux nationalismes blessés des vieilles nations impériales. Au moment où les grandes utopies du dix-neuvième siècle ont livré toute leur perversion, il est urgent de créer les conditions d'un travail collectif de reconstruction d'un univers d'idées réalistes capable de mobiliser les volontés sans mystifier les consciences. »

Propos recueillis par ROGER-POL DROIT et THOMAS FERENCZI

(1) Actes de la recherche en sciences sociales, numéro 90, décembre 1991, 104 p., 32 F.

(2) Voir notamment Les Juifs, la Mémoire et le Présent, tome I, Maspero, 1981 ; tome II, La Découverte, 1991.

* Georges Balandier consacrerait sa chronique « Sociétés » à Réponses, de P. Bourdieu, dans « Le Monde des livres » du 24 janvier.

LE MONDE diplomatique

Janvier 1992

- **YOUgoslavie** : L'Europe à l'épreuve, par Alain Gresh. - La Vojvodine à son tour menacée, par Catherine Lutard.
- **ALLEMAGNE** : En première ligne pour la conquête des économies de l'Est, par Laurent Carroué. - La force du mark.
- **EXTRÊME-DROITE** : Europe, glissements au bord du gouffre, par Christian de Brie. - Les murs de la haine, par Philippe Videlier.
- **DROGUE** : Les obscurs destins de l'argent, par Alain Labrousse. - Géopolitique d'un fléau (C. de B.).
- **ÉTATS-UNIS** : La dérive conservatrice altère le crédit de la Cour suprême, par Marie-France Toinet. - Deux « Amériques noires » séparées par les injustices de l'économie, par Serge Halimi.
- **ASIE** : L'Afghanistan s'installe dans la fragmentation, par Selig S. Harrison. - Premier dialogue dans la Corée divisée, par Claude Léblanc.
- **ALBANIE** : Sortie d'enfer pour la culture, par Marie-Françoise Allain et Xavier Galmiche.

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

صكزامن الأصل

L'ANNULATION DES ÉLECTIONS EN ALGERIE

La « démission-déposition » du président Chadli

Un scénario conçu par les militaires et le premier ministre

ALGER

de notre correspondant

Ce fut une démission caillouteuse et brouillonne, une sorte de coup d'Etat sur canapé. Le président Chadli, costume sombre et traits ravagés, réfugié dans un coin de siège, a prononcé quelques paroles à peine intelligibles, puis a tendu sa lettre de démission au président du Conseil constitutionnel, qui, mine dé faite et main tremblante, semblait être venu rendre visite à un mourant. Encore quelques mots, puis le président démissionnaire a quitté la pièce sous l'œil navré de ses visiteurs. En trois minutes à peine, tout était réglé : l'Algérie en crise, le refus des militaires de voir le Front islamique du salut (FIS) accéder au pouvoir, la remise en cause du processus enclenché depuis plusieurs mois lorsque le président Chadli avait annoncé la tenue d'élections législatives anticipées.

Car, si nombre d'inconnues demeurent quant à la suite immédiate des événements, une, au moins, est chose désormais certaine : le second tour des élections législatives, prévu le 16 janvier, n'aura pas lieu, comme le précisait, dimanche 12 janvier, dans la soirée, un communiqué du Haut Conseil de sécurité. La démission présidentielle, la veille, résultat d'un authentique coup de force, venait de produire son premier effet.

Depuis deux semaines, chaque jour, le scénario de crise était peaufiné par les militaires et le gouvernement de M. Sid Ahmed Ghozali, tous deux bien décidés à s'opposer au choix des urnes pour ne pas laisser tomber le pouvoir aux mains des islamistes du FIS.

La nuit du premier tour avait été terrible. Dès l'aube du 27 décembre dernier, le chef du gouvernement et son ministre de l'Intérieur, M. Larbi Belkheir, avaient en main les premiers résultats qui montraient l'immense de leurs espoirs. Au vu de la liste des sièges remportés par les uns et les autres, il ne faisait aucun doute que tous les pronostics accordés aux forces politiques en compétition un poids, à peu de chose près équivalant au sein de la future Assemblée (30 % pour le FIS, 30 % pour le FLN, le reste

pour le FFS, le RCD et les indépendants) étaient déjoués.

Les effets pervers du scrutin majoritaire donnaient à plein : avec 3260359 suffrages, le FIS, parti guisaissant sur presque tout le territoire, obtenait 138 députés, tandis qu'avec 1 613 507 voix, soit la moitié de celles du FIS, le FLN n'en décrochait que 15. Quant au Front des forces socialistes (FFS), il bénéficiait, lui aussi, des avantages du scrutin majoritaire là où, précisément, son implantation était hégémonique : avec 510 661 suffrages, soit le tiers des voix obtenues par le FLN, il obtenait 10 sièges de plus que lui, tous répartis dans les deux wilayas kabyles de Tizi-Ouzou et de Béjaïa. Nul doute que le même mécanisme allait, à l'issue du second tour, donner au FIS plus des deux tiers des sièges. Ce soir là, on venait de faire un grand pas vers une République islamique.

Un vote contre le chef de l'Etat

Le silence d'un K-O. succédait au fracas, juste rompu par une déclaration de M. Sid Ahmed Ghozali, président du petit RCD, réclamant l'annulation pure et simple du second tour. La multiplication des recours déposés auprès du Conseil constitutionnel pour contester les résultats constituait la seconde réaction. Quelques jours plus tard, à l'appel du FFS, une marche imposante traversait la capitale. Manifestation gigantesque et ambiguë : à côté des partisans de M. Att Ahmed venus exprimer leur opposition au totalitarisme et leur désir de voir se poursuivre le processus électoral, marchait l'Algérie inquiète de l'avancée islamiste, toute prête à accepter le report sine die des élections, quitte à se jeter, comme après les troubles de juin 1991, dans les bras de l'armée.

Message reçu. En étroite entente avec l'Etat-major, M. Ghozali et quelques-uns de ses collaborateurs étudiaient déjà la question. L'armée était disposée à marcher, mais ne voulait pas que son intervention apparaisse comme la dernière tentative de sauvetage du président de la République, qu'elle considèrerait désormais sans aucune retenue, comme le principal responsable de la crise. Elle faisait valoir qu'à deux reprises, après les troubles

de juin 1991 et lors des événements de Guemmar, en novembre dernier, où un groupe d'intégristes, militants ou anciens militants du FIS, avaient attaqué une caserne, elle avait exigé, sans succès, la dissolution du FIS. En juin, non seulement elle n'avait pas été entendue, mais le président avait autorisé la libération de centaines de prisonniers islamistes arrêtés lors de l'insurrection de l'Etat de siège. En novembre, le décret de dissolution du FIS avait été préparé, mais le président, au dernier moment, avait refusé de le signer. Pour prix de son intervention, l'armée exigeait, cette fois, le départ du président de la République.

Durant la première semaine de janvier, le sort de M. Chadli Bendjedid était pratiquement scellé. Car, aux exigences de l'armée, répondaient les analyses convergentes des cercles politiques proches de M. Ghozali. Les électeurs, estimant en substance plusieurs ministres, n'ont pas voté pour être des députés, mais pour exprimer leur défiance à l'égard du chef de l'Etat. Une première erreur, poursuivie-ils en guise d'autocritique, avait été commise après les élections d'octobre 1988, lorsque le pouvoir avait tenté une ouverture démocratique en maintenant en place celui dont la rue réclamait la tête. La seconde avait consisté à légaliser le FIS, parti théocratique que la Constitution aurait permis d'interdire. Même ceux qui, parmi les ministres, estimaient à l'époque cette mesure fondée reconnaissent aujourd'hui qu'ils avaient eu tort.

La faiblesse des partis démocratiques, la force d'inertie du FLN, incapable de se régénérer, et la crise économique avaient fait le reste, permettant au FIS de capitaliser à son profit les aspirations au changement des Algériens. Le président Chadli verrouillait tout le système : son départ donnerait, assurait-on, une chance nouvelle au pays. Sur cette base allait se construire le scénario de la déposition. Alors que dans la presse plusieurs personnalités démocratiques, dont M. Att Ahmed, appelaient à la tenue du second tour, estimant que la Constitution et l'Etat-major étaient pour faire échec à d'éventuels abus d'un gouvernement FIS, militaires et nombre de politiques s'accordaient à dire qu'il fallait obliga-

toirement intervenir avant le deuxième tour de scrutin. « Une fois dans la place, estimait tel ministre, ils conforteront irrévocablement leur pouvoir. Les dangers d'un affrontement entre eux et la Kabylie seraient trop importants pour pouvoir se permettre d'attendre jusqu'après le second tour. » Tel autre mettait en avant le coût politique de l'opération, « de toute façon inévitable, mais qui pèserait plus lourd après qu'avant ». Tel militaire, enfin, pensait que, si les islamistes arrivaient au pouvoir, ils disposeraient d'armes en abondance, « ce qui rendait toute riposte aléatoire ». Autant de considérations qui plaidaient pour une opération avant le 16 janvier.

Dès le 4 janvier le plan, se mettait petit à petit en place. Dans la plus grande discrétion, plusieurs unités de l'armée et de la gendarmerie prenaient position dans des zones proches de leurs futures interventions. Les lits d'hôpitaux étaient recensés et les appels de mobilisation de la défense, chargés de centraliser toutes les unités qui concouraient au maintien de l'ordre.

« Comme un malade »

Au plan politique, l'agitation n'était pas moins soutenue. Le 5 janvier, M. Ghozali, dans une intervention à la télévision, reconnaissait que les élections n'avaient pas été aussi « honnêtes et propres » qu'il l'eût voulu. Les votants et les abstentionnistes, ajoutait-il en substance, nous ont signifié leur volonté de changement politique radical. Pas une seule fois le nom du président Chadli n'était prononcé. C'était après une longue discussion avec les responsables de l'armée, l'intervention du premier ministre, en termes à peine sibyllins, indiquant que le sort du président Chadli était réglé.

Au même moment, ce dernier faisait l'objet d'un siège en règle de la part des chefs de l'armée, qui lui exposaient leurs souhaits de le voir démissionner au plus tôt, insistant particulièrement sur l'identité de vues des chefs d'Etat-major des trois armées. En sens contraire, la direction du FLN et particulièrement M. Abdelaziz Mehri, dont une fille a épousé un fils de l'ex-président, le poussaient à rester. Pris entre deux feux, le président hésitait. « Il est comme un malade dans un état grave », confiait alors un ministre : les meilleurs médecins lui disent que son départ est une thérapie nécessaire, mais il ne peut s'empêcher de consulter les rebouteux qui lui conseillent de rester. En milieu de semaine, isolé, il céda à la pression et signa sa lettre de démission. Il acceptait également de démettre, secrètement, la dissolution de l'Assemblée nationale, ce qui enlevait tout pouvoir à l'Assemblée FLN.

M. Abdelmalek Benhabiles : un diplomate de carrière

Appelé à assurer par intérim les fonctions de chef de l'Etat, M. Abdelmalek Benhabiles est né en février 1921 à Arbaoun, près de Sétif. Etudiant en lettres et en droit à l'université de Paris, il milita, dès 1943, dans les rangs du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), fondé par Messali Hadj, puis, en 1953, devint membre de son comité central. Cinq ans plus tard, il rejoignit la délégation extérieure du FLN en Syrie.

Secrétaire général du ministère des affaires étrangères en 1963-1964, ce diplomate de carrière représente successivement son pays au Japon et en Tunisie. En 1971, il est nommé secrétaire général adjoint du ministère des affaires étrangères avant de devenir ministre de la justice de 1977 à 1979. Après avoir assumé jusqu'en 1982 la charge de secrétaire général de la présidence de la République, M. Benhabiles occupe le poste d'ambassadeur en Suisse.

Président du Conseil constitutionnel depuis 1989 pour un mandat unique de six ans, M. Benhabiles est membre fondateur de la Ligue algérienne des droits de l'homme.

sortante, tout en mettant sur la touche son président, M. Belkadem, constitutionnellement investi de l'intérim en cas de vacance présidentielle.

Départ en exil ?

Restait à organiser élégamment la sortie. C'est là où, apparemment, la réussite n'est pas totale. Le Conseil national de sauvegarde de l'Algérie (CNSA), créé, quelques jours après le 26 décembre, par différentes associations socio-professionnelles, autour du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), M. Abdelhak Benhamouda, était chargé de lancer la mobilisation pour la « défense de la démocratie ». Mais les masses, quoi qu'en pensent les démocrates, sont rangées, pour le moment, plus volontiers derrière le drapeau du FIS. Dans ces conditions, le CNSA pouvait difficilement crédibiliser un « appel du peuple » derrière lequel les militaires, pris d'un subit accès de coquetterie, voulaient masquer leur intervention.

De même, le Conseil constitutionnel n'a pas été à la hauteur des espoirs investis dans son action. Les 341 recours déposés laissaient espérer une centaine d'annulations, chiffre qui aurait permis de jeter la suspicion sur tout le scrutin. Prudemment, le Conseil s'est dérobé, faisant valoir qu'une dizaine d'annulations, au plus, étaient justifiées. « C'est une véritable trahison » fulminait un haut personnage de l'Etat en commentant, il y a peu, les réticences des sept « sages ».

Il n'était plus temps de tergiverser. Dans la journée du 11 janvier, M. Aboubakr Belkaid, ministre de la communication et l'un des concepteurs de la manœuvre, rencontrait le président Chadli pour mettre au point les formes de sa déclaration annonçant sa démission. Quelques heures plus tard, tout était maladroïtement consommé ; en direct, à la télévision.

L'ancien président Chadli devrait quitter prochainement le pays.

G. M.

La lettre du chef de l'Etat

« Un sacrifice au service de la nation »

Voici le texte intégral de la lettre de démission du président algérien Chadli Bendjedid, selon une traduction non officielle de l'agence de presse APS.

« Au nom de Dieu clément et miséricordieux.

Chers frères, chères sœurs, citoyens,

Vous savez assurément que je ne désire pas me porter candidat à la présidence de la République, au lendemain du décès du président Houari Boumediène. Je n'avais accepté d'être candidat à ces fonctions que sur insistance de mes compagnons et en ayant alors conscience que c'était là une lourde responsabilité et un grand honneur.

Depuis, j'ai assumé mes charges telles que me le dictaient ma conscience et mon devoir. Ma conviction était qu'il fallait donner au peuple algérien le moyen d'exprimer sa volonté, d'autant que ce peuple avait déjà payé un lourd tribut pour retrouver sa place sur la scène internationale. Aussi avais-je, dès que les conditions furent réunies, œuvré à la mise en place du processus démocratique nécessaire au parachèvement des acquis de la guerre de libération.

Nous vivons aujourd'hui une pratique démocratique pluraliste caractérisée par de nombreux déassement dans un environnement où s'affrontent des courants.

Ainsi, les mesures prises et les voies nécessaires au règlement de nos problèmes ont atteint aujourd'hui une limite qu'il ne m'est plus possible de dépasser sans porter gravement préjudice à la nation, à la cohésion nationale, la préservation de l'ordre public et à l'unité nationale.

Devant l'ampleur de ce danger imminent, je considère, en mon âme et conscience, que les initiatives prises ne sauraient garantir actuellement la paix et la concorde entre les citoyens. Devant ces graves développements, j'ai longuement réfléchi à la situation de crise et aux solutions possibles. La seule conclusion à laquelle j'ai abouti est que je ne peux plus continuer à exercer pleinement mes fonctions sans faillir au serment sacré que j'ai fait à la nation.

Conscient de mes responsabilités en cette conjoncture historique que traverse notre pays, j'estime que la seule solution à la crise actuelle réside dans la nécessité de me retirer de la scène politique. Pour cela, chers frères, chères sœurs, citoyens, je renonce, à compter de ce jour, à mes fonctions de président de la République, et je demande à chacun et à tous de considérer cette décision comme un sacrifice de ma part au service des intérêts supérieurs de la nation.

Le Haut Conseil de sécurité

Le Haut Conseil de sécurité algérien, qui a annulé dimanche 12 janvier les élections législatives, est, aux termes de la Constitution, présidé par le président de la République. Après la démission, samedi, de M. Chadli Bendjedid, l'intérim du chef de l'Etat est assuré par le président du Conseil constitutionnel, M. Abdelmalek Benhabiles, qui a donc présidé la réunion.

Le Haut Conseil de sécurité s'est réuni également :

- Le président de l'Assemblée populaire nationale. Cette Assemblée ayant été dissoute, M. Abdelaziz Belkadem n'était pas présent à la réunion.
- Le chef du gouvernement, M. Sid Ahmed Ghozali.
- Le ministre de la défense nationale, M. Khelid Nezzar.
- Le ministre des affaires étrangères, M. Lakhder Brahimi.
- Le ministre de l'Intérieur, M. Larbi Belkheir.
- Le ministre de la justice, M. Hamedani Benkhelil.
- Le ministre de l'économie, fonction actuellement occupée par le premier ministre.
- Le chef d'état-major de l'armée nationale populaire, M. Guennat.

M. Sid Ahmed Ghozali. - Nommé en juin 1990 à la tête du gouvernement en remplacement de M. Mouloud Hamrouche, M. Sid Ahmed Ghozali était ministre des affaires étrangères depuis septembre 1989.

Agé de cinquante-cinq ans, centralien et ingénieur de l'Ecole des ports et chaussées de Paris, il a commencé sa carrière ministérielle en 1984 comme sous-secrétaire d'Etat aux travaux publics, sous la présidence de M. Ahmed Ben Bella. Nommé à la présidence de la Sonatrach (société nationale des hydrocar-

bures) en 1988, il est considéré comme l'artisan de la nationalisation des pétroles algériens.

Après avoir été ministre de l'Intérieur, il a quitté le gouvernement pour avoir critiqué la politique énergétique de son pays.

De 1984 à 1988, il fait partie du corps diplomatique. Ambassadeur à Bruxelles, il est rappelé, en 1988, au gouvernement, où il



occupe la fonction de ministre des finances, jusqu'à sa nomination, un an plus tard, aux affaires étrangères. Considéré comme un homme d'ouverture, M. Ghozali jouit d'un crédit personnel important dans les sphères internationales, qui considèrent qu'il est grâce à lui qu'une bouffée d'oxygène a été insufflée à l'économie algérienne.

M. Khelid Nezzar. - Le général-major Khelid Nezzar s'est vu confier le poste de ministre de la défense le 25 juillet 1990, alors qu'il occupait le poste de chef d'état-major de l'armée et que depuis le renver-

sement de M. Ahmed Ben Bella, en juin 1986, le chef de l'Etat lui-même détenait ce portefeuille.

« Cheville ouvrière » de l'état de siège instauré le 5 juin 1991, il a été reconduit dans ses fonctions par M. Ghozali. Apprécié pour sa « rigueur morale », sa discrétion et ses qualités de meneur d'hommes, il est considéré comme l'un des « pères » de la modernisation de l'armée nationale populaire et un adepte du principe selon lequel les militaires doivent être maintenus à l'abri des conflits politiques.

M. Lakhder Brahimi. - Nommé ministre des affaires étrangères en juin 1991, M. Lakhder Brahimi est un diplomate chevronné, habitué des missions délicates, telles celles qu'il a menées au Liban en tant que secrétaire général adjoint de la Ligue arabe.

Né en 1934, il a été ambassadeur, membre du comité central du FLN (1978-1984), conseiller diplomatique du président Chadli Bendjedid (1982-1984). Indépendant et courageux politiquement, il a toujours su se montrer en critique. Sa nomination à la tête de la diplomatie avait été considérée comme un signe de la volonté de changement de son ami Sid Ahmed Ghozali.

M. Larbi Belkheir. - Nommé ministre de l'Intérieur en octobre dernier, le général-major Larbi Belkheir, cinquante-trois ans, occupait auparavant le poste de secrétaire-général de la présidence de la République. Ancien directeur de cabinet du président, il a été pendant une dizaine d'années l'un des plus proches et des plus fidèles collaborateurs de M. Chadli Bendjedid.

Chadli Bendjedid, l'homme qui naviguait à vue

Il en va des présidents comme des papes : on les croit parfois sages et facilement manœuvrables, candidats de compromis à destinée transitoire. Mais une fois au pouvoir, le nouvel élu se découvre plus coriace qu'on ne croyait, finissant par éliminer ceux qui espéraient en faire leur jouet.

Tel était le président Chadli Bendjedid, qui, pour aujourd'hui quitter sans gloire le pouvoir, n'en était pas moins parvenu, pendant douze ans, à se maintenir à la tête d'un Etat chroniquement pris dans le tempête.

L'homme devait tout à la future armée qu'il avait épousée, en 1965, à l'âge de vingt-six ans, en rejoignant les maquis du FLN en lutte pour l'indépendance de l'Algérie. C'est à l'armée qu'il devait sa carrière et sa promotion : c'est encore à elle qu'il doit son retrait, au terme d'une crise amorcée dès octobre 1988, lorsque des centaines de jeunes, soldat leur haine d'un régime qui n'avait su leur donner ni bien-être ni perspectives, furent impitoyablement mitraillés.

Cette fois-là, l'armée sauva Chadli, et avec lui, le régime. Une deuxième fois, en juin 1991, l'armée protégea le pouvoir et son président en ramenant à la raison les islamistes. La troisième fois était sans doute de trop. Si, à nouveau, l'armée a accepté de jouer les pompiers, elle a, cette fois, exigé pour contrepartie le départ de celui qu'elle considérait comme le responsable de l'incendie.

L'ex-président Chadli est né le 14 avril 1929 à Bouadje, près d'Annaba (ex-Bône), dans une modeste famille de paysans de l'Est. De toute sa carrière, jamais il ne reniera l'attachement à sa région d'origine. Jusqu'à encourir le reproche, pas toujours immérité, d'être un paysan qui la politique est aussi affaire de tribu, de s'entourer d'abord de gens ayant pour première compétence d'être des « paysans ».

On connaît peu de chose sur ses débuts. Une formation primaire - pas si fréquente dans la paysannerie algérienne de la colonisation - quelques années de militantisme au MTLD, parti nationaliste algérien précurseur du FLN, et au sein du mouvement syndical. En 1955, quelques mois à peine après le

déclenchement de l'insurrection, il « monte » au maquis de la wilaya 2, dirigé par Zighout Youcef. C'est là qu'il emprunte à un mystique maghrébin du troisième siècle le pseudonyme de Chadli, qui restera, désormais, accolé à son patronyme.

Il s'apparemment, les qualités qui font le combattant. Simple d'abord en 1955, il est, quatre ans plus tard, devenu commandant du 13^e bataillon de la zone nord, sur la frontière tunisienne. C'est le colonel Boumedienne qui l'a distingué. Deux ans plus tard, le commandant Chadli est devenu son adjoint, au PC opérationnel de la zone nord, en Tunisie, poste qu'il conservera jusqu'à l'indépendance.

Rien ne laisse présager chez ce soldat une carrière politique, même si, en 1965, il devient membre du bureau fédéral du parti de Constantine. Prudemment, il restera à l'écart des conflits qui agitent alors la direction politique du FLN et une partie de l'armée, se contentant de rester dans le sillage de celui qui lui a mis le pied à l'étrier et qui, devenu maître du pays après l'éviction du président Ben Bella, le nommera, en 1965, membre du Conseil de la Révolution.

Quinze ans à Oran

Après un bref passage à la tête de la VI^e région militaire (Constantine), il devient, en 1964, commandant de la II^e région militaire, à Oran. Il y restera quinze ans, quasi proconsul dans une wilaya où il fait bon vivre. Aujourd'hui encore, les rues d'Oran résonnent de dizaines d'histoires féroces et de ragots sur l'ancien colonel Chadli. Beaucoup, sans doute, sont apocryphes, mais leur existence témoigne de l'importance qu'avait alors, dans la hiérarchie des pouvoirs, le chef d'une importante région militaire. Pour tant, durant cette même période, la renommée de Chadli Bendjedid, qui a été nommé, en 1969, colonel, grade le plus élevé de la jeune armée algérienne, ne dépasse pas les frontières de l'Oranie.

Dix ans plus tard, la mort du président Boumedienne le sort de l'anonymat. Quelques semaines auparavant, durant l'agonie de son ancien chef, il a été nommé « coor-

donnateur des affaires militaires. Sans être anodin, le poste n'a qu'un intérêt fonctionnel : assurer les affaires courantes d'une institution placée, en temps normal, sous l'autorité directe du président de la République.

Le long coma de Houari Boumedienne implique la nomination d'un assés de ministre de la défense. Le hasard du protocole désigne Chadli Bendjedid, officier le plus ancien dans le grade le plus élevé. Et c'est l'affrontement des diverses factions du FLN après la mort, le 27 décembre 1978, du président Boumedienne, qui le propulse, cinq semaines plus tard, secrétaire général du parti et candidat unique à la magistrature suprême.

Se modestie politique l'a servi. Le colonel Chadli n'a, vraisemblablement, pris une part très active à la bataille de succession, ce qui lui donne au moins l'avantage de n'avoir aucun ennemi indubitable. C'est un soldat, ce qui permet de faire plébisciter sa candidature par un congrès du FLN dont les trois mille deux cents délégués comptent dans leurs rangs pas moins de six cents militaires. Il n'a, enfin, pas d'ambition politique déclarée, ce qui rassure les « barons », qui espèrent n'en faire qu'une bouchée.

Bientôt il déchantent. En, le 7 février 1979, président de la République, il va manifester des qualités de manœuvrier politique inouïes en éliminant, un à un, tous les anciens piliers du boumedienisme. A l'été 1981, M. Abdelaziz Bouteflika, ancien ministre des affaires étrangères, et M. Mohamed Salah Yahyoui, ancien « patron » du FLN, tous deux chefs des deux principales tendances qui se disputaient l'héritage, sont écartés du bureau politique du parti.

A son tour, le comité central, dans le cadre d'une « campagne d'assainissement », suspend quatre de ses membres, dont deux anciens ministres de Boumedienne, parmi lesquels figure... l'ancien ministre de l'énergie, M. Sid Ahmed Ghazali. Quelques mois encore, et c'est un rapport de la Cour des comptes et des condamnations pour détournement de fonds publics qui sont prétextes à mettre sur la sellette plusieurs



autres membres de l'équipe de l'ancien ministre de l'Industrie, M. Belaid Abdessalam. La campagne de presse pour éliminer les « coupables » sera féroce. Des années plus tard, elle marquera encore les esprits des différents protagonistes une par l'histoire et par la haine.

Le nouveau cours

Car dès cette époque, et sans crier gare, le nouveau président a pris le virage. Lors de sa nomination comme secrétaire général du FLN, en janvier 1979, il avait fait le serment de « poursuivre le combat du président Boumedienne » et affirmé que « le socialisme constitue pour l'Algérie une option irrévocable ». Il est en réalité trop pragmatique pour s'en tenir là. Il a pressenti - c'est à son crédit - que la société, essouffée par quinze années d'industrialisation lourde, mené tambour battant sous la poigne ferme et austère de son prédécesseur, a besoin d'une pause.

Sparte contre Capoue. Boumedienne était une sorte de moine soldat : son successeur aime la bonne vie et privilégie l'harmonie sur le conflit. L'ancien président Ben Bella, libéré le 31 octobre 1980, après quinze ans de détention sans jugement, est le premier à bénéficier du nouveau cours. Le président

Chadli comprend aussi que, s'il veut mettre fin aux pénuries chroniques qui affectent durement la consommation quotidienne, il lui faut introduire un peu d'économie de marché. L'ampleur et la manière du redressement à effectuer opposeront les nouvelles couches dirigeantes aux anciens responsables de l'économie en des conflits toujours non digérés.

La décennie 80 s'annonce radieuse. L'époque joue pour le nouveau président : le prix du pétrole est au plus haut et l'argent coule à flots. Le pouvoir ouvre les vannes, importe sans regarder équipements coûteux et biens de consommation qui manquaient jusqu'à. L'Algérie, dit-on, va rattraper l'Europe du Sud. De cette vaine ambition, demeurée à Alger un simple commémoratif, vestige anachronique payé en centaines de millions de dollars, le centre commercial de Ryad-el-Feth (Les jardins de la Victoire), vide de marchandises et désert de la jeunesse dorée à laquelle il était dédié.

Sous prétexte d'efficacité, les grandes entreprises économiques nationales, jusque-là moteur du développement algérien, sont déstructurées. On veut favoriser l'émergence d'une classe moyenne et l'investissement de petits entrepreneurs privés. Les systèmes bancaires n'ont pas à le hauteur, et les habitudes légères par quinze années de socialisme à la mode soviétique pèsent de tout leur poids sur une administration dont le rendement n'est pas le souci majeur. L'importation massive de biens de consommation suscite l'émergence d'une couche parasitaire qui prend sa dime sur chaque marché. En même temps que le gaspillage, la corruption gagne, n'épargnant pas l'entourage présidentiel.

Gabegie et explosion démographique

La gabegie, l'imprévoyance et l'explosion démographique feront le reste, sans que le président, qui bénéficie d'un large soutien international, y compris français, ne paraisse conscient de ce qui se joue. Lorsque vers 1985 le prix du pétrole chute, l'Algérie se retrouve sans le sou. Elle emprunte à court

terme pour payer ses achats, accroît son endettement, emprunte à nouveau pour payer ses dettes et finit par réduire drastiquement le niveau de vie de ses citoyens. En quelques années, le pouvoir a jeté le tarreau sur lequel se croit le mouvement islamiste, qui saura remarquablement capter les frustrations économiques et le désarroi identitaire des Algériens.

Octobre 1988 sonne la première alarme sérieuse. L'armée tire, fusant des centaines de morts. Dans les commissariats, on torture des adolescents. Le traumatisme est tel que le président, qui réussit, en décembre 1988, à se faire réélire pour la deuxième fois, est contraint de faire une ouverture politique. Désormais la période est à la démocratie. C'est sans doute déjà trop tard pour ces millions de jeunes marginalisés qui manquent de tout et pour lesquels l'objectif démocratique n'est qu'une marchandise inutile qui recouvre le maintien au pouvoir des privilégiés du système.

Trois ans plus tard, en juin 1991, le mouvement islamiste, habile à exploiter la décrépitude du régime, monte à nouveau à l'assaut du pouvoir. L'armée tire encore. Entre-temps, le président, impuissant à régler les problèmes accumulés, a limogé deux premiers ministres, lancé des réformes qui sont restées souvent lettres mortes, reconnu le Front islamique du salut, malgré la Constitution, qui stipule qu'aucun parti à base religieuse ou confessionnelle ne peut être autorisé.

C'est le temps de la navigation à vue. En juin 1991, l'armée n'avait accepté qu'avec répugnance de sauver une nouvelle fois le régime. Le président Chadli avait été à deux doigts de la démission. La nomination de M. Ghazali était sa dernière bouée. Six mois auront suffi pour convaincre l'armée que s'il lui fallait, à nouveau, descendre dans la rue, elle ne pouvait plus, pour la dixième fois, sauver un président déclinant en panne d'idées, de charisme et d'ambitions.

GEORGES MARION

Coup d'Etat à blanc

Suite de la première page

Après quelques heures de palabres, les « sages » faisaient connaître que « le cas de figure de la vacance de l'Assemblée nationale par dissolution et de la vacance de la présidence de la République par démission » était pas prévu dans les textes, il incombait « aux institutions investies de pouvoirs constitutionnels en vertu des articles 24, 75, 79, 129, 130, 153 de la Constitution de veiller à la continuité de l'Etat et de réunir les conditions nécessaires au fonctionnement normal des institutions et du régime constitutionnel ». Le Conseil, qui, quelques jours auparavant en coulisses, avait refusé d'apporter son aide à l'annulation des élections en invalidant un nombre significatif d'élus, venait de tourner casaque. Il est vrai qu'entre-temps l'armée avait occupé la rue.

Deuxième temps, beaucoup plus bref : le premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali, convoquait dans l'après-midi le conseil de gouvernement pour l'informer de la position du Conseil constitutionnel face à une « situation non prévue par la Constitution ». Le Haut Conseil de sécurité, composé du chef de l'Etat par intérim, du chef du gouvernement, des ministres de la défense nationale, des affaires étrangères, de l'intérieur, de la justice, de l'économie, flanqués du chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), était immédiatement réuni.

Troisième temps, l'épilogue : le Haut Conseil de sécurité constatait, « à l'unanimité », « l'impossibilité de la poursuite du processus électoral jusqu'à ce que soient réunies les conditions nécessaires au fonctionnement normal des institutions ». Le même organisme décidait de siéger en permanence et de se saisir provisoirement « de toute question susceptible de mettre en cause l'ordre public et la sécurité de l'Etat ».

Plus besoin de parler du second tour des élections législatives, prévu le 16 janvier, ni même du premier dont les résultats se trouvaient, ipso facto, gâchés. Par la même occasion, les recours qu'avait étudiés le

Conseil constitutionnel devenaient sans objet. L'annulation des élections gagnée, le 26 décembre, par le FIS venait d'être prononcée, aboutissement ultime d'un processus entamé la veille par la démission du président Chadli.

Pour les mêmes raisons de vacance conjointe du président de l'Assemblée nationale et du président de la République, il y a fort à parier que l'élection présidentielle, prévue, selon la Constitution, dans un délai maximum de quarante-cinq jours, et que le FIS avait toutes chances de remporter, n'est pas près de se tenir. Le président par intérim, dont c'était la première tâche, vient tout simplement de se démettre de ses pouvoirs.

Extrême prudence du FLN

La décision du Haut Conseil de sécurité a été rendue trop tard pour susciter, dimanche, des commentaires. Il est cependant peu probable qu'elle soulèvera la tempête dans les rangs des démocrates, qui, depuis l'intervention de l'armée, respirent plus sereinement. Il est symptomatique qu'à une exception près, celle du Front des forces socialistes (FFS), pas une seule voix ne se soit élevée pour contester ce qui, avec la démission du président Chadli, saurait pourtant au yeux, c'est-à-dire l'arrêt du processus électoral par ce qu'il faut bien appeler un coup d'Etat.

Sans oser publiquement l'affirmer, la plupart des partis sont en réalité rassurés de voir la menace islamiste contenue et les risques de déchirements sanglants s'éloigner. C'est toute l'ambiguïté d'une situation où les démocrates, pour sauver la démocratie, n'ont rien trouvé d'autre que de cautionner un coup de force. Même le Front de libération nationale (FLN, ancien parti unique), qui, quelques jours auparavant, appelait encore, coltic que coltic, à la poursuite des élections, s'est montré d'une prudence de Sioux en enregistrant, dans un communiqué rendu public dimanche soir, à l'issue d'une longue réunion de ses ins-

taurants dirigeants, « l'engagement de l'ANP [l'Armée nationale populaire] à respecter la constitution et à sauvegarder les institutions républicaines ».

Reste quand même le FIS, dont la puissance et l'implantation dépassent largement celle de tous les autres partis. Il peut compter sur l'image républicaine que les démocrates viennent de se décerner en couvrant les initiatives de ces derniers heures. Pour d'innombrables jeunes, le mot même de démocratie est maintenant synonyme de tricherie, et c'est sans doute l'amaralme le plus lourd de conséquences pour l'avenir.

La direction islamiste s'est réunie dimanche, avant que ne soit connue l'annulation du second tour des élections. A la sortie de la réunion, les islamistes dénoncent la volonté de « cercles secrets (...) de maintenir leur joug sur le peuple algérien ». Ils appellent aussi le peuple algérien à

« relever les défis » et à faire « avorter tout complot visant à le priver de choisir son projet de société ».

Vers l'état d'exception

Pour l'instant, le FIS apparaît comme le grand perdant de cette manche. Il y a quelques jours à peine, il avait le pouvoir à portée de main ; aujourd'hui, il est quasi contraint à la clandestinité, conscient qu'il est l'unique cible de ce qui vient de se produire. Disciplinés, militants et sympathisants ont gardé leur calme, s'interdisant, conformément aux consignes reçues, de répondre aux questions des journalistes. Mais rien ne disait, lundi, qu'ils maintiendraient cette même attitude après avoir appris, lorsqu'elle sera diffusée dans leur rang ce lundi, la décision d'annuler les élections.

Potentiellement, la situation est des plus tendues. Elle le sera encore plus lorsque seront officiellement connues les mesures que le gouvernement prépare. Dans un ou deux jours, devrait ainsi être annoncé la création d'un conseil de Conseil d'Etat de cinq membres, chargé de chapeauter le gouvernement, qui serait cantonné à la gestion des affaires courantes. Composé de militaires et de civils, parmi lesquels, vraisemblablement, le général Nezzar, ministre de la défense, et M. Ghazali, le conseil exécuterait la réalité d'un pouvoir collectif. Le gouvernement, qui resterait présidé par l'actuel premier ministre, serait légèrement remanié. Il aurait pour tâche prioritaire de gérer le redressement économique, dont les grandes lignes seraient définies, elles, par ce conseil.

Parmi les mesures envisagées par cette instance, figure, vieille reven-

dication des militaires, l'interdiction du FIS. Le FLN, lui, non pas interdit mais suspendu, ferait l'objet d'une mise sous le paillasson la chef d'un parti « qui a rempli son rôle historique ». Façon habile de renvoyer dos à dos les deux partis désignés comme responsables de la crise. La question de savoir s'il faut également suspendre les autres partis, « afin de créer des conditions vraiment nouvelles », ne semble pas encore tranchée.

Ces décisions, et quelques autres, seraient précédées de l'instauration de l'état d'exception, qui deviendrait le cadre juridique le plus adéquat pour décréter les mesures en préparation, notamment contre les islamistes, dont on suppose qu'ils pourraient réagir, y compris par les armes. Dans ce cas, l'armée est disposée à exercer les mesures de répression les plus dures.

G. M.

De l'état de siège à la démission du président

5 juin 1991. - Le président Chadli proclame l'état de siège pour quatre mois après un appel à une grève générale illimitée, lancé par le Front islamique du salut (FIS), qui exige notamment une élection présidentielle anticipée, et après de violents affrontements entre manifestants islamistes et forces de l'ordre. L'armée se déploie dans la capitale et le couvre-feu est instauré le 6 juin à Alger et dans trois départements. En outre, M. Chadli accepte la démission du gouvernement et reporte les élections législatives (prévues le 27 juin). M. Sid Ahmed Ghazali succède à M. Hamrouche.

17 juin. - Formation du gouvernement Ghazali, qui est présenté comme un cabinet de continuité et d'ouverture, mais dont la composition indique une volonté de prendre des distances à l'égard du Front de libération nationale (FLN), l'ancien parti unique.

25-27 juin. - Reprise de l'agitation dans les fiefs islamistes à Alger et en province : 13 morts et 68 blessés, dans la nuit du 25 au 26, selon le premier ministre.

28 juin. - M. Abassi Madani, l'un des deux principaux dirigeants

du FIS avec M. Ali Benhadj, menace de proclamer le djihad (guerre sainte) si l'armée ne lève pas l'état de siège. Le président Chadli a démissionné de la présidence du FLN, approuvé-on à l'issue d'une réunion du comité central de ce parti.

30 juin. - Arrestation de MM. Madani et Benhadj pour « conspiration armée contre la sécurité de l'Etat ».

7 juillet. - Le nouveau porte-parole du FIS, M. Mohamed Said, est arrêté à son tour.

8 juillet. - Les derniers blindés stationnés aux principaux carrefours du centre d'Alger se retirent.

1^{er} août. - Les affrontements font au moins 55 morts et 326 blessés depuis le 5 juin, selon le premier ministre. Plus de 3 000 personnes ont été interpellées.

17 août. - 329 islamistes internés dans des « centres de sécurité » sont relâchés.

27 septembre. - Le nouveau responsable du FIS, par intérim, M. Abdelkader Hachani, est arrêté. Il sera libéré le 29 octobre.

29 septembre. - L'état de siège est levé.

15 octobre. - Le président Cha-

dli annonce que le premier tour des élections législatives aura lieu le 26 décembre.

29 novembre. - Un groupe armé islamiste, el-Aighani, attaque un poste de garde, le long de la frontière tunisienne, à Ouenassat, et tue 3 militaires.

5 décembre. - Le Parlement (proche entièrement dominé par le FLN) adopte une loi permettant aux autorités civiles de faire appel à l'armée pour maintenir l'ordre public.

7-15 décembre. - Accrochages entre l'armée et le groupe islamiste el-Aighani : 25 membres de ce groupe sont tués par les forces de l'ordre.

14 décembre. - Après huit des législatures, le FIS annonce finalement sa participation aux législatives, alors que la tendance la plus dure du mouvement y était toujours opposée.

26 décembre. - Au premier tour des élections, le FIS obtient 138 sièges avec 47,54 % des suffrages. Le Front des forces socialistes (FFS) obtient 23 sièges, le FLN 15 et les indépendants 3. 199 sièges sont en ballottage. Ces premiers législatives pluralistes sont mar-

quées par une forte abstention : 41 %. Les jours suivants, plusieurs personnalités politiques, effrayées par la possibilité d'une arrivée du FIS au pouvoir, se déclarent plus ou moins ouvertement en faveur d'un recours à l'armée et d'une annulation du second tour.

2 janvier 1992. - Une grande manifestation pour « la sauvegarde de la démocratie », organisée par le FFS à Alger, rassemble quelque 300 000 personnes. Cependant le FFS souhaite le maintien du second tour.

3 janvier. - Portant sur 145 circulations, 341 recours en contestation des résultats du premier tour sont introduits auprès du Conseil constitutionnel.

9 janvier. - Des centaines de femmes manifestent à Alger contre le FIS, alors que commence à se répandre la rumeur d'un « coup d'Etat » pour empêcher une victoire électorale des islamistes.

11 janvier. - Démission du président Chadli Bendjedid, cinq jours avant la date prévue pour le second tour des législatives.

ÉLECTIONS EN ALGÉRIE

En octobre 1988 et juin 1991

Les militaires avaient déjà été appelés à rétablir l'ordre

A deux reprises, dans les années récentes, l'armée, qui campe depuis toujours près des allées du pouvoir, est sortie de sa réserve pour assurer le rétablissement de l'ordre à la demande des autorités civiles.

En octobre 1988, chômage et pénuries en tout genre créent de graves tensions qui débouchent sur des manifestations de jeunes à Alger et dans plusieurs grandes villes du pays, notamment à Oran. Ces émeutes, qui donnent lieu à des pillages de magasins et à des incendies de bâtiments publics, sont sévèrement réprimées par l'armée appelée à la rescousse.

Le 6 octobre, l'état de siège est proclamé à Alger. Quatre jours plus tard, l'intervention télévisée du président Chadli, qui promet des « réformes politiques », ramène le calme. Le bilan de ces affrontements est très lourd : officiellement 159 morts, surtout des jeunes, et

des milliers d'arrestations, officiellement, plus de 500 victimes.

Le 3 novembre, des amendements constitutionnels relatifs au partage du pouvoir entre le chef de l'Etat et le premier ministre sont approuvés par référendum. Le 22 décembre, le président Chadli est réélu pour un troisième mandat de cinq ans. Le 23 février 1989, la nouvelle Constitution, qui ouvre la voie au multipartisme, est approuvée par référendum. Le 4 mars, les représentants de l'armée se retirent du comité central du FLN.

La deuxième alerte date de juin dernier : pour protester contre le découpage des circonscriptions électorales qui le désavantage et pour faire échec à la tenue des élections législatives prévues le 27 juin 1991, le Front islamique du salut appelle, le 25 mai 1991, à une grève générale illimitée. Durant plusieurs jours, les manifestants occupent deux places d'Alger, défilent dans les rues en réclamant le départ du président Chadli et la tenue d'une élection présidentielle

anticipée. Parti de bas, le mouvement s'amplifie petit à petit, pourrisant la situation politique interne. A l'aube du 4 juin, la police tente de reconquérir les places occupées par les islamistes. Plusieurs quartiers d'Alger sont en proie à l'émeute. L'armée intervient dans la nuit du 4 au 5 juin, le couvre-feu et l'état de siège sont instaurés. Plusieurs dirigeants du FIS, dont MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, seront incarcérés peu après.

Le gouvernement Hamrouche démissionne, remplacé par M. Ghazali, qui promet des élections législatives anticipées et « propres » avant la fin de l'année. Ce sont elles qui viennent d'être annulées. M. Ghazali avait également promis, comme le revendiquaient les islamistes, une élection présidentielle anticipée. Mais, sous la pression du président Chadli, il avait été obligé de faire retraite.

M. Ghazali, la Constitution et les forces armées

Depuis qu'il est à la tête du gouvernement, Sid Ahmad Ghazali a fréquemment fait l'éloge de l'armée. Voici quelques-uns de ses jugements.

« Je suis entièrement solidaire [de l'armée] parce que c'est une institution qui a été trop agressive. C'est aussi une institution qui est le dernier dépositaire des valeurs du 1^{er} novembre [1954, début de l'insurrection contre la France] qui sont : l'indépendance, l'unité, la justice sociale et la dignité nationale. »

« Ce sont les politiciens qui ont fait le sale boulot, qui ont conduit à des situations détestables, mais c'est paradoxalement l'armée qu'ils désignent tous du doigt. »

« C'est l'armée [...] qui est le rempart contre la violence, contre les atteintes au fonctionnement des institutions et au processus démocratique. »

« Le passage par une Assemblée nationale élue dans le cadre du pluralisme n'est pas pour moi la solution du problème. C'est une condition nécessaire mais pas suffisante pour commencer à résoudre les problèmes du pays. »

« L'armée ne pourra pas prétendre participer au pouvoir tant qu'il n'aura pas pris une position claire sur les règles du jeu démocratique, les lois de la République. »

21 décembre 1991 (Entretien accordé au quotidien saoudien publié à Londres Asharq Al-Awsat).

« Plus de 70 % des Algériens rejettent les solutions extrémistes, dan-

gereuses, violentes et non démocratiques. Mais encore faudrait-il que certains ne jouent pas les apprentis sorciers. Ceux qui veulent s'agripper au pouvoir sont tentés par une alliance avec le FIS. »

« Instrument sûr et fidèle »

« S'il doit y avoir une union, une alliance, ce doit d'abord être celle des authentiques patriotes et des vrais démocrates. »

19 décembre 1991 (l'« Evénement du jeudi »).

« Imaginer l'Algérie faire le choix entre un Etat islamique et une dictature militaire relève de clichés. L'armée n'est pas une armée de puissances. Elle est là pour protéger les institutions et veiller à la sécurité des citoyens. »

6 janvier 1992 (« Club de la Presse » d'Europe 1).

« J'ai, à titre préventif, demandé à l'armée de prendre les dispositions préparatoires en vue de participer au maintien de l'ordre public et à la sauvegarde de la sécurité des citoyens. »

« L'armée constitue, pour la nation, l'instrument sûr et fidèle pour la défense de cette souveraineté, de son unité, et de ses valeurs en particulier sa religion sacrée, la protection de la sécurité de tous et le maintien de la paix civile. »

11 janvier 1992 (Déclaration à la télévision algérienne).

« Une situation de coup d'Etat ? J'ai bien peur que oui... »

ALGER

de notre envoyé spécial

Sur le petit écran, la campagne pour le second tour bat son plein. Il n'est pas loin de 20 heures, samedi 11 janvier. La candidate du FIS dans la circonscription de Frenay, près de Taret, voue aux gémonies les médias algériens et étrangers qui ont diabolisé les islamistes. « N'ayez pas peur, lance-t-elle aux téléspectateurs. Tournez-vous vers Dieu et préparez-vous à travailler. »

Sans transition, la présentatrice, vêtue à l'occidentale, ouvre le Journal du soir en annonçant que le Conseil constitutionnel va préciser, « d'un instant à l'autre », quel sort il réserve aux contestations électorales qui ont été déposées auprès de lui. Des reportages rapides sur cette affaire : la manifestation de la nuit du 4 au 5 juin, Aurès ou de Béchar, on se prépare à retourner aux urnes le 16 janvier, comment aussi il convient de s'y prendre pour bien voter son bulletin de vote.

Brusquement, changement de décor. A 20 h 20, les projecteurs sont braqués sur la salle d'audience de la résidence présidentielle. M. Chadli, l'air plutôt maigre, remet en main propre au président du Conseil constitutionnel, M. Abdelmalek Benabylès, qui semble en mesurer le poids, sa lettre de démission. Bien calé dans un canapé en faux style Louis XV au côté de son vizir, l'auteur de la missive explique brièvement, sur le ton d'une conversation de salon, un peu crispé, qu'il ne faut pas se laisser aller à des jugements hâtifs, mais qu'il a pris sa décision « dans l'intérêt du pays ».

Trois mois

Très vite, les sept « sages » du Conseil quittent les lieux pour se réunir à huis clos et constater, après lecture de l'article 84 de la Constitution du 1^{er} mars 1989, « la vacance définitive de la présidence de la République ». Une heure plus tard, le plus légalement du monde, M. Benabylès se voit confier la mission d'assurer l'intérim du chef de l'Etat démissionnaire pour une période maximale de quarante-cinq jours.

Fin du premier acte. La communauté médiatique part, presque comme un seul homme, à la recherche des binômes qui seraient en train d'investir les villes : « L'armée peut se passer des chars ? » Calme plat à Bir-Khadem, dans la banlieue d'Alger, au siège de la 1^{re} région militaire, où l'armée concentre, dit la rumeur, le gros de ses moyens d'intervention. Comme tous les soirs précédents, des policiers en tenue de combat posent des barrières sur la route à l'entrée de la capitale.

A Kouba, comme à Bab-el-Oued, deux flots islamistes, quelques centaines de « frères » commentent le fait du soir : « On savait que quelque chose se tra-

maît. Le départ de Chadli, bien sûr, on l'avait réclamé, mais pas tout de suite quand même. » En vain, se plaint un employé d'Air Algérie, qui « regrette » la démission de celui avec lequel il aurait peut-être été possible de cohabiter un moment. Un autre « barbus » s'empare : « La violence est la seule issue qui nous est offerte. On va créer des milices, attaquer les chars. »

« On n'est pas triste »

Soirée presque ordinaire : les Algériens semblent ne retenir que l'histoire d'une démission précipitée, même s'ils se doutent que l'armée est loin d'avoir abattu toutes ses cartes. « Il veut mieux avoir trois mois ou trois ans les militaires sur le dos que trame les islamistes », se console un passant. Comme de coutume, les éboueurs font leur ronde. Au siège du FIS, il y a des lumières, mais un carreau en interdit l'accès : « Il n'y a personne. Allez vous-en, c'est une affaire entre Algériens. » Il n'y a plus âme qui vive au quartier général du FLN, plongé dans l'obscurité. Au propre comme au figuré.

Rien d'autre, plusieurs heures après ce drôle d'intérim télévisé, que de banales mesures de précaution : des soldats, baïonnette au canon, en position en quelques points stratégiques de la capitale, à hauteur de la présidence de la République, devant les entrées des studios de la radio-télévision et six chars autour du palais du gouvernement. Alger ne va pas se mettre dans tous ses états parce que M. Chadli tire sa révérence. Elle attend d'en savoir plus.

Alger se réveille dimanche la tête un peu lourde. A la faveur de la nuit, l'armée, d'une discrétion absolue, a renforcé ses défenses en ville et aux alentours, prête à bondir au moindre écart de conduite des « frères » comme le lui a demandé, « à titre préventif », dans une allocution, le premier ministre. « Nous, on ne veut ni des militaires ni des islamistes, lance un habitant. On veut la démocratie. » Facile à dire.

Jour faste pour le marchand de journaux de la rue Didouche-Mourad, ancienne rue Michelet, dissimulé derrière des piles de quotidiens que s'arrachent les passants. A quelques pas de là, comme si l'histoire n'avait pas marqué une pause, ce militant du FIS distribue une « lettre ouverte à la femme algérienne » dans laquelle le parti de M. Abassi Madani remercie les électorales du premier tour et s'engage à redonner aux chères sœurs toute la place qui est la leur.

Concubine au sein des états-majors politiques. Au siège du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), l'heure est moins morose qu'au soir du premier tour. Pour se faire comprendre, les partisans de M. Said Sadi pratiquent la filote. « On n'est pas

triste, commente le sourire aux lèvres un habitué des lieux. La démission de M. Chadli n'est pas une mauvaise nouvelle. » La suite, secret de polichinelle ? A l'en croire, « le scénario n'est pas clair. Il y a de gros points d'interrogation. »

Sur la place des Martyrs, au bas de la Casbah, les vieux se chauffent en bavassant au soleil de midi. Rares sont les « barbus » qui n'ont pas troqué leur robe blanche (khamis) pour la tenue passe-partout. Que cache ce calme singulier ? Des violences qui s'organisent ? « Si ça rafale, ils cèderont », se hasarde le pronostiqueur un habitant.

Plus question pour les responsables politiques de parler à tort et à travers, comme ils en avaient pris l'habitude pendant la tourmente récente campagne électorale. Autres temps, autres mœurs : chacun maintenant mesure ses propos. En fin d'après-midi, M. Hocine Att Ahmed, le secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS), lit sans commentaires une déclaration à la presse : « Sommes-nous dans une situation de coup d'Etat ? », se demande-t-il, pour répondre aussitôt : « J'ai bien peur que oui. Même si cela a été fait dans les formes et sans violence apparente. » Ses partisans, eux, réagissent à ce « putsch constitutionnel » avec un flegme qui en dit long sur leur état d'esprit.

Plus de communiqué, dimanche soir. Ceux des battus du premier tour, le RCD, qui, à la faveur d'une démission souhaitée, appelle à « la rupture totale avec les pratiques du passé », et surtout le FLN, qui insiste sur la poursuite du processus électoral sous peine de « menace réelle pour la stabilité du pays ». Celui du vainqueur, le FIS, qui met en garde contre toute mesure qui viderait à annuler le second tour.

La réponse du « berger » militaire - par civils interposés - aux « bergères » du FLN et du FIS, qui se posent en Jeanne d'Arc de la démocratie, ne se fait pas attendre : en milieu de soirée, le Haut Conseil de sécurité constate dans un communiqué « l'impossibilité de la poursuite du processus électoral ». Six chars entourent le palais du gouvernement. Les « barbus » encaissent le coup sans broncher.

Fin du deuxième acte.

A Bab-el-Oued, près de la place des Trois Horloges, l'équipe d'officiers du FIS, l'organe officiel du FIS, modifie sur ordinateur les « pages » du prochain numéro à la lumière des derniers événements, sans laisser paraître d'inquiétude une éventuelle descente de l'armée. « Quelle mesure de précaution voudriez-vous que l'on prenne ? interroge Fouad Dilci, rédacteur bénévole et élu du premier tour dans le quartier d'Oued-Konche. Qu'ils nous arrêtent, et puis après... »

JACQUES DE BARRIN

Une armée composée pour moitié de recrues

Avec pas moins de 138 000 hommes, dont 70 000 sont des recrues du contingent appelées pour un service de dix-huit mois, l'armée algérienne, très largement équipée de matériels soviétiques, est l'une des plus importantes du Maghreb. Elle est souvent engagée dans des tâches autres que militaires, comme des missions civiles et civiques (grands travaux). Le ministère algérien de l'Intérieur, pour sa part, dispose d'une gendarmerie forte de quelque 23 000 hommes qui utilisent des équipements français, comme des automobiles blindées.

L'armée de terre, avec ses 120 000 hommes, compte une vingtaine de brigades organisées autour de 980 chars et de 1 600 véhicules blindés. Deux unités - environ 15 000 hommes - sont spécialisées dans le maintien de l'ordre (le Monde du 1^{er} janvier). L'armée de l'air, avec 12 000 hommes, aligne jusqu'à 250 avions de combat, dont des Mig-23 et des Mig-25, et une soixantaine d'hélicoptères soviétiques.

Facteur de stabilité

La marine, avec 6 000 hommes, arme, outre des patrouilleurs et garde-côtes, quatre sous-marins (prêtés pour cinq ans renouvelables par Moscou) et trois frégates anti-sous-marines.

Dans les états-majors occidentaux, on estime que cette Armée nationale populaire constitue un facteur de stabilité de la société algérienne. D'une part, elle dispose de cadres et de spécialistes dans des domaines essentiels à la vie économique du pays. D'autre part, elle participe à son développement, en ayant des unités du génie dont les réalisations, sur le terrain, sont spectaculaires. Enfin, en dépit d'une composition ethnique, religieuse et sociale dont la variété reflète celle de l'ensemble de l'Algérie, surtout chez les appelés, elle a montré, dans le passé, son hostilité à l'islamisme musulman.

J. I.

ADMISSIONS sur DEUG, LICENCE ou MAÎTRISE

HEC-ESCP-ESC
ESCP
ESSEC-ESCL
SCIENCES-PO
CFPA

ipesup

LA PRÉPARATION AU SUCCÈS
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
16-18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris - Tél: (1) 43.25.63.30

Les commentaires de la presse algérienne

« Il n'y a que de mauvaises solutions en vue »

ALGER

de notre envoyé spécial

L'éditorialiste de l'« Hebdo libéré » ne tenait peut-être pas des propos en l'air lorsqu'il a veillé de la démission de M. Chadli il invitait la classe politique à « envisager une nouvelle manière de sauver les Algériens ». Avant de conclure : « S'il se trouve parmi nos généraux un homme qui ait encore un sens à la place de la calculatrice, qu'il le donne à l'Algérie. » Constat désespéré : « Aucune règle de convivialité ne saurait maintenant rassembler, autour d'une même table, deux sortes d'Algériens qui se considèrent comme totalement étrangers les uns aux autres. »

Dans sa livraison hebdomadaire, l'« Algérie-Aktualité » évoquait, de son côté, les perspectives d'une cohabitation entre le FIS et d'autres formations politiques, pour l'écartier d'un « minimum consensuel garanti : les valeurs républicaines ». Et d'ajouter : « Le choix légaliste serait une thérapie quand le mal est béni. L'opération chirurgicale semble être inévitable. »

Pour sa part, le « Jeudi d'Algérie » convenait qu'« il n'y a que de mau-

vaises solutions en vue, sauf à préciser que certaines sont plus détestables que d'autres ». Il évoquait l'hypothèse où « d'une façon ou d'une autre, le FIS (serait) privé de sa victoire ». Il faudrait craindre alors, « qu'au moment où l'on s'y attend le moins, des garnies surgissent, ivres de colère et de rancœur, sortent à nouveau dans les rues et rappellent à ceux qui les auraient oubliées les leçons d'octobre 1988 ».

Sortie de canchevir

Aux appels du pied et aux mises en garde des hebdomadaires ont succédé, presque sans temps mort, au lendemain de la démission de M. Chadli, les constats souvent embarrassés des quotidiens francophones indépendants. Dans un éditorial, le directeur du « Matin », qui s'en prend en passant aux « marchands de mauvaise conscience », affirme : « Si l'Algérie de l'après-Chadli ne sait pas tout à fait encore où elle va, elle sait par contre d'où elle sort : d'un canchevir. »

« L'Algérie veut mieux que ce que lui offrent jusqu'à présent ses diri-

geants et ceux qui revendiquent le pouvoir », commente le « Quotidien d'Algérie ». Il n'en a pas moins que « la situation actuelle n'est qu'une nouvelle étape dans cette logique haineuse de l'affrontement qui se bâtit jour après jour et dont le mois de juin n'avait été qu'un timide prélude ».

Il n'y a guère qu'Alger Républicain, l'organe du PC, qui avait fait campagne pour le boycottage des élections législatives, qui s'aventure à parler de « stabilisation » dans le cadre de ce que son directeur appelle quand même une « relative légalité ».

Avare de commentaires. El Moudjahid, l'organe du FLN, noircit ses colonnes de communiqués, de déclarations et de textes de référence. Et s'il titre en bandeau, à la une, « L'Algérie entre en scène », c'est tout simplement pour rappeler à ses lecteurs, s'il en était besoin, que ce lundi à Ziguinchor (Sénégal), l'équipe nationale de football est opposée, dans la Coupe d'Afrique des nations, aux « Éléphants » de Côte d'Ivoire.

J. de B.

Avec l'Europe qui exporte, il y a l'ESCE.

PALMARÈS DU MOCI

Ministère du Commerce International du 11 mars 1991

ESCE : 1^{re}

(Classement des écoles 100% internationales)

SALAIRES

JEUNES DIPLÔMÉS

L'Expansion du 21 mars 1991

ESCE : 148 000 F

(Salaire annuel brut médian)

École Supérieure du Commerce Extérieur

• Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État.
• 4 années d'études dont 12 mois de stage en France et à l'étranger (USA et CEE)

• Diplôme Homologué au Niveau II (Cadres, Cadres Supérieurs)
• Concours national les 9 et 10 avril 1992 : Banque d'épreuves communes SESAME

esce

l'école-référence des exportateurs

63, rue Ampère 75017 Paris

Tél. : (1) 47 63 36 55-42 79 37 - 3617 CODE ECOI * ESCE

L'ANNULATION DES

« Nous ne voulons ni l'intégrisme
ni une laïcité outrancière »

nous déclare M. Mustapha Cherif, islamologue et ancien ministre

Une économie à nu

La confusion institutionnelle qui vient de gagner l'Algérie frappe une économie en pleine réorganisation, tentée à se débarrasser des mauvaises habitudes d'une gestion socialiste trentenaire et encore mal à l'aise dans un registre libéral qui s'apparente, depuis 1988, à une soupe à la grimace. Au cours des dernières années, Alger a dû payer la majeure partie d'une dette de 24 milliards de dollars (132 milliards de francs), à raison de huit milliards de dollars par an, soit près des deux tiers de ses recettes d'exportations, tirées quasi exclusivement des hydrocarbures. En octobre 1991, Alger a obtenu un refinancement partiel de sa dette à hauteur de 1,6 milliard de dollars auprès d'un pool bancaire conduit par le Crédit lyonnais. La FMI et la CEE ont aussi consenti plusieurs prêts visant à équilibrer et à alléger les règlements. Mais l'effort de remboursement - qui devrait s'achever en 1993 - a tout de même épuisé les réserves en devises.

Ce manque aigu d'argent frais a plongé le pays dans une immobilité dramatique pour la population et les entreprises. Les moyens font défaut pour importer certains produits de première nécessité, sans parler des biens intermédiaires et d'équipement indispensables au bon fonctionnement des usines. Pannes et pannes se multiplient, le marché noir prospère, et les prix flambent. L'inflation atteignant au moins 45 % par an. Si la croissance a été de 2,4 % en 1990, stimulée par la hausse passagère des prix du brut pendant la guerre du Golfe, elle est restée inférieure à la poussée démographique (2,7 %).

En 1990, le pouvoir d'achat a diminué en moyenne de 3 % et le chômage touche 1,5 million de personnes, avec une très forte proportion de jeunes. Les inves-

tissements, en chute libre, ne représentent plus qu'à peine le quart de leur niveau d'il y a dix ans. Et, malgré la redistribution des terres à leurs anciens propriétaires dépossédés lors des nationalisations de 1974, la réforme agraire est un échec, qui se mesure à l'ampleur des importations alimentaires (elles représentent 2,5 milliards de dollars par an). Cette économie improdutive et rigide a vu logiquement sa monnaie se déprécier, une dévaluation de 22 % du dinar étant intervenue à l'autonomie.

Libéralisme
tous azimuts

Si la communauté internationale - les organismes onusiens notamment, mais aussi la France et l'Italie - a voulu croire à un redressement, c'est au vu des réformes entreprises par le régime à partir de 1988, dans le sens d'un libéralisme tous azimuts. De nouveaux textes législatifs sont venus réformer les principaux compartiments de l'économie, depuis l'agriculture et les entreprises publiques jusqu'au commerce et au secteur bancaire, en passant par une nouvelle donne sociale en matière de négociation des salaires et de droit de grève. Les monopoles d'importation ont été supprimés. Une loi sur la monnaie et le crédit a été votée, assortie d'un code des investissements sans restriction pour les entreprises étrangères qui peuvent en principe s'installer en Algérie sans associer de capitaux du pays d'accueil, puis repartir entièrement leurs bénéfices (une mesure qui n'a pas encore trouvé son application concrète).

En lançant, courant juillet, qu'il s'est prêt à vendre un quart du pissement pétrolier géant d'Hassi-Messaoud, le premier ministre algérien, M. Sid Ahmed Ghazali,

a montré à quel point son pays était à nu, contraint, pour supporter le fardeau de la dette et amortir la crise, de faire entrer les compagnies étrangères dans les sacro-saints champs pétroliers. Car ce n'était pas la parole en l'air. Vingt ans après avoir nationalisé les intérêts étrangers (alors exclusivement français), l'Algérie a voté le 30 novembre 1991 une nouvelle loi sur les hydrocarbures autorisant les firmes « étrangères » à prendre jusqu'à 49 % des réserves connues ou à découvrir, non sans acquiescer de substantiels droits d'entrée évalués à 4 milliards de dollars.

Une décision qui, sans préjuger de la suite, rappelle le choix similaire effectué par l'ex-URSS, au profit de compagnies américaines et françaises. Par ce mouvement spectaculaire de nationalisation pétrolière était présentée en 1971 comme un élément clé de l'émancipation économique, l'Algérie espérait faire d'une pierre deux coups : effacer une partie de sa dette et donner un second souffle à l'exploration qui s'est nettement ralentie ces dernières années, afin d'accroître les réserves dont le niveau actuel ne dépasse pas vingt ans.

La libéralisation en Algérie, dans sa brutalité, n'a engendré jusqu'ici que l'agitation sociale, sinon l'exaspération. Venant après l'effondrement du communisme, l'épisode algérien pose des questions sur la capacité des régimes autoritaires à mener de front l'émancipation de leur économie et de leurs institutions. La recherche du développement ne fait pas nécessairement bon ménage avec la démocratie, surtout lorsque la solution libérale, loin de se confondre avec la liberté, se réserve que privations.

ÉRIC FOTTORINO

La Mitidja à l'heure de la privatisation

« La révolution agraire a cassé l'agriculture, l'amour de la terre n'existe plus »

BIR-TOUTA
(plaine de la Mitidja)

de notre envoyé spécial

C'était quelques heures seulement avant la démission surprise du président Chadli. Dans un poulailler de fortune au milieu de volailles piaillantes, un paysan de Bir-Khadem se plaignait gentiment d'avoir à retourner aux usines le 16 janvier, d'avoir à choisir entre un candidat démocrate et un autre du FIS. « Tous les programmes des partis sont bons, explique Salah, mais on ne sait pas s'ils vont être appliqués. » La grande politique que se fait tout près d'ici, à Alger, le dépasse. Ce que lui sait d'expérience, c'est qu'il faut travailler dur pour tenir à la terre.

Autrefois, tout était beaucoup plus simple pour cet ancien mécanicien-diesel qui partage avec d'autres paysans les bâtiments délabrés d'une ferme coloniale transformée en 1963 en domaine autogéré (1). Le dirigeant avait du bon. A l'époque de l'Etat-patron, rappelle Salah, « je me levais tard, je travaillais deux heures et ensuite je me livrais à de petits trafics. Maintenant je suis tout le temps sur la brèche. »

Sur cet ancien domaine viticole dont les terres ont été privatisées en 1987, Salah et ses quatre frères exploitent une dizaine d'hectares d'agrumes, d'arbres fruitiers et de vigne, sans compter un élevage de poulets. « Quand on s'est installé à notre compte, on nous a promis des tas de choses, mais on n'a rien vu venir », raconte-t-il un peu exaspéré.

Sait la litanie fastidieuse des doléances, le manque de tout, de pièces détachées pour les tracteurs et les pompes à eau, de produits vétérinaires. Et puis, quand il y en a, tout est beaucoup trop cher, aussi bien le fil de fer que les engrais. Tout d'abord les crédits, dont les taux d'intérêt ont grimpé jusqu'à 18 %.

« La dénationalisation des terres s'est arrêtée au papier et au législatif, note un expert. Jusqu'à maintenant, l'Etat n'a fait que du papier. Il n'a pas réellement tenu ses promesses » à l'égard de ces nouveaux paysans, liches dans la nature sans véritable accès à des aides financières, soit à travers le système bancaire, soit grâce à la mise en place d'un fonds spécial. Certains de ceux qui ont ainsi récupéré leurs droits les ont cédés à d'au-

tres, faute d'avoir la capacité ou les moyens d'en tirer parti.

A quelques kilomètres de là, à Bir-Touta, au milieu de ses oranges et de ses pêchers, Mohamed Gassen a toutes les apparences d'un paysan heureux qui a passé on ne sait trop comment à travers les mailles de la réforme agraire. « Ici, on n'a pas été touchés, mais ils ont pris des terres du grand-père ailleurs avant de les rendre à la famille », précise-t-il.

Pas facile pour un agriculteur privé, à l'époque des domaines autogérés, de faire entendre sa voix. Priorité au secteur étatique. Mohamed se souvient des difficultés qu'il rencontrait pour se procurer du matériel agricole : « Si on voulait acquiescer un tracteur, il fallait déposer un dossier devant une commission qui le refusait parce que, soi-disant, la superficie que nous exploitons ne justifiait pas cette demande. On s'arrangeait alors pour l'acheter au marché noir, deux à trois fois plus cher. »

Cet arboriculteur de la Mitidja, qui vend sa récolte sur pied à des commerçants locaux, se félicite de constater qu'aujourd'hui les fermes d'Etat et paysans privés « sont placées sur un pied d'égalité, traitées sans discrimination grossière ». « On ne craint plus d'investir, insiste Mohamed. On recommence à avoir du goût pour le travail. »

« Maintenant
on ose licencier »

S'il avait quelques critiques à émettre, ce serait pour s'inquiéter de l'entrée en lice, un peu désordonnée à son goût, des paysans privés et, partant, des risques de surproduction et des chutes de prix. Ce serait aussi pour dénoncer les « arbres gelés » qui ont été vendus des centaines d'hectares comme terrains à bâtir sur lesquels ont poussé, comme champignons après la pluie, usines, entrepôts et cités-dortoirs. Aux portes d'Alger, la riche plaine de la Mitidja est maintenant mitée et morcelée et, pour tout dire, méconnaissable. « Pour ne pas savoir autrefois qu'ici c'était paradisiaque », lance Mohamed.

Ce retour à la terre se fait encore dans le brouillard. Il n'y a ni loi d'orientation agricole ni plan d'oc-

cupation des sols. Aux dires de certains experts, la chance de l'Algérie, c'est d'abord l'arboriculture, qui peut offrir de larges débouchés aux sans-emploi. Mais, qui saura convaincre les paysans privés de se lancer dans cette spéculation ? « Le redécoupage foncier, compte tenu de toutes les pesanteurs, ne devrait pas donner de résultats positifs avant deux bonnes années », assure un agronome.

Economiste de formation, le directeur d'une ferme d'Etat dont les 278 hectares jouxtent les terres de Mohamed continue, pour sa part, à défendre un mode d'exploitation qui peut paraître suranné. Spécialisé dans l'élevage de vaches montbéliardes, cette entreprise publique s'emploie à diversifier ses activités, notamment en se tournant vers le maraîchage. « On tourne à la moitié de nos capacités, car on n'a pas été autorisé à importer des bêtes à cornes depuis quatre ans », explique un technicien agricole.

Le directeur soutient que, primes de rendement à l'appel, il paie mieux son personnel - 45 % au total - que les entreprises industrielles voisines, qu'il ne manque pas d'argent pour investir, aujourd'hui pour construire des serres. « On est pratiquement autonomes, relève-t-il. Avant on faisait du social, maintenant on ose licencier. »

Pour le principe, il se fait un devoir de prendre la défense de l'Etat, qui a rempli sa mission. A l'en croire, « ce sont les hommes qui ne veulent pas travailler ». Il passe sous silence les erreurs de gestion de bon nombre de responsables de domaines autogérés, souvent plus soucieux d'investir dans l'achat d'une voiture que dans la réparation d'un tracteur. Ce directeur, qui sait humer l'air du temps, finit par avouer, désabusé, sur le ton de la confiance : « La révolution agraire a cassé l'agriculture. L'amour de la terre n'existe plus... »

JACQUES DE BARRIN

(1) Les terres des colons ont servi de support à la création de domaines autogérés entre 1971 et 1987. La révolution agraire a porté sur la collectivisation de quelque 500 000 hectares appartenant à environ 26 000 propriétaires algériens. Le premier pas vers la privatisation des terres a été fait avec la loi du 8 décembre 1987, confirmée par celle du 18 novembre 1990.

schèmes de pensée du parti unique et il y a des religieux qui veulent monopoliser l'islam. Or, personne n'a le monopole de la démocratie, ni de l'islam.

Une communauté
du « juste milieu »

« Comme islamologue, quelle leçon tirez-vous pour l'avenir de la situation actuelle ? »

« L'islam, c'est l'appel à la fois du cœur et de la raison. Il est religion et il est monde. Vouloir édifier une société qui intègre les valeurs de l'esprit, qui pose comme principe central l'éthique, mais qui en même temps respecte les libertés publiques et individuelles, c'est cette « communauté du juste milieu » dont parle le Coran que nous souhaitons. Nous ne voulons ni de cet intégrisme qui confond le spirituel et le temporel, ni d'une laïcité outrancière qui les oppose brutalement. Quelles que soient les péripéties politiques à venir, c'est bien ce juste milieu qu'il faudra trouver. »

« Une comparaison entre l'islam algérien et l'islam iranien est-elle possible ? »

« Non. Nous n'avons pas la même tradition que le chiisme iranien, qui est théocratique. L'islam en Algérie est sunnite, c'est-à-dire qu'il inclut le principe démocratique. A sa mort, le Prophète n'a pas désigné de successeur et a laissé à la communauté le soin de le désigner : c'est d'abord cela le sunnisme. La tradition historique de l'islam maghrébin est donc modérée. Carrefour ouvert sur la Méditerranée, au dialogue des cultures, elle n'a rien à voir avec l'intégrisme moyen-oriental. »

« Que doit faire la France ? »

« Respecter absolument notre

expérience. Nous ne sommes pas en train de nous chercher. Nous savons ce que nous sommes : des Algériens attachés à nos racines et en même temps soucieux de progrès. Cela veut dire concrètement que les Algériens ne peuvent faire autrement que s'unir par-delà leurs positions partiales, pour que l'Algérie reste fidèle à elle-même, tout en corrigeant les lacunes de trente ans de parti unique. Les réformes engagées depuis deux ans doivent le rester. »

« Vous avez mis en cause la responsabilité de l'Occident dans la situation actuelle. Jusqu'à quel point est-elle engagée ? »

« Cela fait exactement cinq siècles que l'islam est sorti de l'Andalousie. Depuis cette date, l'être musulman a pratiquement disparu de la conscience culturelle de l'Occident. Il s'est produit une sorte de « démission » de la pensée et de la science occidentales. »

« Aussi, si nous allons parfois dans le même sens, les discours et les pratiques de l'Occident ignorent le monde musulman, l'agressent par des stéréotypes ou des préjugés sans fondement. Toutes les affaires exploitées depuis 1979 et l'arrivée de Khomeiny en Iran - affaire Ruschdie, foudroiement islamique - et le racisme sournois ou de plus en plus flagrant nous ont été préjudiciables. Ils ne facilitent ni le dialogue des cultures ni le rapprochement des peuples. L'Occident, dans ce sens, porte une lourde responsabilité. »

« Je ne nourris ni nostalgie ni romantisme. Je réclame seulement un effort d'objectivité. Entre ceux qui font l'apologie du fondamentalisme religieux et ceux qui le voient partout et le dénigrent, c'est l'objectivité que je veux. L'objectivité, c'est le travail des intellectuels et des scientifiques. »

Propos recueillis par
HENRI TINOCO

EMPLOI

Chaque mardi
daté mercredi

Le Monde

INITIATIVES

BAC 92

Stages de révision pour
baccalauréats A, B, C, D et
français de Première.
Concours des écoles de
commerce "bac+2".
Stage intensif en février

prépasup

ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES SUPÉRIEURS
23, rue Cortambert 75116 Paris - Tél. (1) 45.83.81.66L'AFRIQUE DU SUD
PLUS VITE ET
SANS ESCALE.

South African Airways est la seule compagnie à vous offrir des vols sans escale et les vols les plus rapides vers l'Afrique du Sud. Paris-Johannesburg non-stop le mardi. Un deuxième vol direct le dimanche. Profitez également des autres avantages exclusifs offerts par SAA :

tarifs préférentiels pour l'hébergement et la location de voitures en Afrique du Sud, tarifs spéciaux sur le réseau intérieur, correspondances vers toute l'Afrique Australe. SAA. Élu "meilleure compagnie vers l'Afrique" pour la troisième année consécutive par les lecteurs du prestigieux "Travel Magazine".

Paris-Orly	Mardi	SA 229	Départ	19h25	Dimanche	Départ	19h15
Johannesburg	Mardi	SA 263	Arrivée	07h20	Lundi	Arrivée	10h00

SAA
SOUTH AFRICAN AIRWAYSParis : 12, rue de la Paix, 75002 Tél. : (1) 49 27 05 50
Lyon : 15, rue de la République, 69001 Tél. : 72 00 03 03

حکومت الاصل

ÉLECTIONS EN ALGÉRIE

Critiques iraniennes, mais prudence des gouvernements arabes

Les gouvernements arabes ont fait preuve d'une grande prudence après la démission du président Chadli Bendjedid et l'annulation des élections législatives. En revanche, l'Iran a critiqué le départ du président algérien, intervenu à cinq jours du deuxième tour, estimant qu'il vise à « perturber la victoire certaine » du Front islamique du salut (FIS), qui a remporté la plus grande partie des sièges au premier tour, le 28 décembre.

Le *Tehran Times* de lundi accuse le premier ministre algérien, M. Sid Ahmed Ghazali, d'avoir été « l'architecte » d'un « coup d'Etat » et d'avoir « poussé l'Algérie au bord de la guerre civile ». Les principaux partenaires de l'Algérie au sein de l'Union du Maghreb arabe (UMA) sont restés fort

discrets sur les événements d'Alger. On indiquait toutefois, dimanche à Tunis, que le sommet de l'UMA, prévu en janvier, serait reporté à une date encore non précisée. Le gouvernement tunisien, qui avait eu à faire face à un influent groupe islamiste, an-Nahda, a indiqué qu'il « suivait avec un grand intérêt la situation en Algérie ». Les autorités marocaines n'ont pas réagi officiellement, et un responsable a simplement indiqué que Rabat « n'a pas l'habitude de s'immiscer dans les affaires intérieures des autres Etats ».

Le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Amr Moussa, a déclaré que Le Caire « suit avec une grande attention » les événements et a souligné que la « stabilité règne » en Algérie. L'agence

libyenne JANA affirme que le colonel Kadhafi a appelé M. Chadli par téléphone, sans préciser la date ni la teneur de l'entretien.

La Syrie, dont le régime est farouchement opposé aux fondamentalistes musulmans, n'a pas commenté la situation en Algérie. Selon la presse officielle de Damas, le FLN est « un front de dialogue et d'équilibre », et l'armée défend « les valeurs républicaines ».

Les députés des Frères musulmans en Jordanie, qui contrôlent le quart de l'Assemblée nationale, ont déclaré « craindre un coup d'Etat de l'armée », tandis que le ministre jordanien de l'information, M. Mahmoud Charif, a estimé qu'il

s'agissait d'un « événement interne qui concerne le peuple algérien ».

L'Arabie saoudite, pays appliquant les principes de l'islam mais entretenant de bonnes relations avec le régime d'Alger, n'a pas émis de commentaire, estimant qu'il s'agit d'une « affaire interne » algérienne.

Le gouvernement espagnol a « regretté » la démission du président Chadli, mais estimé qu'il faut être « très prudent avant d'émettre tout jugement sur les événements » en Algérie. Le département d'Etat américain et le Foreign Office ont conseillé à leurs ressortissants de reporter leurs visites en Algérie. — (AFP, Reuter, AP, UPI.)

Discret soulagement en Tunisie

TUNIS

de notre correspondant

Même si le soulagement demeure aussi prudent que discret, on respire un peu mieux dans les milieux politiques tunisiens, après le coup de théâtre d'Alger. Signe évident de satisfaction : le gouvernement, pour une fois, a été prompt à réagir officiellement à l'événement ; cependant les commentaires revêtent plus la forme d'un aimable au revoir à l'adresse de l'ex-chef d'Etat algérien et d'un vœu pieux pour l'avenir que celle de l'expression d'une franche prise de position.

Dès la fin de la matinée du dimanche 12 janvier, le ministre des affaires étrangères tenait à saluer « sous les efforts déployés par le président Chadli en vue de consolider les relations tuniso-algériennes et de contribuer à l'édification de l'Union du Maghreb arabe ». Après avoir souligné « le grand intérêt » avec lequel était suivie la situation « en Algérie », le communiqué ajoutait que « la Tunisie exprime sa solidarité au peuple algérien frère, auquel elle souhaite plein succès dans ses efforts tendant à relever les défis qu'il affronte (...) de manière à préserver sa sécurité et à réaliser ses aspirations dans la concorde et l'entente, de façon à

garantir la poursuite de l'édification de l'Union du Maghreb arabe ».

Le ton assez vague de ce texte semble masquer à peine une certaine détente au sein du pouvoir, qui était profondément préoccupé depuis l'annonce des résultats du premier tour des élections ouvrant la voie à l'instauration d'un Etat islamique en Algérie.

Les dirigeants tunisiens, qui, affirme-t-on de source informée, ont été — et restent — en contact régulier avec les autorités d'Alger, s'attendaient depuis plusieurs jours à quelques bouleversements de situation. A leurs yeux, dans l'immédiat, l'important est que la conquête du FIS paraisse pour le moins freinée. La menace, à leurs frontières, d'une république islamique du type iranien, dont les partisans n'ont jamais caché leur intention de déstabiliser la Tunisie, est provisoirement écartée.

Le président tunisien a déjà tiré divers enseignements des soubresauts qui agitent le « pays frère », indiquant dans son entourage, où l'on se plaît à souligner la « sérénité » que manifeste M. Ben Ali face à l'échec, ces derniers mois, de la voie choisie par l'Algérie à l'égard du problème islamiste. M. Ben Ali est, dit-on, plus que jamais convaincu que sa démarche est la bonne. Donc, pas

question de donner droit de cité à un parti — tel l'Ezouddine en Tunisie — qui se réclame de la religion et de mettre tout en œuvre pour bayer la route à ceux qui brandissent le Coran dans le seul but de substituer un Etat théocratique au régime républicain. Parallèlement, selon les mêmes milieux, tout en demeurant attaché à une démocratie « sans esbroufe », tenant compte « des réalités du pays », le président se proposerait de hâter le mouvement de libéralisation, jadis par beaucoup trop lent et trop hésitant. M. Ben Ali a déjà annoncé, le 31 décembre, une réforme du code électoral et de la presse, réclamée depuis longtemps par les partis politiques et nombre de journalistes et d'intellectuels.

En attendant, l'heure reste à la vigilance à l'égard des islamistes, tout particulièrement à la frontière algérienne, où la surveillance et les contrôles ont été considérablement renforcés depuis la fin décembre. Recevant la semaine dernière les responsables des forces de sécurité, le ministre de l'Intérieur, M. Abdallah Klallal, leur avait demandé de « préserver le climat de sécurité qui prévaut sur l'ensemble du territoire national ».

MICHEL DEURÉ

Pas d'inquiétude à la Goutte-d'or

Ah ! si l'Algérie ressemblait au salon de coiffure de Mohammed Laroui, rue de la Goutte-d'or, à Paris... Le joli salon, comme on dit. Le patron est prêt à tout pour éviter les « barbus ». Quant aux clients : pour l'un, les deux frères de l'Algérie s'appellent FIS et FLN, mais il souhaite que ces deux frères gouvernent ensemble. L'autre ne sait pas trop, mais ferait bien l'expérience du FIS. Aucun d'entre eux n'a évidemment voté au premier tour. Et personne ne sait vraiment quoi penser de la démission du président.

La Goutte-d'or, en ce dimanche après-midi, a davantage de sujets de conversation que d'inquiétude. Car même si les chers ont pris position à Alger, même si son pays a brutalement basculé dans toutes les incertitudes, la communauté algérienne de Paris ne semble nullement au bord de la guerre civile !

Comme chaque dimanche, les bazars proposent à profusion postes de radio et valises, casseroles et couvertures. Sur les trottoirs, on vend comme chaque jour des montres et les cassettes des discours de Nasser. Rien, de l'ex-

térieur, ne trahit une quelconque animation dans le commissariat tout neuf.

Souligne de tension : dans les magasins de tissus, on laisse France-Info apporter en sourdine, quart d'heure par quart d'heure, les dernières nouvelles de là-bas. Avec philosophie : « Vous, les Français, après 1789, vous avez eu encore des rois, des empereurs, et plusieurs républiques, rappelle calmement un jeune. Après tout, nous ne sommes indépendants que depuis trente ans. Laissez-nous le temps... » Mais si la Goutte-d'or est calme, c'est aussi parce qu'on y chercherait en vain l'ombre d'un islamiste. « Tous les gens qui sont rentrés ce matin sont contre le FIS », raconte Hami, gérant d'un magasin de textiles. Si le second tour des élections est annulé, ce sera le début de la démocratie. Le premier tour n'a pas été démocratique. 80 % des Algériens sont illettrés. Ils sont entrés dans le bureau de vote, on leur a dit tu votes pour Dieu, et voilà... »

« Le peuple algérien n'a pas voté pour le FIS », ricanait Mohamed, le coiffeur. Il a voté par dégoût.

Dégoût du chômage, du pison, de la hausse du coût de la vie, du marché noir, de l'injustice. Chadli et le FLN n'avaient rien fait contre cela. « Là-bas, il faut du pognon pour vivre, confirme Sami, la tête pleine de shampooing. Ici au moins, l'ouvrier mange de la viande tous les jours. » Si elle ne se sent pas d'affinités particulières avec les « barbus », la Goutte-d'or refuse pourtant de les diaboliser : « L'Algérie n'est pas l'Iran, assure un commerçant. Croyez-moi, le FIS n'imposera pas le hijab aux femmes. Tout au plus une tenue correcte. » Et s'il faut vraiment coiffer le hijab, la femme du coiffeur a déjà prévenu son mari : « Elle le mettra, mais seulement un mois par an, pour aller là-bas. » Si l'on a du mal à trouver dans le quartier un Algérien qui soit allé voter au premier tour, ce n'est pas seulement par désintérêt pour la chose publique. C'est aussi parce que, à la différence des précédents, ce scrutin n'a laissé aux émigrés que la possibilité du vote par procuration, et la personne à qui vous donnez la procuration, hein, elle fait ce qu'elle veut... »

DANIEL SCHNEIDERMAN

Euralair... Un ciel à part.

Orly Sud	Madrid
7h15	9h05
12h00	10h10*
17h15*	19h05
22h00	20h10

Ces horaires sont valables à compter du 3 février 1992. Toutes informations publiques à titre purement indicatif et susceptibles de changements sans préavis. * à compter du 3 mars 1992. Vols week-end : à compter du 28 mars 1992.

A l'heure où l'Europe prend son envol, EURALAIR vous invite à découvrir un ciel à part.

Venez profiter de l'espace, vous détendre sur un confortable fauteuil en cuir, découvrir les nouvelles, télévisées, du jour, déguster quelle que soit l'heure un repas raffiné... Bref, venez vivre pleinement l'instant présent.

Et si vous avez besoin de changer des devises à bord, adressez-vous à nos hôtesses et stewards dont l'efficacité n'a d'égale que leur courtoisie légendaire.

Depuis plus d'un quart de siècle, nous transportons sur nos jets privés les

personnalités les plus exigeantes. Ce sont elles qui nous ont appris ce qu'un homme d'affaires attend d'une compagnie aérienne.

Vous verrez alors que voyager sur EURALAIR est un moment privilégié.

Renseignez-vous dès maintenant auprès de votre Agent de voyages ou téléphonez à Euralair : (1) 49 60 91 00.

euralair

A partir du 03/02/92
Orly Sud - Madrid
2 vols bi-quotidiens*

DU SUD
ET
ALE.

EUROPE

BULGARIE : second tour le 19 janvier

M. Jeleu recueille plus de 44 % des suffrages à l'élection présidentielle

Avec plus de 44 % des voix, le président sortant, M. Jeleu, est arrivé nettement en tête (plus de 44 % des voix du premier tour de l'élection présidentielle qui s'est déroulée, dimanche 12 janvier, au suffrage universel en Bulgarie. Il devra cependant affronter le 19 janvier, lors d'un second tour, le candidat « indépendant » soutenu par l'ex-Parti communiste, M. Velko Valkanov, qui aurait obtenu près de 30 % des suffrages, selon les résultats provisoires du scrutin.

C'est un « effet Tyminski » (du nom de cet homme, inconnu à l'époque, qui était arrivé en deuxième position derrière M. Walesa à l'élection présidentielle en Pologne), seule véritable surprise de ce premier tour, qui a privé le président Jeleu, candidat de l'Union des forces démocratiques

(UFD), le rassemblement anti-communiste au pouvoir depuis octobre dernier, d'une victoire dès le premier tour. Arrivé en troisième position, avec près de 17 % des voix, l'ancien secrétaire Georges Gantchev, qui a fait fortune à l'étranger, a vraisemblablement mordu sur l'électorat « libéral » et jeune, théoriquement acquis à l'UFD, mettant ainsi M. Jeleu en ballottage.

M. Gantchev a refusé de se désister en faveur de l'un ou l'autre des deux candidats restant en lice, ce qui renforce les chances de l'actuel président. M. Jeleu a dit qu'il comptait sur les voix des jeunes et qu'il était « sûr de remporter le second tour ». Il devrait aussi bénéficier du réflexe de vote anti-communiste. « La Bulgarie », a déclaré le philosophe et ex-dissident, traverse une période difficile qui ne laisse d'autre choix que la démocratie ou le communisme.

Soutenu par le Parti socialiste bulgare (PSB, ex-communiste), son adversaire du second tour, M. Velko Valkanov, a été soutenu, avec près

de 30 % des suffrages, par le noyau dur des voix de l'ancien PC, qui avait obtenu 33 % aux législatives d'octobre 1991. Candidat aux accents nationalistes, M. Valkanov, qui s'est déclaré lui aussi « certain de remporter la victoire » au second tour, a estimé que ceux qui ont voté pour les autres candidats « voulaient voter contre M. Jeleu ».

Dimanche 19 janvier, le candidat des « bleus », (la couleur de l'UFD) sera donc opposé à celui des « rouges » et cette perspective devrait mobiliser une partie des abstentionnistes. Au premier tour, la participation a été, selon la commission électorale, de 73 %, contre 86 % aux élections législatives d'octobre dernier. Même si la victoire du président Jeleu au second tour semble assurée, le score inattendu du « Tyminski bulgare », dans le parti, « Business bloc », avait recueilli à peine plus d'1 % aux législatives, constitue cependant un avertissement pour l'actuel pouvoir, confronté à une profonde crise économique. — (AFP, Reuters, AP.)

YOUOSLAVIE : en dépit des réticences des Serbes de Croatie

Les dirigeants de l'armée fédérale réaffirment leur soutien au plan de paix de l'ONU

Des combats entre forces serbes et croates ont fait cinq morts, dimanche 12 janvier, dans la Baranja, région de Croatie proche de la frontière hongroise. Ces affrontements, qui ont duré une heure, constituent la plus grave violation du cessez-le-feu entré en vigueur le 3 janvier. Selon l'agence Tanjug à Belgrade, les forces croates ont lancé une attaque contre les unités serbes, qui ont riposté. Deux Serbes et trois Croates ont été tués. À la veille d'une décision des Douze sur la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie, les dirigeants de la Serbie et de l'armée fédérale ont réaffirmé leur attachement à la consolidation du cessez-le-feu et à l'application du plan de l'ONU relatif à l'envoi de « casques bleus » en Croatie.

BELGRADE

de notre correspondant

Après la destruction en vol, par l'aviation fédérale, d'un hélicoptère transportant cinq observateurs de la mission européenne, mardi 7 janvier, et la démission le lendemain du ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic, les chances de paix semblaient compromises. Depuis, le président serbe, M. Stobo-

dan Milosevic, a toutefois réaffirmé sa volonté de paix et son adhésion au plan de l'Organisation des Nations unies, M. Cyrus Vance, concernant le déploiement des « casques bleus » dans trois régions de conflit en Croatie (Slavonie orientale, Slavonie occidentale, Krajina).

Samedi 11 janvier, le général Blago Adzic, chef d'état-major des forces armées devenu ministre fédéral de la défense par intérim, a également déclaré que « la direction militaire aspirait fermement à la paix et à un règlement pacifique et démocratique de la crise par le dialogue et non par la guerre ». Résumant le thème selon lequel l'armée avait été reprise en main par les généraux ultra-nationalistes serbes, le général Adzic a indiqué que l'armée s'engageait « à maintenir et à renforcer le cessez-le-feu et à créer les conditions préalables à un déploiement rapide des forces de paix de l'ONU en Croatie ». Et d'ajouter : « A ce moment crucial de notre histoire dont dépend l'avenir des peuples yougoslaves, le devoir principal de l'armée est de rétablir et de maintenir la paix (...) car la paix et un dialogue politique rationnel ont la primauté sur la guerre ».

Rejetant la responsabilité de la guerre sur les dirigeants croates, le général Adzic se dit convaincu que les Nations unies, « en tant qu'organisme international impartial », contribueront à résoudre la situation.

blissement de la paix. Le message de paix d'un des généraux les plus nationalistes de l'armée yougoslave transmettait notamment avec les discours guerriers habituels.

D'autre part, le vice-président yougoslave, le Monténégro Branko Kostic, a déclaré, samedi, que l'envoi de forces de l'ONU était la seule solution à la crise et que la mise en œuvre du plan de paix de Cyrus Vance était désormais prioritaire. Au sujet de la Krajina, l'une des régions à majorité serbe de Croatie qui s'oppose justement au plan Vance et à l'arrivée de « casques bleus », M. Kostic a tenu à dire que les forces de l'ONU n'étaient pas des forces d'occupation, qu'elles n'interviendront pas dans le pouvoir local et qu'elles délégueraient la zone en accord avec la police locale. Il répondait ainsi aux critiques des Serbes de Krajina et de leur leader, M. Milan Babic, qui appréhendent la non-reconnaissance du mandat de six mois des « casques bleus » en Croatie et une nouvelle menace croate lors du retrait des forces de l'ONU. Aussi M. Kostic s'est-il précipité que l'armée fédérale sera stationnée à proximité de la Krajina de sorte qu'elle pourra « en deux heures » intervenir sur le territoire de cette enclave serbe pour y défendre la population.

Quant à la Bosnie-Herzégovine, où les Serbes ont, jeudi 9 janvier, proclamé leur propre République, M. Kostic a déclaré que cette décision « peut conduire à une aggravation de la situation en Bosnie ». M. Kostic estime que la Bosnie-Herzégovine doit renoncer à réclamer sa reconnaissance diplomatique internationale et qu'elle doit rester partie intégrante de la « nouvelle Yougoslavie ».

Le président bosniaque, le musulman Alija Izetbegovic, avait condamné la création de la « République serbe de Bosnie ». Dimanche 12 janvier, il a présenté un nouveau plan de règlement de la crise yougoslave en préconisant la création d'une nouvelle association composée de six Etats indépendants reconnus internationalement, sorte de « Commonwealth » sans passeports et sans barrières douanières où chaque Etat aurait sa propre monnaie et sa propre armée, à l'exception de certains corps qui pourraient être soumis à un commandement commun. M. Izetbegovic a proposé trois noms pour cette nouvelle union : « Communauté d'Etats yougoslaves », « Communauté balkanique » ou encore « Communauté d'Europe du Sud ».

FLORENCE HARTMANN

Le Journaliste suisse tué en Croatie était un mercenaire. — Le journaliste suisse Christian Württemberg, trouvé assassiné, lundi 6 janvier, en Yougoslavie dans un village proche d'Osijek (le Monde du 10 janvier) était un mercenaire de la Première section internationale croate (PIV), une unité de volontaires étrangers, a rapporté, vendredi 10 janvier, l'Agence télégraphique suisse (ATS). De son côté, le Nouveau Quotidien a indiqué que Christian Württemberg, qui, selon l'un de ses collègues, avait jadis été mercenaire en Afrique du Sud, avait déposé le 26 novembre au centre de presse sa carte de journaliste en déclarant : « Je pars combattre pour la Croatie. » — (AFP.)

CEI : l'avenir de la flotte de la mer Noire

La Russie et l'Ukraine à la recherche d'un compromis sur la défense

La Russie et l'Ukraine sont convenues, samedi 11 janvier, de négocier dans les dix jours un compromis pour départager l'ex-armée soviétique stationnée en Ukraine, y compris la flotte de la mer Noire, entre forces communautaires stratégiques et forces ukrainiennes.

MOSCOU

de notre correspondant

Que faire après avoir bombé le torse et beaucoup menacé ? Au terme d'une semaine au cours de laquelle la tension entre la Russie et l'Ukraine n'a cessé de croître, les deux parties ont, apparemment, considéré qu'il était temps de calmer un peu le jeu. Des négociations conduites à Kiev entre responsables russes et ukrainiens, civils et militaires, se sont achevées, samedi 11 janvier, par la publication d'un communiqué au style ampoulé qui semble signaler un désir de compromis. Le texte indique en effet que les forces armées stationnées en Ukraine se divisent en deux catégories :

« 1. Le groupe des forces stratégiques de la Communauté, à l'exception d'une partie de la flotte de la mer Noire, qui sera incluse dans les forces armées ukrainiennes ;

« 2. Les forces armées ukrainiennes, qui comprennent les forces sujettes à réduction, à dissolution ou à retrait ».

A y regarder de près, cette rédaction laisse l'essentiel du problème puisqu'on ne précise pas quelle partie de la flotte de la mer Noire devra échoir à l'Ukraine. Mais le texte exclut en principe toute solution radicale du type : la Russie prend tout ou l'Ukraine prend tout.

Des « experts » doivent se réunir à Moscou pour tenter de mettre les choses au net dans un délai d'une semaine, ce qui signifie qu'ils devraient en principe à peu près avoir fini leur travail lorsque se réunira au Kremlin, vendredi 17 janvier, le congrès des officiers. Ce congrès, très attendu, pourrait, au cas où les choses tourneraient mal, donner aux dirigeants russes l'occa-

Dix mille communistes dans la rue à Moscou MOSCOU

de notre envoyé spécial

Brandissant, qu'un drapeau rouge orné de la faucille et du marteau, qu'un portrait de Lénine, voire de Staline, qui une silhouette de Boris Eltsine entre une bouteille de vodka et une femme nue — symboles sans doute de la déchéance capitaliste, — une dizaine de milliers de communistes purs et durs ont manifesté, dimanche 12 janvier, sur la place du Membre de Moscou à quelques mètres du Kremlin, surveillés par un service d'ordre important qui avait bloqué tous les accès à la place Rouge.

Les manifestants s'étaient réunis à l'initiative de différents groupements conservateurs dont le « Mouvement des travailleurs de Moscou » et le « Parti russe des communistes ». Composée autour de personnes âgées, la foule a applaudi ses orateurs qui stigmatisaient les nouveaux dirigeants russes, accusés de « détruire le pays » ou « de livrer la Russie à la mafia ». Certains manifestants ont réclamé la libération des putschistes du mois d'août, d'autres la mise en jugement de Mikhaïl Gorbatchev. Un officier de l'ex-armée soviétique, le commandant Vachtchenko, a appelé de son côté l'armée à prendre le pouvoir et le lieutenant-colonel Stanislav Terekhov, s'exprimant au nom de « l'Union des officiers », a lancé : « Les forces patriotiques ne permettront pas la désorganisation de l'armée, ni que l'on fasse passer notre arme nucléaire sous le contrôle de l'OTAN. » Scandant « l'Union soviétique », les manifestants se sont dispersés dans le calme en début d'après-midi, après avoir entendu l'hymne soviétique.

JOSÉ-ALAIN FRALON

sion de voler au secours d'une armée déboussolée en la prenant sous son contrôle.

Tout d'ici là reste donc possible et déjà le vice-premier ministre Sergueï Chakoune, qui a conduit la délégation russe à Kiev, a donné une interprétation du communiqué commun qui n'est certainement pas du goût de la flotte qui reviendra à l'Ukraine « exclusivement servir à la protection des côtes ». Ce qui ne paraît guère compatible avec la vocation de « puissance maritime » que revendique Kiev.

La Biélorussie prend ses marques

Il n'en reste pas moins qu'un terme au moins provisoire a été mis à l'escalade verbale pour le plus grande satisfaction de la Biélorussie, visiblement inquiète de l'évolution des événements et qui avait appelé Russes et Ukrainiens à dialoguer au plus vite. Les dirigeants de Minsk ont eux-mêmes pris certaines précautions, comme pour prévenir la

menace d'une appropriation par la Russie de l'ensemble de l'ex-armée soviétique (le Monde du 12 janvier). Le Parlement biélorusse a en effet créé samedi un ministère de la défense en bonne et due forme et décidé que toutes les unités de l'armée présentes sur son territoire passaient sous la tutelle du conseil des ministres de Biélorussie, à l'exception des « forces stratégiques » qui restent sous le commandement commun de la CEI, c'est-à-dire, pour l'instant, sous le commandement du maréchal Chapoutnikov. Plus discrètement que l'Ukraine, la Biélorussie affirme donc, elle aussi, son intention de ne pas se laisser dicter sa volonté et laisse entendre qu'elle pourrait ne pas en rester là si les choses ne s'arrangeaient pas entre Moscou et Kiev. Au cas où seraient prises « des mesures unilatérales qui risqueraient de déstabiliser la situation », la Biélorussie se réserve en effet le droit d'élaborer de son propre chef sa « politique militaire ».

JAN KRAJICE

GÉORGIE

Manifestation sans incidents à Tbilissi en faveur de M. Gamsakhourdia

Près de cinq mille partisans du président géorgien en fuite Zviad Gamsakhourdia ont manifesté sans incidents, dimanche 12 janvier à Tbilissi. Le conseil militaire au pouvoir n'a pas tenté de réprimer la manifestation, comme il l'avait fait au début de la semaine dernière, ce qui pourrait traduire une influence croissante et modératrice du gouvernement de transition, nommé par les chefs de milices. La remise du pouvoir à une autorité civile, promise par le conseil, se heurte cependant au fait que l'ancien Parlement, dominé par les partisans de M. Gamsakhourdia, n'est toujours pas parvenu, lors d'une troisième tentative, dimanche, à se réunir avec un quorum suffisant. Les députés et le gouvernement provi-

sire envisagent donc de réunir dans les dix jours une « assemblée » regroupant députés et représentants des partis, des syndicats, des étudiants et des minorités nationales.

Quant à l'avenir de M. Zviad Gamsakhourdia, les autorités arméniennes et le gouvernement provisoire géorgien ont convenu qu'il pourra rester — en résidence « provisoire » — et « s'abstenir de toute activité politique » — dans la région arménienne d'Iedjevan, près de la frontière géorgienne. En revanche, une partie de la centaine de gardes armés qui l'avaient suivi est retournée en Géorgie. Certains ont été arrêtés après une fusillade qui n'a fait que des blessés. — (AFP.)

EN BREF

ALLEMAGNE : une mise au point de M. Dohbertin. — A la suite de la publication dans le Monde daté 5-6 janvier d'extraits d'un entretien de M. Markus Wolf, ancien chef des services de renseignement est-allemands, qui affirmait dans le Figaro que M. Rolf Dohbertin avait été « l'un » de ses « deux ou trois » meilleurs agents en France, ce dernier, qui vient d'être acquitté de l'accusation d'intelligence avec une puissance étrangère (le Monde daté 1-2 décembre 1991), nous prie de faire état du droit de réponse publié dans le Figaro du 11-12 janvier. M. Dohbertin apporte un « démenti catégorique d'avoir jamais été l'agent de M. Wolf ou de son administration ».

CAMEROUN : les élections législatives reportées au 1^{er} mars. — Les élections législatives anticipées au Cameroun, initialement prévues pour le 16 février, ont été reportées au 1^{er} mars. L'opposition, qui réclame la convocation d'une conférence nationale, a menacé de ne pas participer au scrutin et d'organiser une grève générale si les élections n'étaient pas ajournées. — (Reuters.)

CHILI : un dirigeant de la guérilla arrêté à Santiago. — M. Bernardo Acevedo, l'un des dirigeants des Forces rebelles et populaires Lautaro (FRPL, principal mouvement de guérilla du Chili), a été arrêté dans une rue de Santiago, a indiqué la police, samedi 11 janvier. Des armes et des explosifs ont été saisis à son domicile. Le FRPL a revendiqué neuf des seize assassinats de policiers perpétrés depuis l'arrivée au pouvoir du président Aylwin, qui a succédé au général Pinochet en 1990. — (AFP.)

IRLANDE DU NORD : découverte de quatre caches d'armes. — Les services de sécurité d'Irlande du Nord ont découvert au cours du week-end dernier quatre caches d'armes et d'explosifs, dont vraisemblablement trois de l'IRA (Armée républicaine irlandaise), a indiqué, dimanche 12 janvier, la police de Belfast. La quatrième cache découverte appartenait à des paramilitaires protestants. Neuf personnes ont été arrêtées. Ces saisies et arrestations, « revers majeur » pour l'IRA, selon la police, interviennent après une

recrudescence d'attentats à la bombe et à l'engin incendiaire dans les centres commerciaux de Belfast et de Londres. — (AFP.)

MALI : sept personnes tuées à la suite d'une attaque de rebelles touaregs. — Le gouvernement malien a indiqué samedi 11 janvier que deux personnes travaillant pour des organisations non gouvernementales avaient été tuées mercredi au cours d'une attaque de rebelles touaregs dans la localité de Youvarou, dans la région de Mopti. Cinq « bandits armés » ont trouvé la mort dans la poursuite, organisée par les forces armées, qui s'est ensuivie. D'autre part, près de 4,5 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes dimanche afin de se prononcer par référendum sur le projet de Constitution instaurant le pluralisme politique. — (AFP.)

PÉROU : une vague d'attentats fait 28 morts en trois jours. — Vingt soldats, quatre paysans, un commerçant et trois guérilleros ont été tués en fin de semaine dernière, dans une série d'attentats attribués aux rebelles maoïstes du Sentier lumineux, selon un bilan établi samedi 11 janvier par la police. Ce regain de violence a coïncidé avec la visite officielle du président péruvien Alberto Fujimori en Equateur, qui a pris fin samedi. Principal objet de cette visite, le différend frontalier vieux de cinquante ans entre les deux pays n'a pas été réglé, mais les discussions à ce sujet doivent se poursuivre. — (AFP, Reuters.)

TURQUIE : dix mille manifestants kurdes contre le gouvernement. — Une marche organisée, dimanche 12 janvier, dans la ville de Cizre, dans le Sud-Est anatolien de la Turquie, à l'occasion des funérailles d'un militant kurde tué lors d'un affrontement avec les forces de l'ordre, s'est transformée en manifestation anti-gouvernementale. Près de dix mille personnes ont défilé pendant trois heures en scandant des slogans favorables au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), dont des militants armés assuraient le service d'ordre de la manifestation. La police et l'armée s'étaient retirées pour éviter tout incident. Les commerces de plusieurs villes sont restés fermés en signe de solidarité. — (AFP.)

PROCHE-ORIENT

Reprise des négociations de Washington

La querelle sur le mode des pourparlers israélo-arabes semble avoir été réglée

Les négociations bilatérales israélo-arabes devaient reprendre lundi 13 janvier à Washington, après une série de contacts par téléphone visant à régler la querelle sur le mode des pourparlers entre Israéliens d'une part, Jordaniens et Palestiniens de l'autre. La délégation israélienne avait proposé il y a quelques jours une formule de compromis — apparemment acceptée par les Palestiniens — qui permettrait de commencer les discussions avec la délégation jordanienne-palestinienne par une réunion des chefs des délégations, l'Israélien Eliahu Rubinstein, le Palestinien Hatdar Abdel Chafi et le Jordanien Abdel Salam Majali.

Si des progrès sont observés sur le plan de la procédure, on s'attendait en revanche à ce que des problèmes surgissent au niveau de l'ordre du jour des négociations. Fait significatif, M. Achraoui, le porte-parole de la délégation palestinienne, a indiqué que les négociateurs palestiniens demanderaient qu'Israël « évite de prendre des mesures qui mettent en péril le processus de paix », telles que « les raids au sud du Liban, le bannissement de Palestiniens des territoires occupés et la poursuite de la colonisation israélienne dans ces territoires ». Du côté israélien, l'ambassadeur à Washington Zalman Shoval a affirmé que ces points « ne sont pas à

l'ordre du jour » des pourparlers. Autre difficulté, et non des moindres, M. Shamir a confirmé dimanche que la délégation israélienne aux négociations bilatérales de Washington retournera en Israël mercredi ou jeudi prochain. Cette date avait été avancée par la délégation israélienne à son arrivée dans la capitale fédérale le 6 janvier.

Avant la réunion du conseil des ministres israéliens à Jérusalem dimanche, le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, numéro deux du Likoud, avait indiqué à la radio que son pays allait proposer aux Palestiniens l'application de l'autonomie prévue par les accords de Camp David de 1978. Réagissant à ces propos, deux ministres de l'extrême droite — le ministre des sciences Yohav Nétan, dirigeant du Teyra (trois députés), et le ministre sans portefeuille Rehavam Zeevi, chef de file de Moledet (deux députés) — ont rétorqué, lors du conseil des ministres, leur menace de quitter le gouvernement si la question de l'autonomie des territoires occupés était évoquée lors des négociations bilatérales de Washington. Sans le soutien du Teyra et de Moledet, le gouvernement ne disposerait plus d'une majorité parlementaire, seuls 59 députés sur 120 le soutenant. — (AFP.)

محكمة من الأصل

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

Les vertus de la pédagogie communautaire

Les Rencontres nationales organisées par M^{me} Guigou voulaient montrer à l'opinion que « l'Europe, c'est son affaire »

La France découvrirait-elle enfin les vertus des débats de fond sur l'Europe? Jusqu'alors plutôt réservés à des cercles restreints, ils commencent à s'épanouir dans une France en retard sur nombre de ses partenaires (notamment britanniques et allemands). « On ne peut pas faire l'Europe uniquement avec les gouvernements. Il faut que l'opinion publique en fasse son affaire », s'en va répétant M^{me} Elisabeth Guigou, ministre des affaires européennes. Le sommet de Maastricht semble avoir sensiblement accéléré le mouvement. M. François Mitterrand n'affirme-t-il pas que désormais « rien ne sera plus tout à fait comme avant »?

L'information, la confrontation, l'échange sont indispensables pour combler un déficit qui minerait une juste perception des enjeux. Ce sont quelques-uns des moyens susceptibles de contenir l'irruption des « fantasmes » dans un domaine où l'instinctif l'emporte encore trop souvent, transformant régulièrement Bruxelles en un bouc émissaire des frustrations du moment.

C'est dire que l'idée du ministre des affaires européennes d'organiser deux jours de « rencontres » sur le thème de l'Europe n'avait rien de superflu. En initiant « rencontres », et non « colloques », les deux journées de débat consacrées à l'Europe de l'après-Maastricht, M^{me} Elisabeth Guigou a d'ailleurs affiché la bonne couleur en cherchant le dialogue plutôt que le consensus. Plus de trois mille personnes ont suivi, à Paris, le vendredi 10 et le samedi 11 janvier, ces Rencontres nationales pour l'Europe, « rencontres » reléguées au double, décentralisation oblige, avec Bordeaux, Annecy, Lyon, Dunkerque et Montpellier (1).

« Méfions-nous des faiseurs de systèmes »

Le débat a permis de confronter les analyses sur ce que devrait être l'édification de l'Europe en cette fin du vingtième siècle. Les différents intervenants en sont convenus : la construction européenne s'est faite non sans mal depuis quarante ans, mais elle s'est faite au sein d'une unité pratique - l'Europe de l'Ouest - qui en était le cocon naturel et

finallement protecteur. L'accession de l'Europe de l'Est à la liberté pose la question de la compatibilité entre l'approfondissement de la Communauté européenne et son élargissement. Deux sensibilités se sont dégagées : l'une en faveur de la création de structures nouvelles, l'autre pour une évolution des structures existantes.

M. Alain Minc suggère de créer un étage supplémentaire à la fusée CEE, qui serait politique et non économique, sur lequel veillerait également le grand mécanicien américain, M^{me} Catherine Lalumière a manifesté le même souhait d'agir vite pour « donner le sentiment aux pays de l'ère postcommuniste qu'il font partie de la famille européenne ». Mais plutôt que de créer une organisation ex nihilo, le Conseil de l'Europe - dont elle est secrétaire générale - constitue, selon elle, une bonne structure d'accueil susceptible de fournir l'assurance morale recherchée tout en tissant des liens avec les pays de l'Est (la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne viennent d'y adhérer). L'ancien ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, a également souligné ne pas donner le sentiment aux pays de l'Est que la lourde porte de l'adhésion financière de l'Ouest se refermerait sur leurs doigts. Mais cette précaution, partagée par tous les orateurs, ne doit pas conduire à une sorte de sentimentalisme qui oublierait le poids des réalités, a-t-il expliqué en substance. Pour une bonne part, l'attachement à la CEE est plus d'ordre psychologique que fondé sur une perception claire des règles qui la régissent.

C'est également au nom de ce réalisme que MM. Jacques Delors et Raymond Barre ont souligné l'approche plus « humble » que celle d'Alain Minc. « Il faut se méfier des faiseurs de systèmes. Surtout s'ils sont séduisants et brillants. Ce n'est pas commode de dire cela parce que ce qui est à la mode c'est de faire de belles constructions », a lancé l'ancien premier ministre, visiblement peu séduit par la fusée à deux étages d'Alain Minc. « Le renforcement de la Communauté à douze me paraît indispensable. Les gouvernements ne devraient pas se laisser impressionner par les demandes impatientes »



d'entrée dans la CEE. « Nous ne savons pas ce qui peut se passer à l'Est, et l'on ne peut pas, même avec les États-Unis, orienter ce qui va s'y passer », a-t-il insisté, en rappelant qu'il valait mieux « tenir que courir... » Tout comme M^{me} Lalumière, M. Barre estime qu'un Conseil de l'Europe renforcé peut parfaitement servir de lien avec les pays de l'Est. Mais, si l'on brusque les choses, le risque de « confusion » est grand. « Ils auront une très longue route à parcourir », a-t-il ajouté.

Le président de la commission, M. Delors, s'est trouvé très fréquemment sur la même longueur d'onde que le commissaire européen qui fut autrefois M. Barre, notamment pour inviter ceux qui voudraient agir avec précipitation à ne pas oublier que « ce n'est pas parce que l'histoire va vite qu'il faut perdre le sens de la durée. Il faut donner du temps au temps. (...) Face aux bouleversements à l'Est, nous avons conscience de nos limites. L'histoire est tragique. Nous allons vivre une période extrêmement risquée. Notre prospérité, y compris en France, peut être remise en cause », a expliqué M. Delors, qui estime que la Communauté des Douze « n'a pas de remède miracle pour régler les problèmes de l'Est ». Aussi, selon lui, parallèlement aux accords d'association économique noués à l'Est, la Conférence sur la sécurité et la

coopération en Europe (CSCE), qui regroupe trente-huit pays, doit être le lieu naturel de règlement des tensions et des conflits.

Le président de la République, qui a participé à la séance inaugurale (le Monde du 12 janvier), a également abordé cette question en rappelant que sa proposition de confédération, qui a suscité un enthousiasme mitigé, cherchait justement à répondre au légitime désir des pays de l'ex-bloc communiste de se sentir partie prenante de la famille européenne sans pour autant créer l'illusion d'une entrée rapide dans la CEE.

Tracer sa propre carte

Il a insisté sur l'idée selon laquelle l'Europe avait aujourd'hui la chance de tracer les contours de sa propre carte sans que ce soient des « vainqueurs » qui l'imposent à des « vain-

cus » (comme lors des guerres du dix-neuvième et du vingtième siècle). Et pour lui, si la CEE a une vertu pédagogique, c'est bien celle de montrer aux pays de l'Est la voie « de la dignité et de l'égalité » dans un même ensemble. « On mesure d'autant plus le rôle de la Communauté européenne quand on voit la façon dont les pays de l'Est se tournent vers elle. Mais attention à ne pas en rester là, à ne pas aboutir à des relations sclérosées. Si la CEE devait devenir l'Empire des monnaies, si cette Europe-là s'enfermait sur elle-même ou n'intervenait que par puissance, ce serait déjà raté! Il faut absolument organiser l'Europe démocratique. Partout, il faut chercher à établir pour ces pays des structures permanentes à l'intérieur desquelles chaque pays, quelle que soit son importance, se sentira à égalité de dignité et de souveraineté avec les autres ».

Quoique isolée sur ses positions, M^{me} Marie-France Garaud n'en a pas moins développé une belle énergie pour dénoncer l'Europe fédérale qui serait en gestation depuis Maastricht. La question lui paraît d'autant plus importante que l'Europe de l'Ouest, en cherchant à se doter d'une « structure politique élastique » qui la ferait passer du stade de la concertation et de la coopération entre États à une formule d'intégration, « se referme sur elle-même et écarte donc les pays de l'Est ».

Pour l'ancienne conseillère de Georges Pompidou, l'approfondissement de la construction européenne bloquerait un processus d'élargissement en mettant la barre encore plus haut. En outre, on serait passé subrepticement, sous couvert de mesures « techniques », de la zone des transferts de souveraineté à celle d'abandons purs et simples. L'exem-

ple le plus criant étant pour M^{me} Garaud l'abandon du droit « de haute monnaie » inscrit dans l'objectif de créer une monnaie unique au plus tard à l'horizon 1999. Son inquiétude est d'autant plus forte que l'Allemagne réunifiée se trouverait en position dominante : « Au moment où [elle] retrouve une puissance politique, nous construisons l'Europe politique à partir de la monnaie, domaine où [elle] est dominante... »

« Le problème de la souveraineté est au cœur du débat depuis le premier jour. La souveraineté, ce n'est pas seulement une question de mots mais de réalité », a rappelé M. François-Poncet, en ajoutant que les pays européens récupèrent ensemble d'une façon amplifiée « les parts de souveraineté qu'ils acceptaient de perdre individuellement ». « Attention aux prophéties qui s'autoréalisent : à force de dire que l'Allemagne est une menace on la provoquera! », a-t-il encore ajouté. Pour M. Barre, le vrai progrès, c'est la monnaie unique - et non la monnaie commune voulue par M^{me} Garaud, - et la véritable souveraineté est moins de pouvoir battre monnaie que d'avoir une monnaie qui compte par elle-même. « Je préfère un écu qui ressemble au deutschemark qu'un DM sur lequel je ne peux avoir aucune influence », a ajouté également M. Delors. Le débat sur la souveraineté des nations et la construction européenne a encore de beaux jours devant lui.

PIERRE SERVANT

(1) Plusieurs tables rondes étaient organisées sur les thèmes suivants : « l'Europe politique » ; « l'Europe économique et sociale » ; « l'Europe de la qualité de la vie » ; « l'Europe de la culture, des hommes et des idées ».

BRUXELLES

STRASBOURG

Vieilles et nouvelles démocraties face aux droits de l'homme

STRASBOURG
de notre correspondant

Les plaintes déposées par les ressortissants des États signataires de la convention du Conseil de l'Europe sur le recours individuel pour la défense des droits de l'homme augmentent régulièrement : 1 648 requêtes enregistrées au terme de l'année dernière. Pour les experts de la commission chargée d'instruire les dossiers, il y a lieu de s'en féliciter, car ce nombre élevé signifie surtout que les citoyens du Vieux Continent demandent de plus en plus l'arbitrage de l'institution européenne lorsqu'ils ont épuisé les procédures nationales. En d'autres termes, les droits de l'homme ne sont pas, en règle générale, plus souvent bafoués aujourd'hui qu'hier, mais ils sont mieux défendus grâce à une meilleure connaissance des possibilités offertes par Strasbourg.

Le cas le plus typique est celui de la France. Paris n'a adhéré à la convention qu'en 1981, au lendemain de la suppression de la Cour de sécurité de l'Etat. C'est-à-dire bien après l'Allemagne (1955), le Royaume-Uni (1966) ou l'Italie (1973). En 1981, les plaintes (400) les plus nombreuses émanaient de la Hongrie. La forte augmentation (+152) s'explique en partie par la rigueur appliquée par les autorités françaises à l'encontre des demandeurs d'asile. Mais, pour nombre de juristes européens, elle tient essentiellement à ce que la France a atteint, après dix ans de pratique, sa « vitesse de croisière ».

Si l'institution des droits de l'homme peut s'enorgueillir du bilan sur les recours individuels,

elle est moins catégorique sur son efficacité lorsqu'un des gouvernements membres est publiquement et politiquement mis en cause. Le silence des responsables du Conseil de l'Europe dans l'affaire des Albanais de Bari a suscité plus d'un fonctionnaire du Palais de l'Europe. Les Kurdes qui viennent régulièrement manifester devant ses portes attendent au moins un geste de réprobation à l'égard des opérations de l'armée turque en Anatolie du Sud-Est. Les Chypriotes grecs se demandent combien d'années il leur faudra attendre encore avant que le comité des ministres ne se prononce sur le rapport de la commission spécialisée datant de 1979 et dénonçant les exactions commises dans la partie de l'île occupée par les Turcs.

L'apprentissage de la culture juridique

Les responsables de Strasbourg émettent l'idée selon laquelle l'appartenance au Conseil de l'Europe permet d'échapper, dans bien des cas, à une application stricte des standards exigés par les conventions européennes. Pour eux, réclamer tout et tout de suite est une utopie. « Il faut être réaliste, estime un haut fonctionnaire européen, car la démocratie au quotidien exige une culture juridique extrêmement longue à acquérir. » Pour justifier cette nécessaire patience, il rappelle que la Turquie reconnaît depuis 1990 le droit à ses citoyens de se tourner vers Strasbourg pour obtenir réparation.

En réalité, la tenue d'élections libres est le seul critère sur lequel le Conseil de l'Europe ne transige pas. Après l'euphorie suscitée par l'écroulement du bloc communiste et l'adhésion de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et de la Pologne, il semble qu'on veuille faire preuve de plus de prudence et de moins d'empressement. C'est que tous les autres pays de l'Est - et probablement ceux de la CEI à bref délai - frappent à sa porte. Ces « partenaires pas bien définis », comme dit M. Delors, qui estime que la Communauté des Douze « n'a pas de remède miracle pour régler les problèmes de l'Est ». Aussi, selon lui, parallèlement aux accords d'association économique noués à l'Est, la Conférence sur la sécurité et la

coopération en Europe (CSCE), qui regroupe trente-huit pays, doit être le lieu naturel de règlement des tensions et des conflits. Le président de la République, qui a participé à la séance inaugurale (le Monde du 12 janvier), a également abordé cette question en rappelant que sa proposition de confédération, qui a suscité un enthousiasme mitigé, cherchait justement à répondre au légitime désir des pays de l'ex-bloc communiste de se sentir partie prenante de la famille européenne sans pour autant créer l'illusion d'une entrée rapide dans la CEE.

Les exemples sont trop nombreux pour que le Conseil de l'Europe, s'il veut rester fidèle à la stratégie des petits pas, ne se trouve pas dans l'obligation de fermer les yeux dans certains cas, et donc d'opérer des choix politiques. « C'est vrai que nous faisons plus de politique que de droit », admet un autre haut fonctionnaire. Parfois, la défense des droits de l'homme est difficilement conciliable avec la raison d'Etat.

MARCEL SCOTTO

ORLY SUD - MADRID
2 vols bi-quotidiens*

7h15
premier vol du matin

Orly Sud	Madrid
7h15	9h05
12h00	10h10*
17h15*	19h05
22h00	20h10

* Ces horaires sont valables à compter du 1 janvier 1992. Toutes informations publiques à notre paravent indicatif ou auprès de nos agences de voyage. * à compter du 1 mars 1992. 1 vol hebdomadaire à compter du 20 mars 1992.

A partir du 3 Février, Euralair propose aux hommes d'affaires une ligne régulière quotidienne Orly Sud - Madrid.

Les horaires ont été étudiés pour vous permettre de bénéficier d'une journée entière de travail à Madrid.

Venez profiter de l'espace, vous détendre sur un confortable fauteuil en cuir, découvrir les nouvelles, télévisions, du jour, déguster quelle que soit l'heure un repas raffiné... Bref, venez vivre pleinement l'instant présent.

Depuis plus d'un quart de siècle, nous transportons sur nos jets privés les personnalités les plus exigeantes. Ce sont elles qui nous ont appris ce qu'un homme d'affaires attend d'une compagnie aérienne.

Renseignez-vous des maintenant auprès de votre Agent de voyages ou téléphonez à Euralair: (1) 49 60 91 00.

Euralair
UN CIEL A PART

ESPACE EUROPEEN

REVUE
DE PRESSE
Régions
troublées

«L'espérance de vie en l'éclat dans le ciel. Le titre de l'éditorial du *Guardian* donne le ton du désarroi provoqué par la destruction en plein vol d'un hélicoptère de la CEE par un MIG-21 yougoslave. Le journal britannique voit derrière cet attentat «un éventuel double jeu dans lequel le gouvernement de Belgrade se rallie au plan de paix de l'Américain Cyrus Vance tout en sachant que les dirigeants réfractaires des enclaves serbes en Croatie – notamment en Krajina – rejettent ce plan».

Malgré ce sérieux revers, *The Independent* se félicite du projet des Nations unies visant à déployer une force de maintien de la paix, forte de quelque dix mille hommes en Yougoslavie. «La grande inconnue, estime également le quotidien londonien, porte sur l'influence que peut avoir le gouvernement de Belgrade sur les petits seigneurs militaires serbes en Croatie». Autre incertitude soulevée par *The Independent* : «Comment l'ONU, dont les ressources financières sont limitées, peut-elle rassembler dix mille soldats alors qu'elle a déjà autant à travers le monde et qu'elle envisage d'en envoyer un nombre similaire au Cambodge?».

En dépit de ces réserves, le *Guardian* insiste pour le maintien du projet des Nations unies : «Toute hésitation de Bruxelles ou de New-York ne peut qu'encourager une nouvelle série de massacres». Une détermination que partage le *Corriere della Sera*. «La réponse occidentale, écrit le journal de Milan, doit être une fermeté absolue : elle doit aller bien au-delà du rappel des ambassadeurs pour «consultation», doit impliquer toute la CEE bien au-delà de la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie (...) et doit convaincre les Etats-Unis que la stabilité des Balkans ne pourra naître autour du pilier d'une Serbie anciennement ou encore communiste».

L'attitude
des Etats-Unis

L'attitude américaine par rapport au conflit yougoslave est aussi sévèrement critiquée par le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. «A Ljubljana et à Zagreb, on se demande pourquoi les Etats-Unis n'ont jamais essayé d'empêcher les Serbes ou l'armée de détruire des villages croates. Ces agressions ne facilitent pas non plus une solution «globale» [prônée par Washington qui n'a pas voulu reconnaître les Etats sécessionnistes] en Yougoslavie. Une pression américaine au bon moment aurait peut-être servi...».

Une autre région troublée, la Géorgie, retient l'attention du *Times*. «Le plus grand reproche que l'on peut formuler au président déchu Zviad Gamsakhourdia n'est pas d'avoir empiété sur ses opposants ou renforcé son pouvoir en faisant main basse sur les secteurs-clés de l'économie. Son plus grand défaut vient de sa paranoïa autoritaire qui a fortement ébranlé la foi dans la démocratie dont la Géorgie a le plus grand besoin pour surmonter ses derniers traumatismes». Un conseil qui pourrait également s'appliquer à la République de Russie qui a décliné un vaste programme de libéralisation des prix le 1^{er} janvier. «Les circonstances dans lesquelles se déroule ce programme, souligne le *Financial Times*, n'auraient pas pu être plus difficiles. Mais ce programme incarne peut-être le seul et dernier espoir pour jeter les bases d'une réforme démocratique et économique durable. Le pari de M. Eltsine mérite le soutien inconditionnel de l'Occident».

Y.-M. R.

La Tchécoslovaquie choisit le Pal

En abandonnant le système soviétique de télévision dérivé du procédé français Secam Prague accepte un renforcement de l'influence allemande

PRAGUE
correspondance

DANS deux ans, la télévision tchécoslovaque va changer son système de télévision : elle va passer du Secam-Est, dérivé du système français et imposé jadis dans toute l'Europe de l'Est par Moscou, au procédé allemand Pal qui lui donnera directement accès à toutes les émissions européennes, notamment en langue allemande (1). La décision prise par une commission formée d'experts et de représentants du ministère fédéral des télécommunications s'inscrit dans un processus entamé en 1990, lors de la mise en service d'une troisième chaîne OK3 ; le canal qui diffuse les programmes des chaînes étrangères fonctionne déjà avec le système Pal.

Ainsi le gouvernement fédéral ne devrait-il pas tarder à donner son aval à ce changement de normes qui fait l'unanimité chez les techniciens. Motifs invoqués : la nécessité d'améliorer la qualité de la couleur, de la synchronisation et celle du système de transmission, modifications que ne permet pas le système soviétique. Mais la raison principale est sans doute plus politique qu'économique : la diffusion en Secam a été imposée par l'Union soviétique après l'intervention de 1968, alors que la Tchécoslovaquie avait en principe opté pour l'autre procédé. A la veille du «printemps

de Prague», les responsables de la télévision tchécoslovaque, convaincus que le système Pal offrait plus de possibilités que le procédé Secam pour la future diffusion des programmes, couleurent, en avaient équipé tous leurs studios. L'initiative n'alla pas plus loin puisque, après la normalisation, les Soviétiques exigèrent que la diffusion se fasse en Secam, pour des raisons politiques évidentes : ils imposaient leur procédé et entravaient la réception des émissions «subversives» venant des pays germaniques voisins.

Explications techniques
et raisons politiques

Cette décision obligea les services techniques à transcoder toutes les émissions tournées en Pal. La contrainte existe toujours, et la télévision ne veut pas assumer seule le coût de cette opération très onéreuse. Or il n'y a, pour le moment, guère d'autre choix. L'Union soviétique ayant mis un terme à la production de téléviseurs bi-standard Pal-Secam commencée par la firme tchèque Tesla au début des années 70 – la fabrication a repris en 1979, mais a été réservée essentiellement à l'exportation –, la plupart des foyers tchèques et slovaques sont équipés en postes Secam. «Aujourd'hui», estime M. Horsky, directeur des services techniques de la télévision, «nos postes qui ont plus de dix ans doivent être changés». La population concernée se trouve éga-

lement être la plus démunie, et le passage au procédé Pal, s'il soulagera les caisses de la télévision, ne résoudra pas leur problème. Afin de ménager ces citoyens, il est prévu que, dans un premier temps, seule la deuxième chaîne basculera sur le système Pal, et cela seulement une fois par semaine.

A plus long terme, une autre solution est envisagée par les experts : la fabrication d'un décodeur spécial dont le prix pourrait osciller entre 800 et 1 000 couronnes (de 160 à 200 francs). Un moindre mal en attendant de pouvoir acheter de nouveaux téléviseurs, et pas nécessairement un Tesla. L'exemple du constructeur automobile Skoda boudé par les autochtones au profit de marques étrangères – il est bien plus à la mode de rouler en vieille Mercedes que d'être vu volant d'une Skoda flambant neuve – laisse à penser que ce changement de normes pourrait bien profiter plus au voisin allemand qu'à la production nationale.

La création, à la fin de l'année dernière, de deux sociétés mixtes germano-tchèques dans le domaine électronique, entre Siemens et Tesla Karlin à Prague et entre Alcatel-Sel (la filiale allemande) et Tesla Lipovky en Slovaquie, chargées toutes deux par le ministère fédéral des télécommunications de la modernisation des centraux téléphoniques dans l'ensemble du pays, n'est sans doute pas fortuite. De là à imaginer la naissance d'une nouvelle société germano-tchèque qui

fabricerait des postes Pal, il n'y a qu'un pas. Deux scénarios sont alors possibles : le premier, la fabrication de téléviseurs à bon marché destinés à l'ensemble des pays d'Europe centrale qui s'aligneront certainement sur la Tchécoslovaquie en matière de normes. Le second, qui n'est pas incompatible avec le premier : le rachat de Tesla dans l'objectif de protéger le marché national allemand et de s'assurer ainsi de la vente des téléviseurs allemands sur le territoire tchécoslovaque. La méthode a déjà fait ses preuves dans l'affaire Skoda.

Un centre géographique
et spirituel

Cette rupture historique avec ce qui reste du modèle soviétique et cette mise au diapason européen se solderont donc, selon toute vraisemblance, par un accroissement de la présence allemande, déjà très forte en Tchécoslovaquie : sur 3 000 sociétés mixtes créées depuis la «révolution de velours», 900 sont allemandes. L'Allemagne occupe aussi la première place au titre du capital investi. Formellement, la situation ne sera pas différente de l'époque du COMECON : après l'Union soviétique, la RDA était alors traditionnellement le deuxième partenaire de la Tchécoslovaquie, comme d'ailleurs de tous les pays du camp socialiste.

Depuis la réunification et l'effondrement de l'empire soviétique, cette première place a été confortée.

Confrontés aux difficultés de la reconstruction de l'ex-RDA, les Allemands comprennent mieux celles de leurs voisins anciens, socialistes. D'expérience, ils savent aussi que ce n'est pas en se contentant de saupoudrer l'Europe de l'Est d'aides financières que celle-ci sortira du marasme. Une compréhension qui s'étend aussi au domaine politique : «Le traité germano-tchèque», a déclaré le président Richard von Weizsäcker, en visite officielle à Prague en octobre dernier, «ouvre des perspectives claires quant à l'intégration de votre pays en tant que membre à part entière de la Communauté européenne». Et d'ajouter : «Une Europe unie ne peut pas être construite sans un centre géographique et spirituel».

La prépondérance allemande ne manque pas de susciter certaines réserves – la crainte de voir la Tchécoslovaquie devenir une quasi-colonie allemande – et une ouverture d'amers ressentiments : l'annexion des Sudètes en 1938. La coopération avec l'Allemagne constitue néanmoins, aux yeux des dirigeants de la Tchécoslovaquie, la meilleure chance d'entrer dans l'Europe. Elle traduit en revanche une perte d'influence certaine de la France.

CATHERINE MONROY

(1) Le système Secam-Est est fondé sur le même procédé que le Secam-Ouest français, mais le noir et le blanc y sont inversés.

Un entretien avec
le premier ministre polonais

Suite de la première page

«Aujourd'hui, ce sont les plus faibles qui forment le cœur de cette politique : les enfants, les malades, les retraités. Pensez-vous pouvoir encore leur demander de nouveaux sacrifices?»

«Je suis conscient que nous avons atteint les limites non seulement de la résistance psychologique, mais aussi des possibilités physiques, voire biologiques, de certains groupes sociaux. Nous devons impérativement changer de cap. Mais nous ne pouvons pas le faire brutalement, tout simplement parce que nous n'en avons pas les moyens. Si nous le faisons aujourd'hui, nous mettrions en péril la délicate infrastructure de la nouvelle économie que nous avons eu tant de difficultés à construire. C'est pourquoi nous devons poursuivre sur ce sentier très étroit. Nous devons le faire de façon résolue et conséquente. Nous n'avons pas d'autres solutions. Ni moi ni mon gouvernement...».

«N'êtes-vous pas surpris, inquiet, de voir que le phénomène de l'émigration, loin de disparaître avec le changement de régime, semble s'être amplifié?»

«C'est sans doute regrettable, mais beaucoup moins dramatique que pendant les dix dernières années. Il s'agissait alors d'un véritable déchirement, d'une rupture, d'un renouveau, d'un rejet de leur pays, de son système. Aujourd'hui, les gens partent tout simplement parce que «de-bas on vit mieux, parce qu'il est plus facile d'y gagner de l'argent, d'en économiser. Mais tous ou presque tous disent : «Nous n'irons pas, nous ne coupons pas les liens avec notre patrie, nous nous sentons polonais». Et je suis persuadé que si nous parvenons à réaliser ce changement auquel nous aspirons, ils reviendront, et ce phénomène disparaîtra».

«La Pologne est confrontée à une grave crise énergétique. Vous venez d'annoncer de nouvelles hausses des prix de l'électricité, du gaz et de l'eau chaude, ce qui a d'ailleurs suscité une vague de protestations...»

«C'est là, tout d'abord, la consé-

quence et l'illustration de l'existence du monopole énergétique. Mais aussi d'un énorme gaspillage. Nous travaillons actuellement à de nouvelles solutions, mais cela prendra du temps. Dans l'immédiat, il nous faut combler le trou budgétaire que nous ont laissé nos prédécesseurs. Il nous est impossible de renoncer à ces augmentations des tarifs. D'autant que ces subventions étaient injustifiées. Elles équivalaient à payer pour tous, y compris pour ceux qui, économiquement, sont à l'abri du besoin et, de surcroît, consomment plus que les autres. Le principe même des prix subventionnés est profondément injuste. Nous ne renoncrons pas aux hausses de certains prix. En revanche, nous chercherons tous les moyens de venir en aide aux plus démunis, aux plus faibles».

«Depuis un certain temps, on a l'impression de voir émerger un courant hostile à l'entrée en Pologne de capitaux étrangers».

«Premièrement, je vous dirai que je ne vois pas ces capitaux se ruir en Pologne. Mais ensuite je pense qu'il faut y voir, une fois de plus, la conséquence des comportements de l'administration communiste. Ceux qui voudraient investir en Pologne, et je rencontre beaucoup d'industriels ou d'hommes d'affaires étrangers qui sont dans ce cas, se disent étonnés des difficultés qui leur sont faites, des barrières qu'ils voient se dresser devant eux. Moi aussi je suis étonné. A mon avis cela ne changera pas tant que nous n'aurons pas changé l'appareil de l'Etat et de l'administration. Mais je tiens à vous dire que mon gouvernement fera tout pour encourager les investissements étrangers».

«Mais on entend de plus en plus de voix exiger que le FMI impose de vouloir imposer sa politique au gouvernement polonais...»

«Il ne l'a jamais fait et ne le fait jamais».

«Pourquoi, alors, certains de vos amis politiques voudraient renégocier les accords passés avec le FMI?»

«C'est un malentendu. Il n'est pas question de renégocier quoi que ce soit. Nous devons seulement rester en contact étroit avec ces institutions, dis-

cuter avec elles. Il nous faut en effet réagir face à des évolutions que nul ne pouvait appréhender, ni de notre côté ni du côté du FMI ou de la Banque mondiale. Nous devons seulement nous informer. Et discuter».

«Comment vous sentez-vous entre le marteau du président Walesa et l'enclume du Parlement? Cela ne doit pas être facile tous les jours...»

«Pour l'instant, je ne travaille qu'avec l'enclume du Parlement. Depuis que j'ai pris mes fonctions, le président était en vacances à Gdansk. Il n'est rentré à Varsovie qu'hier soir. Et les seuls contacts que j'ai eus avec lui pendant cette période étaient des conversations téléphoniques, brèves et plutôt conventionnelles. Je liens néanmoins à souligner que je fréquente Lech Walesa depuis douze ans. Onze ans en tant que président du syndicat Solidarnosc et un an en tant que président de la



République. Nos rapports ont traversé différents stades tout au long de ces années, mais ils ont toujours été plus que corrects».

«Quels sont aujourd'hui vos principaux objectifs?»

«Aujourd'hui, je vous répondrais : tenir les trois premiers mois. Ce seront les plus difficiles».

«Le gouvernement est entré sur un terrain qui a été préparé par le cabinet précédent. Il n'a pas de marge de manœuvre. Il doit pratiquer une politique, classique et absolue, de continuation, alors qu'il aurait voulu se lancer sur le chemin du changement. Nous avons hérité, de nos prédécesseurs, d'un budget, au moins pour le premier trimestre, et de ses structures ministérielles. Cela explique sans doute pourquoi la population perçoit, psychologiquement, ce gouvernement comme un gouvernement de plus, semblable aux deux auxquels elle s'est habituée au cours de ces deux dernières années. La population n'a pas encore compris ou admis que ce gouvernement voudrait être celui du changement».

«Vous n'avez pas hérité seulement d'un budget ou de structures, mais aussi de certains hommes dont on dit qu'ils vous ont été imposés».

«Un homme politique n'est jamais entièrement libre de ses choix».

«Quand vous avez commencé à former votre gouvernement, vous étiez appuyé par une coalition de

cinq partis. Depuis, elle a volé en éclats».

«Ne vous fiez pas aux apparences. La base politique du gouvernement, au Parlement, est sans doute plus forte aujourd'hui qu'au début de ma mission».

«Vous donnez en tout cas l'impression de vous appuyer avant tout sur des forces politiques qui se réclament de deux sources historiques en Pologne : le mouvement paysan et le courant chrétien national».

«Je préfère vous décrire ce qui devrait constituer, à mes yeux, la synthèse politique du gouvernement. Il s'agit de la réunion des traditions anticomunistes et indépendantistes, d'une part, au sens le plus large, et, d'autre, de la volonté de relever les défis de l'avenir : notre marche vers la CEE, la définition de la place nouvelle que nous devrions trouver sur notre continent, la construction d'un nouveau système démocratique et la mise en place d'une nouvelle économie de marché. En tout état de cause, la direction que nous avons empruntée est la même».

«Vos prédécesseurs, tout comme d'ailleurs le président Walesa, ont tous inauguré leur mandat en effectuant, très vite, une visite à Rome, au Vatican...»

«Tous les chemins mènent à Rome. Le mien m'y conduira sans doute. Mais les temps sont difficiles et la situation actuelle exige que je ne y consacrerai entièrement et que je m'attelle aux tâches urgentes auxquelles nous sommes confrontés. Si je devais commencer à voyager, cela dit, je commencerais volontiers par Rome».

«Et après Rome?»

«Je pense que ce serait les Etats-Unis. Cela découle tout simplement de la situation actuelle dans le monde. Les Etats-Unis sont aujourd'hui le dernier superpuissance qui ait survécu à l'effondrement d'un monde. Il n'y a toujours pas de nouvel ordre mondial. Or il est évident que les Etats-Unis auront à jouer un rôle primordial dans son édification. C'est pourquoi je voudrais m'en rendre compte par moi-même, établir des contacts directs, trouver des points de repère, découvrir quelles sont les conceptions actuelles, quels sentiments y prévalent à notre égard, juger par moi-même des possibilités...»

«Mais que faites-vous de l'Europe, qui sera bientôt la première puissance du monde?»

«L'Europe, nous y sommes. Je la considère comme un terrain familier, un partenaire sûr, un parent plus âgé, mais attentif et bienveillant. Les Etats-Unis, c'est totalement différent. Il me faut les découvrir, je dirais même : les apprendre».

«Quels sentiments éprouvez-vous en suivant ce qui se passe à l'est de vos frontières? Du soulagement? De la crainte? De l'espoir?»

«Les trois à la fois. Le soulagement d'avoir vu disparaître l'Union soviétique. La crainte, car le projet de transformations économiques radicales qui y est mis en pratique actuellement, et qui s'inspire d'ailleurs de ce que nous avons fait en Pologne, réalisé dans leur situation et dans leur structure socio-économique, me paraît très risqué».

Ensuite parce que l'éclatement de l'URSS en plusieurs Etats nationaux semble mettre en dehors du jeu le complexe militaire-industriel. Je doute fort qu'il soit possible de le répartir entre les différentes Républiques et surtout qu'il accepte de rester inactif».

«L'espoir, enfin, que j'éprouve en assistant à l'émergence d'Etats nationaux démocratiques qui, à nouveau et de façon amicale, pourraient établir des liens avec leurs voisins».

«Dernière question, à l'avocat cette fois, mais aussi au chef de gouvernement. Deux sujets semblent tabous en Pologne, la peine de mort et l'avortement...»

«La peine de mort est un problème de conscience. Pour moi, il ne se pose pas. Comme la plupart des juristes polonais, je suis bien évidemment contre la peine de mort. Si l'on organisait maintenant un référendum sur ce sujet, je ne sais pas quel en serait le résultat. Mais je suis convaincu que cela ne constituerait pas un problème de nature à bouleverser l'opinion publique. Ce n'est plus un grand problème. D'ailleurs, en Pologne, la peine de mort n'est pratiquement plus appliquée».

«L'avortement est un problème différent. Un problème de nature sociale. Médicale. Qui se pose à une grande échelle. Mais aussi un problème moral».

«En tant qu'avocat, cependant, je voudrais dire que je n'y vois un problème ni pénal, ni judiciaire, ni criminel...»

Propos recueillis par
GABRIEL MERETIK

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lecaillon, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Gault
directeur de la gestion
Manuel Lucifora
secrétaire généralRédacteurs en chef :
Jean-Michel Colombani
Robert Solà
(réguliers au directeur de la rédaction)Jacques Arnault
Thomas Farnaud
Philippe Harvenan
Jacques-François SimonDaniel Vernet
(directeur des relations internationales)Anciens directeurs :
Hubert Beauve-Méry (1944-1983)
Jacques Fauriol (1983-1985)
André Laurens (1985-1987)
André Fontaine (1987-1991)RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUET
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUGOT-BOUVE-MÉRY
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-30-10

L'ANGLAIS A OXFORD

OXFORD
ENGLISH
O/I/S/E162 rue Lavoisier
75015 Paris
Tél. (1) 42 50 50 70
Ligne 1540

- Suives linguistiques en Angleterre et Allemagne pour adultes - étudiants - lycéens - collégiens - enfants
- Une pédagogie adaptée à chacun
- Des professeurs britanniques
- Un enseignement dans nos propres écoles
- Des stages à toute époque de l'année et pour tous niveaux
- Hébergement en familles sélectionnées
- Voyages accompagnés

LES ECOLES D'ANGLAIS LEADER EN ANGLETERRE

محکمات الامم

visite le Pal

ESPACE EUROPEEN

L'autre « sentinelle du Tage »

Entre la tour de Belém et le monastère des Hiéronymites le Portugal s'est doté d'un centre de conférences et d'un musée

FERMÉ et ouvert, hermétique et accueillant, le nouveau centre culturel de Belém, au nord de Lisbonne, est un lieu de minuscules tensions et d'immenses ouvertures sur l'immense culture de Belém, mais aussi sur les oppositions.

En janvier 1988, le gouvernement portugais a lancé la construction. Le projet prend forme. L'inauguration est prévue en janvier 1992, date du centenaire de la présidence portugaise des Communautés européennes.

Tout démarre en 1987, lorsque se met en place le plan de sauvegarde du quartier de Belém, le long du Tage, depuis la tour de Belém jusqu'au monastère des Hiéronymites, l'un des plus représentatifs de l'architecture portugaise (1).

Une architecture controversée

A l'issue d'un concours international, le projet d'un tandem d'architectes, l'italien Vittorio Gregotti et le portugais Manuel Salgado, est sélectionné. Entre les deux hommes commence alors une intense collaboration sur le thème du « Portugal carrefour européen débouchant sur l'Atlantique ». Pas moins de 4 950 dessins d'architecture virent le jour avant la mouture finale. Cette association italo-portugaise s'inscrit dans une longue tradition d'échanges avec les architectes étrangers. Le monastère des Hiéronymites fut en partie bâti par l'architecte italien Boito, en 1562.

Dès le début des travaux, en septembre 1989, le centre est l'objet de polémiques. Premier incident de parcours : l'UNESCO affirme qu'il n'a pas de compétence pour un projet de modification d'une zone à caractère historique (2) et menace de retirer son statut de patrimoine mondial (qui date de 1983). Mais les vingt et un membres du comité de l'UNESCO mondial, réunis à Carthage fin décembre, ont finalement décidé que le centre ne constituait pas une atteinte insupportable au patrimoine historique (3).

Pedro Breda, l'un des présidents de l'Association des architectes portugais, estime le projet cohérent. Tout au plus le juge-t-il

« pas d'avant-garde ». De nombreux habitants estiment au contraire que le futur musée est « trop moderne » et « trop éloigné de la signification du site moderne », répond l'architecte. « Le centre culturel de Belém est dans la continuité de l'architecture portugaise, mais plus en phase avec son époque que le centre culturel aujourd'hui ».

« Le monumentalisme de Belém est étudié de façon à ne pas dépendre de l'architecture traditionnelle. Tous les éléments sont rapportés au Tage dans leur orientation : un particulier les représente la réplique de la tour de Belém, précise Manuel Salgado.

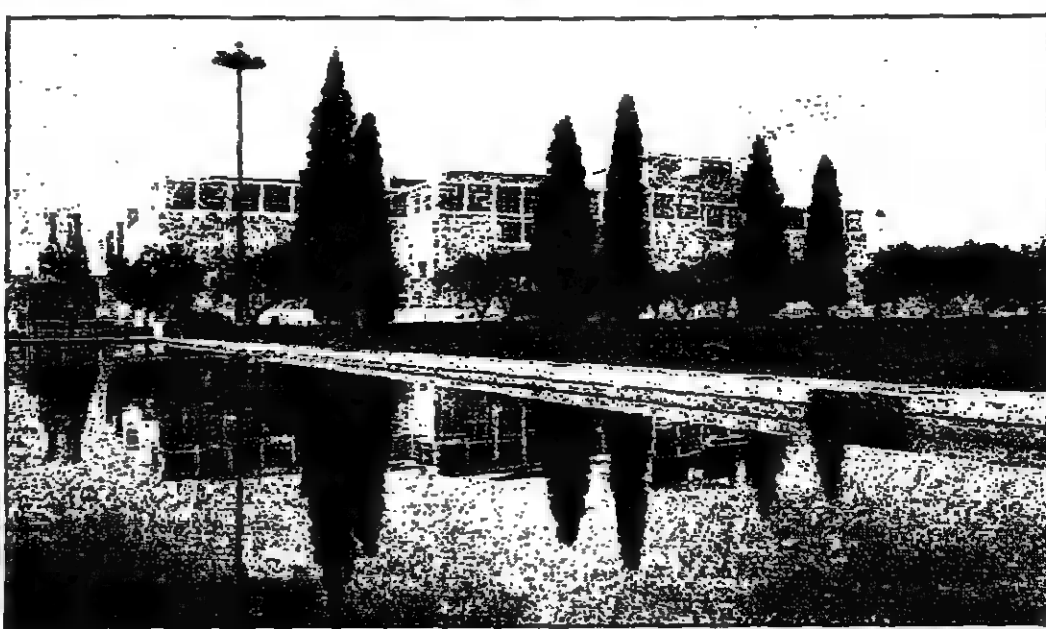
Beaucoup de Belémistes ont vu l'instant peu harmonieux : « mamarracho » (croûte), « lourd », « massif », les épithètes fleurissent. Suprême offense, « il est situé sur le cache Jérôme ». Pour Pedro Breda, au contraire, le centre, qui efface l'ancien, est une valeur en soi. La principale valeur. Les travaux de Lisbonne indiquent que le climat de Belém qui était auparavant à l'emplacement du centre dépassait bien davantage les Hiéronymites. Les détracteurs ne manquent pas de plus gérés par les deux projections du centre. Belémistes, qui surplombent le monastère et le coiffent de deux ridicules antennes, le centre est le plus martien.

La question du coût de la construction n'a été au centre de polémiques, d'autant plus que l'on est en période préélectorale. Les estimations étaient de 277 millions de francs avant le début des travaux. Actuellement, elles grimpent aux alentours de 1,1 milliard. « Les délais de construction très courts - vingt-huit mois au force - n'ont pas permis de trouver des solutions alternatives moins chères », explique Manuel Salgado. A 2,344 milliards de francs, la construction du Centre Beaubourg, à Paris, est la plus chère de France, pour une superficie équivalente.

(1) Qualifié ainsi en hommage au roi Dom Manuel, Emmanuel le Bienheureux (1469-1521), qui en fit le style officiel de son règne. C'est un gothique tardif plus simple que celui des grandes cathédrales de France. Il fut l'expression artistique de l'aventure océanique des navigateurs portugais.

(2) Les navigateurs lusitaniens ont pris pied dans les archipels de Madère et des Açores dès les années 1420-1430. Gil Eanes double le cap Bojador en 1483. Les Portugais découvrent les côtes de l'Afrique entre 1440 et 1470. En 1487, Bartolomeu Dias double le cap de Bonne-Espérance. L'expansion espagnole débute seulement en 1492, quand Christophe Colomb débarque aux Antilles. Quant aux Anglais et aux Français, ils ne se lancent sur les mers que vers 1530. L'expansion portugaise est la seule à couvrir tous les continents (Afrique, Asie, Amérique, Océanie) au quinzième et au seizième siècles.

(3) Sept sites historiques portugais sont inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO : Batalha, Alcobaca, Tomar, le monastère des Hiéronymites, la tour de Belém, le centre historique d'Évora et la ville d'Algarve aux Açores.



Le nouveau centre culturel de Belém

Si le sort du deuxième des cinq modules réglé (il sera réservé aux spectacles, ballets et concerts, grâce à ses deux auditoriums de 1 370 et 400 places), celui du troisième ne l'est pas. Il pourrait abriter

des expositions temporaires, des orientations artistiques d'un « musée vivant » ou l'art de la vingtaine et du vingt et unième siècle national européen », affirme José Stock, responsable du dossier auprès du gouvernement.

Cela n'exclut pas les ateliers, les activités d'animation culturelle du type de celles de Beaubourg. Les prévisions bibliographiques, un centre de documentation informatisé et des banques de données. La gestion du centre sera confiée à la

Fondation « Découvertes », financée à 50 % par l'Etat et à 50 % par des capitaux privés. Les ambassadeurs sont-elles démesurées pour un petit pays ? Peut-être. Mais c'est un projet reconnaissant qu'il y a depuis trois ans un centre de la vie culturelle à Lisbonne et que cette réalisation aidera la ville à affirmer sa position au sein de l'Europe.

BRIGITTE CAMUS-LAZARO

TRIBUNE EUROPÉENNE

Vers un euro-syndicalisme

par Denis Shane

La décision du premier ministre britannique John Major de laisser son pays à l'écart des aspects sociaux de la Communauté européenne a été saluée par les journaux pro-gouvernementaux en Grande-Bretagne comme une victoire de l'héritage anti-syndical de M. Thatcher.

M. Major est retourné à Londres venant de Maastricht en brandissant un morceau de papier pour montrer qu'une fois encore le fardeau du conservatisme britannique était venu à bout de ces roubles de continentalisme avec leurs bavardages sur la Charte sociale et la cogestion syndicale.

Mais, alors que le brouillard se dissipe au-dessus de Maastricht, il est plus en plus clair que c'est le président socialiste français, François Mitterrand, et son ministre de l'Économie, Jacques Delors, tout comme le chancelier allemand Helmut Kohl, qui ont remporté la plus grande victoire.

Car ce qu'a fait M. Major, c'est de retirer le pays britannique contre toute application de la Charte sociale ailleurs en Europe, particulièrement pour les clauses limitant le droit de grève à un nombre raisonnable d'heures par semaine et accordant aux femmes enceintes les mêmes droits qu'aux autres.

Un désastre pour les « durs » conservateurs

Environ onze membres de la Communauté européenne, y compris des pays tels que le Portugal, le Danemark et l'Irlande qui sont beaucoup plus pauvres que la Grande-Bretagne, peuvent aller de l'avant et se mettre d'accord entre eux sur ce que doivent être les droits sociaux communs aux travailleurs européens.

Plus important, ou plus désastreux du point de vue des « durs » qui s'opposent aux droits des travailleurs, est le protocole qui fait partie du traité de Maastricht et qui fait explicitement mention des propositions de la Charte sociale visant à accorder le droit d'information et de consultation aux salariés employés dans les firmes multinationales travaillant dans plus d'un pays européen.

Ainsi le vote à l'Assemblée du Parlement européen au sujet du gouvernement britannique qui participera à la Charte sociale et au droit de veto, à une organisation syndicale longtemps carrossée : la création de conseils salariés transfrontaliers

avec des droits sociaux dans la loi communautaire européenne.

Toute société travaillant dans plus d'un pays européen et employant plus de mille personnes sera concernée. Cela veut dire pour les multinationales britanniques qui travaillent sur le continent, pour les compagnies européennes qui ont des usines en Grande-Bretagne, ou pour les firmes japonaises ou américaines qui ont des usines dans plusieurs pays européens.

Les représentants des travailleurs britanniques participeront à ces conseils européens de salariés ; les firmes britanniques opérant en Europe auront les mêmes règles que les onze pays favorables aux avantages sociaux.

A moins que M. Major ne fasse rapidement passer une loi confisquant son passeport à tout syndicaliste britannique membre d'un conseil européen de salariés, il comprendra qu'en matière de loi sociale il a peut-être gagné quelques ovations de la part des conservateurs britanniques, mais qu'il a en fait ouvert la porte à ce que les employeurs britanniques verront le plus : l'obligation de consulter leurs salariés et de leur laisser des syndicats reconnus des partenaires sociaux.

Les conséquences de ce que M. Major a fait sont pleines de pièges. Les firmes britanniques des services européens à la maternité va-t-elle accepter que ceux-ci disparaissent et se démenage en Angleterre pour travailler dans les bureaux britanniques ? La société ? La loi ? La garde des droits, les collègues britanniques ne peuvent pas les grandes multinationales en faveur de l'égalité des lois européennes et britanniques.

De quelle façon voteront des millions de travailleurs britanniques quand ils comprendront que M. Major s'est durement battu à l'extérieur de la Chambre des communes pour leur rendre les compétences largement moins de droits que les citoyens de l'autre côté de la Manche ou de l'autre côté de l'Irlande ?

Loin d'être un triomphe britannique sur les étrangers du continent, Maastricht représente vraisemblablement dans l'histoire la plus grande victoire de la Chambre des communes, mais qu'il a en fait ouvert la porte à ce que les employeurs britanniques verront le plus : l'obligation de consulter leurs salariés et de leur laisser des syndicats reconnus des partenaires sociaux.

Denis Shane est un journaliste de la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie.

LIVRES

ET REVUES

LA LONGUE MARCHÉ

L'Europe, du traité de Rome (1957) au sommet de Maastricht (11 décembre 1991) : « Cahiers de l'Express », numéros par an, consacrent leur dernière livraison à trente-cinq ans de construction européenne. Une compilation d'articles tout au long de ces décennies, étape après étape, le cheminement parfois fulgurant, parfois douloureux d'une construction européenne jamais achevée. Témoignage de la signature du traité de Rome, M. Faure, ministre d'Etat, témoigne de l'ancien des affaires étrangères, M. François-Poncet, le rôle des leçons de Maastricht, et plus d'ailleurs l'avant, sans se laisser paralyser par les plus terribles des plus indigestes.

1987-1992 Europe, la longue marche, « Cahiers de l'Express », numéro 13, 30 p.

AFFAIRES EUROPÉENNES

La fin des réformes européennes sera-t-elle le dernier numéro des sujets divers qui ont pour point commun d'être d'une haute technicité juridique : que ce soit l'analyse comparative du droit communautaire et du droit anglais (dans le cadre de l'« Inconciliable ») ou le titre de la loi sur la parité par Patricia Kinder-Gest, ministre de la Justice à Paris, ou celle de la proposition de loi sur la CEE concernant la responsabilité civile pour les dommages provoqués par les accidents.

Revue des affaires européennes (revue juridique), numéro 4, 300 p., G. D. J., rue Verlinghien, 75014 Paris.

COMPRENDRE

L'EUROPE

LES ÉTATS MODERNES À LA RECHERCHE D'UNE NOUVELLE EFFICACITÉ

De nombreux auteurs ont organisé par la France et la confédération internationale des étudiants de l'ENA, par les anciens élèves de Polytechnique et par la Fondation nationale des sciences politiques un séminaire les 10 et 17 janvier à Paris sur le haut patronage du président de la République. L'allocution d'ouverture sera prononcée par le premier ministre, M. Edith Cresson, et celle de clôture par le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors.

Les 10 et 17 janvier : Conseil économique et social, 9, place d'Iéna, 75016 Paris. Secrétariat général du colloque : Londres Centre, 116, avenue Gabriel-Péri, 93000 Saint-Ouen.

UN AN AVANT LE GRAND MARCHÉ

Le Centre d'information et de documentation Jeunesse organise du 15 au 31 janvier deux semaines d'information, en deux semaines, l'examen du grand marché. Les quatre premiers jours seront consacrés aux études, aux programmes d'échanges et à l'emploi en Europe ; les jours suivants permettront d'étudier les uns après les autres les pays membres de la Communauté.

Centre d'information et de documentation Jeunesse, 101, quai de la Seine, 75001 Paris. Tél. 16. 16. 11 (1) 40-60-57.

AU SOMMAIRE DE JANVIER

Le Monde des PHILATELISTES

l'officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

LA FRANCE VUE PAR LES TIMBRES ÉTRANGERS

LA GUERRE MONDIALE : rétrospective des cartes postales

LE NOUVEAU AN CHINOIS : l'entrée du singe

NOUVELLE RUBRIQUE : questions-réponses

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

Peter Stuyvesant Travel

DECouvrez LE PACIFIQUE

Vol + hébergement, 2 personnes + assurance, assistance.

HAWAÏ - Oahu	7 jours/7 nuits	11 300 F*
AUSTRALIE - Sydney + Brisbane	15 jours/12 nuits	17 960 F*
NOUVELLE-ZÉLANDE - Auckland + Wellington	15 jours/12 nuits	18 300 F*

Et aussi :

- Fidji
- Papouasie/Nouvelle-Guinée
- Nouvelle-Calédonie
- Vanuatu
- Polynésie Française

*Prix à partir de, par personne et valable jusqu'au 31 mars 1992.

POUR TOUTE RÉSERVATION TEL: 01 49 23 26 27

POLITIQUE

La préparation des échéances électorales et la ratification du traité de Maastricht

M. Mitterrand engage sa « responsabilité politique » sur la question européenne

A la veille de son passage officiel au Luxembourg, M. François Mitterrand a, dimanche 12 janvier, RTL, qu'il ne se portait pas « garant » de la ratification des accords de Maastricht par la France. « Simple-ment », a-t-il affirmé, j'engage ma responsabilité politique, celle du gouvernement, celle de ce qui apparaît quand même comme une majorité de Français et qui appartiendra aux citoyens de choisir selon une procédure constitutionnelle à déterminer. »

La controverse de politique intérieure sur le droit de vote et d'éligibilité dont bénéficieront les futurs « citoyens européens », partout où ils résideront à l'intérieur de l'Europe des Douze, lorsque les accords de Maastricht sur l'avènement de l'Union européenne entreront en application, est désormais pleinement engagée.

M. François Mitterrand a personnellement contribué à lancer. Il aimerait que cette question, qu'il juge subtilement, soit « évacuée » le plus possible afin qu'elle ne dénature pas le débat national sur les enjeux majeurs de cette échéance qui constitue l'« événement le plus important que la Communauté ait connu depuis la signature du traité de Rome ».

Il a répété deux reprises en quarante-huit heures. D'abord, vendredi 10 janvier, à l'Assemblée internationale pour l'Europe : « Ce problème semble prendre, à l'heure actuelle, le pas sur les autres discus-

sions, je ne sais pas pourquoi. Je crois que c'est un peu, enfin, je n'ai pas le temps de réfléchir pour la France, incapable de considérer que les travailleurs portugais qui, étant là depuis cinq ans, dix ans, etc., seraient incapables d'avoir une opinion, soit pour un vote municipal, soit pour un vote européen, enfin, c'est cela ! Il y aura une bataille sur ce sujet. Il faudra qu'elle soit livrée. » Ensuite, dimanche, sur RTL : « Je pense que les responsables politiques, que les groupes parlementaires engagés dans la construction de l'Europe, ont le devoir de choisir le principal et de négliger l'accessoire. » Plus que j'en tends bien, après la ratification du traité, après adaptation, c'est-à-dire une révision constitutionnelle sur deux plans : d'une part, celui qui vise le droit d'étrangers à la France - mais pas d'étrangers à la Communauté - les citoyens de la Communauté - aux élections européennes, et, d'autre part, les transferts de souveraineté. »

Mais M. Mitterrand a trop d'expérience pour ne pas savoir qu'en politique intérieure l'accessoire prévaut souvent sur le principal, surtout en période de consultations électorales. La finalité des accords de Maastricht recueillant déjà un relatif consensus puisque le RPR et l'UDF en approuvent « globalement » le contenu, le président de la République d'autant plus à ce que les choses se décentrent vite que cette décentration risque d'entretenir la division au sein d'une opposition d'autant plus embarrassée qu'elle demeure confrontée aux surenchères du Front national. Sur ce terrain, il

joue donc sur du velours bien que le RPR et l'UDF aient trouvé un solide biais juridique pour fonder leurs réserves sur les « dispositions dérogatoires » inscrites dans le projet de traité en faveur des Etats membres qui argumentent de « problèmes spécifiques ». Car les approches des uns et des autres sont très différentes. M. Edouard Balladur, invité de TF1, dimanche soir, a mis en avant la « spécificité » du système français en vigueur pour les élections départementales qui fait de chaque conseiller municipal un « grand électeur en puissance ». Dans la mesure où « les élections locales » ont ainsi un impact sur la « stabilité » de l'une des deux « instances qui détiennent la souveraineté française », l'ancien ministre de l'économie et des finances a estimé que, sur ce point, l'application du traité de Maastricht en l'état se traduirait par « un changement fondamental de nos principes constitutionnels ».

M. Bernard Bosson, directeur général du CDS, qui s'exprimait au micro de Radio J, se déclarait, pour sa part, résolument favorable au droit de vote des « citoyens européens », à condition qu'ils ne soient qu'électeurs. Il exprimait, en revanche, sur l'opportunité de prévoir l'éligibilité en France des ressortissants de la Communauté, « le seul vrai problème qui se pose », et il dit, c'est qu'il ne peut pas possible dans l'état actuel des choses, « des citoyens européens communautaires se présenter aux municipales ».

En outre, l'opposition n'apparaît pas encore l'unanimité, loin de là, sur

les conséquences éventuelles de la citoyenneté européenne. Pour M. Bosson, par exemple, l'octroi du droit de vote aux « citoyens communautaires » est le meilleur moyen de « protéger » la société française du « fameux problème du droit de vote aux étrangers », en clair du droit de vote aux immigrés d'origine africaine. Pour M. Jacques Chirac, qui a donné son point de vue sur FR3, jeudi 8 janvier, ce serait, au contraire, la porte ouverte au droit de vote des « Européens », y compris ceux qui ne sont pas citoyens français, qui « permettrait de donner une image sérieusement qu'on donne le droit de vote aux Français, s'ils entrent dans la CEE ».

M. Mitterrand disposera, de toute façon, d'une marge de manœuvre. Il pourra s'abstenir non seulement de l'avis du Conseil constitutionnel, qui a tendance à faire prévaloir les dispositions européennes sur les dispositions nationales, mais aussi de l'avis du Conseil de la Communauté pour fixer des modalités d'application « après consultation » du Parlement européen.

En revanche, le président de la République n'est pas lui-même l'auteur de ses propres pièges. C'est ainsi qu'en affirmant, dimanche, sur RTL, qu'il engageait, dans ce débat, sa « responsabilité politique » et « celle du gouvernement », il a pris lui-même le risque de fournir à l'opposition, qui n'attend que cela, un argument de politique intérieure à double tranchant.

ALAIN ROLLAT

« La maîtrise de l'arme nucléaire doit rester totalement entre les mains françaises »

M. Le Pen à « L'heure de vérité » d'Antenne 2

A la veille du passage de M. Jean-Marie Le Pen à l'émission « L'heure de vérité » d'Antenne 2, dimanche 12 janvier, le PCF avait protesté contre cette septième invitation depuis 1984, le MRAP l'avait dénoncée comme « provocation ». L'Observatoire pour la démocratie, dirigé par M. Jean-François Durand, secrétaire général du MRG, avait affirmé que le Front national « n'est plus parti comme les autres et ne doit pas être considéré comme tel ».

Interrogé sur les déclarations de M. Mitterrand relatives à l'élaboration d'une doctrine nucléaire européenne, le président du Front national a répliqué : « Il est bien évident que la maîtrise de l'arme nucléaire doit rester totalement entre les mains françaises, sous la souveraineté française. » Pour M. Le Pen, « la France doit rester maître de ses frontières, même dans le cadre d'une alliance militaire étroite dans laquelle elle pourrait apporter l'apport non négligeable de ses forces stratégiques ». Au sujet de la dissuasion nucléaire, il a ajouté : « Je ne vois guère moyen d'empêcher des nations souveraines de se doter d'armements dont disposent déjà d'autres nations qui ont peut-être eu tort d'en faire usage dans d'autres circonstances. » Il faisait allusion à l'utilisation de la bombe atomique par les Etats-Unis contre le Japon en 1945.

En réponse à une question sur le récent rapport d'historiens qui, en lui-même, a joué un rôle important dans la protection de la bombe atomique pendant quarante

ans, M. Paul Touvier, chef de la Milice de Lyon pendant la guerre, M. Le Pen a indiqué qu'il a « d'autres préoccupations que celle-là ». « Je voudrais que les Français se préoccupent de ce qui les menace et de ce qu'ils peuvent faire ensemble. C'est la mission principale des hommes politiques français d'essayer de rassembler les Français. Je ne renie pas le passé de la France. Je l'accepte. Je l'assume », a-t-il ajouté.

A propos des élections régionales, il a indiqué qu'un « bon résultat » pour le Front national sera obtenu « au-dessus de 15 % » et il a ajouté : « Le parti d'extrême droite avait dépassé 20 % ». M. Le Pen se fixe pour lui-même un « plancher de 40 % » dans les Alpes-Maritimes où il sera notamment opposé à M. Léon Schwab, sénateur, qu'il a considéré comme un « bonche-trou ». Quant à M. Jacques Médecin, ancien maire de Nice, qu'il a qualifié de « traître », il le considère comme « un de ses amis », et il estime qu'il a été « victime d'une persécution ».

Enfin, il a assuré que « le défilé de croissance n'est pas la principale du chômage ». « Les raisons principales, a-t-il dit, en sont l'immigration, le manque d'adaptation de notre formation et le fait que nous faisons des prêts obligatoires. » M. Le Pen a ajouté qu'il a « trop de fonctionnaires mal payés et mal utilisés ». Il a souligné que l'éducation nationale a une « productivité déplorables » et qu'il y a « certainement un excès de personnel ».

En ordre de bataille

par Thomas Ferenzy

A dix semaines des élections régionales et cantonales, la droite et la gauche tentent de se mettre en ordre de bataille. Il va de soi qu'au sein de ces deux camps, les uns et les autres ont les yeux tournés vers les élections régionales. Mais chaque camp a-t-il de fait son ordre de bataille ?

Les socialistes ont pris une longueur d'avance sur leurs adversaires en faisant leur liste de candidats et en se distribuant les rôles avec le souci de parvenir à une meilleure efficacité. Voici donc M. Fabius chargé de conduire le parti en lui donnant pour triple objectif de rénover, rassembler, réformer, tandis que M. Rocard se prépare à que M. Mitterrand, il dirige la manœuvre après avoir appris qu'il n'était plus le seul maître à bord. Il établit les listes des candidats aux élections régionales (plus de vingt-cinq sont encore à arrêter, selon M. Fabius), à compléter la répartition des tâches en portant M. Emmanuel à la présidence de l'Assemblée nationale, à mettre au travail la nouvelle équipe de la rue de la Harpe.

La droite, pour sa part, s'apprête à rendre publiques les listes d'union qu'elle présentera aux élections régionales, au terme de difficiles négociations, mais elle a toujours quelque peine à s'exprimer d'une

seule voix. Le récent débat qui vient de s'ouvrir sur la création d'une formation unique de l'opposition montre qu'entre M. Chirac et M. Giscard d'Estaing les hostilités n'ont pas cessé. M. Juppé, secrétaire général du RPR, fait preuve d'optimisme en déclarant sur *Journal du dimanche* que des primaires pour la désignation d'un candidat commun à l'élection présidentielle pourraient avoir lieu à l'automne prochain, mais le handicap reste lourd.

Il s'agit d'une divergence personnelle sur l'Europe. M. Juppé a souligné, à l'occasion de ses vœux à la presse, l'importance des « états généraux » de l'opposition, qui permettraient l'élaboration d'un programme. Il s'est gardé de rappeler que les « états généraux » consacrés à l'Europe ne se sont toujours pas réunis. Or les « états généraux » de M. Mitterrand confirment que le président de la République, qui engage sa « responsabilité politique », a-t-il dit à RTL, sur la ratification des accords de Maastricht, « n'est pas de cette question le même conseil que pour les élections municipales - tout en refusant de se soumettre aux Français par référendum ou d'en saisir seulement ». M. Juppé a persuadé qu'une « base d'accord » peut être trouvée entre le RPR et l'UDF. Les réserves de M. Chirac

exprimées par l'opposition sur l'extension du droit de vote aux étrangers membres de la Communauté européenne ne le dispensent pas, en tout cas, d'un effort de clarification sur l'avenir.

Le choix des alliances est évidemment à celui des thèmes. A droite, M. Le Pen a rappelé son hostilité résolue aux traités de Maastricht et précisé qu'il ferait campagne pour le « non » en cas de référendum, ce qu'excluent le RPR et l'UDF ; et, à gauche, M. Giscard d'Estaing a déclaré qu'il ne reconduirait pas son accord avec le Front national. C'est une réponse à la fois à son intention de « développer la mobilisation contre l'extrême droite et contre les alliances que la droite voudrait passer avec elle ». A gauche, les écologistes sont toujours courtisés, mais le conseil national des Verts, qui a élu une majorité de gauche comme quatrième porte-parole, a confirmé qu'il n'est pas d'une traversée de courants contradictoires.

Ainsi s'organise le jeu politique, d'une manière encore incertaine, par une série de manœuvres et de contre-manœuvres. Les élections de mars permettront aux partis de préciser leur tactique et leur stratégie.

M. Gaudin exclut tout accord avec le Front national

MARSEILLE

de notre correspondant régional

M. Jean-Louis Gaudin, président (UDF-PR) du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, sous a précisé, dimanche 12 janvier, les raisons pour lesquelles il exclut toute alliance avec le Front national en vue des prochaines élections régionales. Mercredi 8 janvier, il avait affirmé en effet qu'il ne constituerait de majorité de gestion avec qu'il que se soit. Autrement dit, qu'il ne reconduirait pas l'accord tacite qui le liait depuis 1986 avec le Front national. « Je n'entends pas m'allier avec l'extrême droite », avait-il déclaré, et je gouvernerai donc la région avec la majorité relative de l'UDF et du RPR. J'affirmerai, alors, très clairement, mes objectifs. Ceux qui voudront se joindre à moi le feront, les autres prendront leurs responsabilités ».

M. Gaudin avait déjà pris ses distances avec l'extrême droite, mais il n'avait jamais encore fait de propos aussi tranchants. Sa prise de position, explique-t-il, lui a été dictée à la fois par des raisons techniques et politiques. Il fait d'abord remarquer, qu'à la différence de la région de la future région régionale, la région de la future région régionale est soumise à un scrutin uninominal à trois tours. « Le président élu, souligne-t-il, disposera donc, ipso facto, dans le bureau, d'une majorité identique à la sienne », il affirme, ensuite, qu'il ne peut pas « se mettre en contradiction avec la charte de l'Union pour la France », laquelle exclut tout accord de gestion avec le Front national. Il estime, enfin, qu'il n'a pas de « cadence » à faire à l'extrême droite, qui ne lui en fait pas.

D'une part, il faut empêcher M. Juppé de se présenter, auprès de l'électorat centriste, comme le seul véritable rempart contre l'extrême droite. De l'autre, il tente d'enlever toute crédibilité à la thèse de M. Le Pen selon laquelle la droite serait susceptible, dans le cadre de la région, de servir de marchepied au leader du Front pour lui permettre d'être élu président de la région. Le hic étant, reconnaît-il, qu'il n'y a pas de 49-3 dans les assemblées régionales et qu'il lui sera nécessaire de gérer la région avec des majorités « à géométrie variable ». M. Gaudin prend bien soin, toutefois, de ne pas mélanges les deux thèses. Ce qui est valable pour les régionales ne le sera pas, forcément, pour les cantonales.

GUY PORTE

Silences tactiques

Finis, les dérapages volontaires. Finis, les jeux de mots douteux. Finis, les excès de langage. Finis ou suspendus ? Ce n'est pas la première fois que M. Le Pen veut se mettre dans la peau d'un « homme d'Etat ». Il a déjà joué cette composition à l'occasion présidentielle de 1988. Ses fidèles lieutenants ont prétendu qu'il reprendrait le rôle fin 1990 dans le crâne du Golfe. Et voilà qu'en janvier 1992, à deux mois des élections régionales et cantonales, le chef de l'extrême droite se lance, une troisième fois, dans l'aventure nationale.

A l'entendre, les consultations de mars ne sont en elles-mêmes que de second ordre. L'important sera le résultat-prédictible qu'espère M. Le Pen. Ce n'est pas tant le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur que le tremplin électoral personnel représenté par les Alpes-Maritimes qui intéresse le président du Front national. L'ancien député poujadiste s'en cache à peine quand il se présente comme un « général en chef » appelé « à la victoire est certaine ». Pourtant, à vaincre sans péril...

Ses adversaires auront sans doute noté que, dans sa volonté de se donner la carrure dont il rêve, M. Le Pen reste étonnamment muet sur des sujets qui font vibrer son électorat. Avec une tac-

tique un peu gauche, il en a donné deux exemples à « L'heure de vérité », sur l'Algérie et sur Touvier. De l'Algérie, M. Le Pen n'a rien à dire, sinon qu'il regrette l'arrêt d'un processus qui aurait vu le FIS succéder au FLN. De Touvier, M. Le Pen n'a rien à dire non plus, sinon qu'il ne faut pas évaluer des peuples antiques et qu'il est inutile de parler de ce qu'il a été les Français. Cette discrétion intrigante.

La presse quotidienne et hebdomadaire d'extrême droite, qui est dirigée par des membres de l'état-major du « général en chef », est là pour combler, jour après jour, et semaine après semaine, les blancs que M. Le Pen laisse dans son discours. Ainsi, la victoire du FIS était une double aubaine pour le Front national : elle exacerberait la peur de la pression islamique à nos frontières tout en montrant qu'un certain nationalisme intégriste, dont l'extrémisme était patent, pouvait arriver démocratiquement au pouvoir. Quant à l'affaire Touvier, il suffit de lire aujourd'hui ceux qui, sous l'occupation, estimaient que les Juifs étaient punis par ce qu'ils avaient péché pour se convaincre que l'ancien milicien lyonnais ne peut être, aux yeux d'un électeur ou d'un dirigeant du Front national, qu'un innocent.

OLIVIER BIFFAUD

Le conseil national des Verts

M^{me} Dominique Voynet devient co-porte-parole du mouvement

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Le conseil national inter-régional (CNIR) des Verts, à Bordeaux les 11 et 12 janvier, a complété la composition du collège exécutif du mouvement en élitant M^{me} Marie-Françoise Lemaire au poste de secrétaire nationale adjointe et M^{me} Dominique Voynet à celui de co-porte-parole. L'élection de ces deux opposantes à la sensibilité majoritaire chez les Verts, animée par M. Antoine Waechter, avait été repoussée, le 1^{er} décembre dernier, lors de la réunion du CNIR prévue pour le renouvellement des instances dirigeantes.

Le résultat du vote qui est intervenu à Bordeaux a été voté par l'adoption préalable d'une motion visant à réserver à des femmes les postes restant à pourvoir. M^{me} Voynet, animatrice du principal courant minoritaire au sein des Verts, qui ne cache guère son intention d'être can-

didate à la candidature, lors de la prochaine élection présidentielle, face à M. Waechter, a cependant recueilli près de 40 % de bulletins blancs ou nuls, alors qu'elle avait mis en jeu pour le quatrième poste de porte-parole. Le conseil national des Verts a, d'une part, réaffirmé son opposition à tout accord, pour les prochaines élections régionales, avec Génération Ecologie.

J.-L. S.

[Née le 1^{er} mai 1945, à Orléans, M^{me} Dominique Voynet est médecin anesthésiste. Secrétaire générale du groupe Verts au Parlement européen jusqu'en septembre dernier, elle a été députée européenne pendant un mois, en décembre 1991, en remplacement de M^{me} Solange Fernex. Conseillère municipale de Dolé (Jura), elle est tête de liste des Verts dans son département pour les prochaines élections régionales. Lors de la dernière assemblée générale du mouvement, à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), la liste qu'elle conduisait avait recueilli 23,5 % des suffrages contre 35,5 % à celle de M. Antoine Waechter.]

Les Verts obtiennent près de 10 % des suffrages au cours de deux cantonales partielles

Le premier tour des deux cantonales partielles, organisé dimanche 12 janvier à la suite du décès de deux conseillers généraux de l'opposition, a permis aux Verts, absents des précédents scrutins, d'obtenir des scores supérieurs à 9 % des suffrages exprimés, scores qui, semble-t-il, ont été le point de départ du PS dans la Marne et aux dépens de la droite. L'opposition RPR-UDF conserve le siège de Bourges (Marne) en améliorant son score au vote par scrutin à 1988 (+73), mais en perdant 2,88 points de pourcentage. Le Nouvel-Avenir (Aisne), le total des voix recueillies par son candidat d'union et un divers droite représenté 47,32 % des suffrages exprimés tandis que les représentants de l'opposition ont obtenu 58,35 %.

AISNE : canton du Nouvel-Avenir-Thiérache (1^{er} tour). Inscr., 5055; vot., 3225; abst., 36,20 %; suff. expr., 63,80 %. M. Guy Verin, div. d., conc. mn. du Nou-

vion-en-Thiérache, 1248 (40,73 %); M^{me} Yvette Dumant, PS, 894 (29,17 %); M^{me} Bernard Ometak, Verts, 295 (9,22 %); Claude Peronne, div., 246 (8,02 %); Jean-Paul Kuc, div. d., 202 (6,59 %); Jean-Marie Colinas, PC, 179 (5,84 %). Il y a ballottage.

Six candidats postulent à la succession de Jean M... (RPR), élu au second tour avec 7341 voix (59,44 %) contre 1597 (40,55 %) à M^{me} Dumant sur 3938 suffrages exprimés, 5218 inscrits. Au premier tour, 1111 votants ont été les suivants : Inscr., 5219; vot., 3982; abst., 23,70 %; suff. expr., 3813; M^{me} Dumant, 1100 voix (28,4 %); Jean Davoust, 1070 (28,06 %); M. Verrier, div. d., 1027 (26,93 %); M^{me} Pichon, FN, 186 (4,87 %); M^{me} Basquin, PC, 152 (4,01 %); Ration, PCL, 150 (3,93 %); Kuc, div. d., 128 (3,31 %).

En 1988, Michel Préfontaine avait été élu au premier tour avec 3774 voix (61,95 %) contre 1523 (25 %) à M^{me} Françoise Fernandez, PS, 478 (7,84 %) à M. Patrick Bouillon, PC, 273 (4,48 %) à M. Daniel Gracien, FN, et 44 (0,72 %) à M^{me} Marie-Lyette Lège, POE. Il y avait eu 6092 suffrages exprimés et 6231 votants (soit 52,72 % d'abstention) sur 13181 inscrits.]

MARNE : canton de Bourgogne (1^{er} tour).

Inscr., 13 507; vot., 6 692; abst., 50,45 %; suff. expr., 49,55 %. M^{me} Yves Detraigne, div. d., m. de Witry-lès-Reims, 3 850 voix (59,07 %); EUI; Robert Grosjean, PS, 877 (12,84 %); M^{me} Françoise Galasso, Verts, 640 (9,82 %); M^{me} Daniel Gracien, FN, 44 (0,68 %); Patrick Bouillon, PC, 424 (6,50 %); Dany Jouvin, div. g., 321 (4,92 %).

M. Yves Detraigne, maire élu à Witry-lès-Reims, qui bénéficie de la majorité départementale (RPR-UDF), a été élu au premier tour de cette élection cantonale partielle destinée à pourvoir le siège vacant depuis le décès survenu en octobre dernier de Michel Préfontaine (UDF-CDS), maire de Bazancourt.

En 1988, Michel Préfontaine avait été élu au premier tour avec 3774 voix (61,95 %) contre 1523 (25 %) à M^{me} Françoise Fernandez, PS, 478 (7,84 %) à M. Patrick Bouillon, PC, 273 (4,48 %) à M. Daniel Gracien, FN, et 44 (0,72 %) à M^{me} Marie-Lyette Lège, POE. Il y avait eu 6092 suffrages exprimés et 6231 votants (soit 52,72 % d'abstention) sur 13181 inscrits.]

مكتبات الأصل

Rénovation des premiers cycles et remodelage des licences et maîtrises

Le ministère de l'éducation nationale veut réorganiser les études universitaires dès la rentrée 1992

Le ministère de l'éducation nationale devait soumettre pour avis, lundi 13 janvier, au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESR) l'ensemble des propositions sur la rénovation pédagogique des diplômes universitaires, en particulier des diplômes d'études universitaires générales (DEUG) de premier cycle, des licences et des masters. Au total, une bonne soixantaine de projets d'arrêté destinés à remodeler le paysage des filières d'enseignement supérieur.

Cette innovation, dont les grandes lignes avaient été entérinées par le conseil des ministres du 26 juin 1981, vise une simplification des filières de premier et deuxième cycle, l'introduction générale du principe des modules capitalisables, le renforcement des dispositifs d'information et d'orientation des étudiants, l'introduction du tutorat et l'assouplissement des procédures de validation des examens. Le ministre souhaite rendre cette réforme effective d'ici le 1^{er} septembre 1982.

« Fluidité » et « souplesse » des parcours des étudiants : tels sont les deux maîtres mots du projet de rénovation des formations universitaires que devait examiner, lundi 13 janvier, le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNRSER). Dans un texte de présentation de synthèse, M^{me} Francine Demichiel, présidente de l'université Paris-VIII (Saint-Denis) et qui fait fonction, depuis quelques semaines, de directeur adjoint de l'enseignement supérieur au ministre, en présente les enjeux.

Contraint d'accueillir un nombre croissant d'étudiants et de gérer des moyens plus cohérents l'hétérogénéité des parcours antérieurs, des compétences et de la demande des usagers, l'enseignement supérieur est conduit à concilier « deux logiques » : celle de formation orientée par et vers la recherche, celle de la formation destinée à répondre à la demande des usagers et à la société. Et cela ajoute, nous le verrons, à la prise en compte des aspects économiques et sociaux. Et cela ajoute, nous le verrons, à la prise en compte des aspects économiques et sociaux. Et cela ajoute, nous le verrons, à la prise en compte des aspects économiques et sociaux.

Simplification des filières

Cette adaptation des formations supérieures passe par des changements généraux, touchant l'ensemble des formations de premier et de second cycle. Le plus spectaculaire est la réduction du nombre de filières. Il s'agit de rendre le paysage des études plus simple et plus lisible pour les étudiants comme pour les employeurs, et de partir de premiers cycles plus généralistes pour spécialiser progressivement les formations.

Ainsi la quarantaine de **Facultés** d'études universitaires générales (**DEUG**) **entraîne** ramènée à : sciences : mathématiques et applications, sciences de la matière, sciences de la nature et de la vie, technologies industrielles, sciences et techniques des activités physiques et sportives, arts, lettres-langues-cultures et lettres modernes, sciences humaines et sociales, sciences économiques et sociales, sciences juridiques, administration économique et sociale. Quant aux **sciences** et **mathématiques**, il est prévu de réduire à une cinquantaine les quelque deux cent cinquante appellations nationales ou particulières en vigueur aujourd'hui.

Deuxième innovation : la quasi-généralisation du principe des modules capitalisables, depuis l'entrée à l'Université jusqu'à la maîtrise. Seules y échapperaient, à partir du deuxième niveau du premier cycle ou à partir de la licence, les filières juridiques, des sciences économiques et d'administration, sciences économiques et sociales. Moins spécialisées que les actuelles « unités de valeurs », ces modules (de 40 heures à 90 heures d'enseignement selon les disciplines et les niveaux) sont capitalisables, c'est-à-dire

La rénovation des universités françaises est au programme du ministre de l'Éducation nationale depuis son entrée en fonction en 1988. Après avoir longtemps donné le sentiment d'être en sursis, le ministre a décidé, à la rentrée, de lancer une véritable réforme. Le mouvement, bien décidé, semble-t-il, à modifier en profondeur, d'ici à la prochaine rentrée, le paysage des formations supérieures et le contenu des diplômes.

■ vrai que les questions qui assaillent l'Université ne pouvaient pas être étudiées dans l'enseignement supérieur français est-il préparé à ■ l'explosion ■ la population étudiante (plus quatre mille étudiants ■ 1985 et 1991)? Cette pression et l'hétérogénéité ■ les étudiants modifient-elles la finalité des études supérieures? Qu'en sera-t-il demain lorsque la majeure partie des jeunes accédera au lycée et frapperont à la porte de l'université? Comme l'a écrit récemment un universitaire permanent (le Monde du 23 novembre 1981), ces mouvements de masse posent en particulier sur les prochains cycles, submergés sous le nombre et minés par les taux d'échec ou d'abandon.

à dire que les étudiants pourraient garder le bénéfice même s'ils n'ont pas achevé la totalité de leur diplôme.

générale : les étapes, l'accueil et l'aide aux étudiants. C'est dans cet esprit qu'est introduit le tutorat, c'est-à-dire le principe de travaux en petits encadrés par les étudiants de maîtrise, les troisièmes cycle places la responsabilité d'un enseignant-chercheur. Ces tuteurs seraient réunis, de l'ordre de 100 F du ministère, à raison de 100 F par quelques heures par semaine. En outre de nombreuses passerelles sont envisagées entre les différentes formations afin que les étudiants puissent se réorienter si nécessaire.

Quatrième trait caractéristique de la réforme : un assouplissement systématique des conditions de validation des diplômes. C'est-à-dire, qui devraient être obtenus, comme aujourd'hui, par la réussite en plus des épreuves écrites, par la réussite à des épreuves orales attribuées, après délibération, par des jurys chargés d'examiner de façon globale, et non de façon partielle, les travaux comme aujourd'hui. L'ensemble des résultats de l'étudiant. Ainsi les projets d'arrêts précéderont *quel que soit le niveau* l'obtention, en d'autres termes, un recours auprès du président de l'université. En outre, pour chaque enseignant, les étudiants pourraient, dès la séance, solliciter une *évaluation confidentielle* transmise au responsable de la filière. Autrement dit, les étudiants pourront évaluer les enseignants, comme c'est le cas dans les grandes universités d'Europe.

Enfin deux **généralistes** marquent clairement la volonté du **ministère** de **réduire**, à tous les **niveaux**, les coûts de **formation** et de **maintien** de la **chasse** aux **«gaspillages»**. Les **licences** d'enseignement, pour les **tuteurs**, des **DEUG** scientifiques ne pourront passer de 1 100 heures au maximum à 900 heures et les **nouveaux** **étudiants** de licence et de **maîtrise** (entre 1 000 et 1 200 heures) incluent un volume **de travail** explicitement dévolu à la **recherche** (50 heures en licence et 100 heures en maîtrise).

**Premiers cycles
à deux niveaux**

En outre, les formations ne seront
 habilitées par le ministère que si elles
 comptent un nombre minimum
 d'étudiants inscrits : 100 en DEUG,
 50 en licence et 30 en maîtrise, sauf
 exception. A l'exception de disciplines
 rares, on estime en effet au ministère
 qu'il n'est pas possible de maintenir
 des classes de premier ordre trop
 petites. Pour compléter ces
 procédures d'harmonisation régionale
 et pour favoriser une répartition
 plus équilibrée du flux par discipline
 entre les différentes universités.

Si les dispositifs d'information et
 d'orientation existent, soulève le
 ministère : ils sont néanmoins insuffisants.
 C'est pourquoi les universités
 doivent-elles adopter le principe

hec à l'éche

par Gérard Courtois

L'ambition de la rénovation proposée par M. Jospin consiste précisément à faire la guerre à l'échec. Tout doit y contribuer : la réduction du nombre des diplômes, destinée à faciliter l'orientation initiale des étudiants et à éviter des filières trop spécialisées dès le départ ; la généralisation des modules capitalisables qui permettront aux étudiants de conserver l'acquis des formations partielles ; ou encore la nouvelles modalités de validation des diplômes, plus souples et globales.

Mais cet assoupissement général des carcans et des parours ne peut pas manquer de faire naître de nombreux soupçons. N'est-on pas en train, comme au lycée depuis quelques années, d'abaisser le niveau d'exigence requis à l'Université ? protesteront les uns. Cette question ne peut qu'être confor- me, dans les disciplines scientifi- ques, par les réductions d'horaires d'enseignement, en particulier en premier cycle, où la comparaison entre les classes préparatoires aux grandes écoles et les instituts uni- versitaires de technologie est déjà défavorable pour l'Université.

Le ministère aura beau souligner que ces volumes horaires ne tien-

d'une semaine d'accueil en début d'année pour les nouveaux étudiants, suivie par deux périodes d'orientation (notamment à la fin du premier et du second semestre) dont la durée pourra être modulée par les universités « en fonction des disciplines et des caractéristiques des étudiants ».

Pour faciliter l'orientation, outre la réduction du nombre des filières, les premiers cycles seront organisés en deux niveaux de deux ans chacun, permettant une spécialisation progressive. Le premier niveau comporterait six modules et l'obtention d'un « certificat d'études universitaires » (CEU), indispensable pour entrer dans les instituts universitaires professionnels lancés cette année, mais non obligatoire pour poursuivre un DEUG classique. Exception faite du droit, des enseignements de deuxième niveau comporteraient également six modules, axés autour d'une ou deux dominantes.

Enfin, un **diplôme** **premier** cycle, le **diplôme** **universitaires** professionnalisées (DEUP), serait créé pour sanctionner le premier cycle lorsqu'il est effectué dans un IUP. Autre nouveauté : la création, par les **conc** filières **premier** cycle, de DEUG de **technologies** industrielles **pouvant** déboucher sur des licences **maîtrises** de technologie, **dont** l'articulation n'est guère évidente **actuels** instituts universitaires **technologie** **un** IUP.

Licences « recherche »
■ licences libres

En deuxième cycle (licences et maîtres), la cinquantaine d'arrêts de «cadre national» présents au CNRSER par le ministère ont un aspect clair et précis. Il envoie un message facile à comprendre : les étudiants et l'information des employeurs. Les quelque deux cent cinquante appellations actuelles sont ainsi ramené à une cinquantaine : dix en sciences exactes, expérimentales ou sciences de la vie, sept en sciences de l'ingénieur, onze en lettres, langues et arts, quatre en lettres, langues et arts, sept en droit et sciences économiques et administratives.

A l'intérieur de ces appellations, un nombre de « mentions », indiquant une spécialité plus pointue, pourraient être adoptées par les uni-

A l'exception des disciplines juridiques ou économiques, qui conservent le système actuel, des années d'études des licences seraient organisées sous la forme de **capitalisables** : six en droit, deux **en** lettres, deux **en** sciences, deux **en** langues, également **en** assorties à la mention « recherche » lorsqu'elles seraient préparées par un **enseignant par et pour la recherche**. Ces licences pourraient être **mono** ou **bidisciplinaires**. Enfin le ministère introduit la possibilité de présenter des licences « **libres** » composées de **modules** choisis parmi les enseignements d'une université.

ment pas compte du tutorat, chacun sait bien que l'augmentation des effectifs pose de manière de plus en plus aiguë, le problème du **■ ■ ■ ■ ■** l'Etat a pu **■ ■ ■ ■ ■** auprès des collectivités locales les compléments de financement nécessaires à la construction de nouveaux bâtiments, dans le cadre du plan Universités 2000. Il n'a **■ ■ ■ ■ ■** d'autre solution que **■ ■ ■ ■ ■** économies budgétaires pour **■ ■ ■ ■ ■** le fonctionnement d'un système en expansion. Sauf à imaginer une augmentation beaucoup plus **■ ■ ■ ■ ■** du budget **■ ■ ■ ■ ■**

Enfin, ■ grogne des universi-
risque ■ ■ ■ par ■
rapidité du calendrier d'application
prévu. Alors que toutes ■ univer-
sités ■ engagées ■ un pro-
cessus complexe ■ ■ ■
■ leurs relations avec l'Etat, le
■ ■ ■ leur ■ ■ ■ à nouveau
de remettre en chantier leurs forma-
tions ■ ■ ■ diplômés. Le parti
■ audacieux pour un ministre
dont ■ ■ ■ récents changements ■ la
■ ■ ■ du Parti ■ ■ ■ n'ont pas
■ ■ ■ position. A moins que
ce projet de réforme universitaire
n'ait surtout ■ ■ ■ testamentaire...

Selon le rapport annuel de l'ONU

Le trafic et la consommation de drogue sont en plein essor

Selon le rapport annuel de l'ONU, les quelques succès spectaculaires, comme le démantèlement apparent du cartel de Medellín en Colombie ou la liquidation de la BCCI, principale banque à livrer au blanchiment des narcodollars, ne doivent pas dissimuler un bilan accablant de la lutte mondiale contre la drogue : le trafic est en plein essor, la toxicomanie s'accroît, la criminalité liée aux stupéfiants s'étend du terrain.

fois en 1991, des ~~sautes~~ de petites quantités d'héroïne, de ~~cannabis~~ et de LSD ont été effectuées.

En Europe occidentale, en Amérique du Nord, le rapport de l'ONU constate cependant une **diminution** de la **production** de drogues dans certains pays. Ainsi le nombre de **tonnes** d'**opium** aurait diminué d'environ 10 % dans l'Europe de l'Est, le nombre de toxicomanes est tombé à 13 millions en 1990 (contre 15 millions en 1985). Le rapport s'inspire néanmoins de la **tendance** d'un **certain** nombre de **européens** à **perdre** l'habitude de fumer des **cigarettes** illicites : **la** **décriminalisation** de l'**usage** des **drogues** à des **fin** **non** **médicales**. La **production** de la **majorité** des **drogues** **se** **fait** en revanche **extrêmement** **florissante** dans le **Sud** de l'**Asie** (notamment en Thaïlande, comme l'Amérique du Sud, le Triangle d'or (Laos, Thaïlande, Birmanie) ou le Croissant d'or (Afghanistan, Iran, Pakistan), ainsi que le Proche et le Moyen-Orient. Qu'il s'agisse d'**opium**, **cannabis**, de **heroin** ou d'**autres** **drogues** **se** **peut** **devenir** l'**unité** **de** **mesure** **des** **países**.

S'agissant du blanchiment des codollars, le rapport se des nouvelles l'étude un peu partout dans le monde pour empêcher ces pratiques. Mais il critique vivement l'Autriche qui « est toujours le seul pays d'Europe occidentale où l'on puisse déposer anonymement l'argent dans le banque ».

■ Les organisations de trafiquants, ■ avec pessimisme ■ rapport, travaillent en étroite collaboration, ■ disposent d'importantes ressources financières, ■ for- ■ des ■ continuent ■ se livrer dans ■ monde entier à la production ■ à ■ contrebande d'énormes quantités d'héroïne et ■

WALTRAUD BABYLI

□ Les douanes saisissent 150 kilos de cocaïne-buse pure au Havre. — [Les douaniers] auraient saisi, jeudi 7 janvier, 150 [kilos] de cocaïne-buse pure colombienne [cachée] dans les armatures [des] coffres-forts à destination [du] [Luxe]. Aucune arrestation n'a cependant [été] effectuée. La [valeur] du chargement est [estimée] à plus de 1 milliard de francs. Le record de saisie de cocaïne en France est de 471 kilos, sur un volier à Cosne-sur-Loire (Nièvre). Le record mondial a été enregistré le 29 septembre 1989 à Los Angeles avec 20 tonnes de cocaïne saisies.

QUEL AVENIR POUR LA PALESTINE ?

HISTORAMA

De Moïse à Shamir et Arafat, cela fait 3 000 ans que la Terre Promise est déchirée. Après la Conférence de Madrid, **HISTORAMA SPECIAL** est allé chercher, dans un passé d'une extraordinaire complexité, les clés de la paix.

● **La longue marche d'Abraham** ● Qui était Moïse ? ● **La véridique histoire du Temple** ● Titus disperse les Juifs ● **Croisades : fallait-il délivrer les lieux saints ?** ● Un livre culte : **Le Voyage en Terre sainte** ● **Herzl, fondateur inspiré du sionisme** ● Pourquoi les Britanniques en Palestine ? ● **1948 : An I d'Israël** ● Madrid : coup de pub ou vraie amorce de dialogue ?

Un numéro exceptionnel de 164 pages.

HISTORAMA SPECIAL. En vente
chez tous les marchands de journaux - 26 F.

Grâce à des chercheurs travaillant en France et aux Etats-Unis
**Un nouvel espoir pour le traitement
génétique de la mucoviscidose**

Début décembre (le Monde
■ Suisse ■) du 25 décembre 1991), un groupe
franco-américain (qui a réuni
quatre des chercheurs de la publi-
cation de Cell) annonçait dans
l'hebdomadaire britannique N
avoir compris le rôle joué en
tion prolifère par la protéine
CFTR dont la synthèse est assurée
par le gène CF (pour « Cystic

L'aval des autorités éthiques

L'article du *CM* marque une étape importante, peut-être essentielle, dans l'approche thérapeutique génétique. Les chercheurs annoncent en effet le développement d'un virus (de la famille des adénovirus) dans le patrimoine génétique duquel ils ont réussi à introduire le gène *lacZ* du CF. Il s'agit là de l'une des méthodes les plus fréquemment envisagées par les équipes spécialisées dans les

JEAN-YVES NAU

(1) *A transfer of the human Cystic Fibrosis transmembrane conductance regulator gene to the airway epithelium*. Cette publication est signée de M^{mes} MM. Rosenfeld, Yoshimura, Trapnell, Yoneyama, Rosenthal, Deslaurans, Fukuyama, Bargon, Slier, Stanford-Perricaudet, Perricaudet, Guggino, Pavirani, et M^l Ronald Crystal. Ce travail a notamment été soutenu par l'Association française de lutte contre la mucoviscidose et son homologue américaine, la Cystic Fibrosis Foundation.

Un colloque islamo-chrétien à Rouen **L'éducation religieuse pour désamorcer l'intégrisme**

ROUEN

Outre les propos conventionnels sur l'amitié islamo-chrétienne et les

La France, « fille aînée de la laïcité »

Mais on a entendu à Rouen un bon et le moins bon. Ainsi, un haut fonctionnaire tunisien, M. Belkacem Aïfou, a-t-il vanté les mérites d'une école qui soit « un espace du divin », une « école de la foi où la parole de Dieu doit avoir toute sa place dans les programmes d'enseignement », ne craignant pas d'affirmer que ce principe est

Quatre ans après sa création, l'Association pour un dialogue islamochrétien a fait ses preuves comme instance de concertation et comme tribune pour aborder des questions au cœur de l'actualité. Mais derrière sa volonté d'œcuménisme, il ne se cache pas de certaines orientations un peu floues. Il s'agit avant tout qu'elle soit davantage relayée par les hiérarchies religieuses et rejointe par la communauté juive vers laquelle, jusqu'à présent, les appels au pied sont demeurés vains.

H. T

Une étude de l'INSEE

Le « coût » moyen d'un enfant est estimé à 4 100 francs par mois en 1989

Si la présence d'un enfant « revient » à 100 francs par mois, les parents engendrent des millions d'échelle : élever deux enfants coûte 700 francs, élever 11 000 francs » constate l'INSEE. Cependant, l'INSEE dit un « appauvrissement relatif »

Ces indications devraient conduire à s'interroger sur la logique de la politique familiale, qui compte de nombreuses prestations accordées sans condition de ressources mais ne prend guère en compte l'impact sur le budget de l'enfant s'accroît.

J.-M. N.

(1) : [redacted] statistiques, [redacted]

Deux promoteurs immobiliers inculpés et écroués pour le rachat de la tour BP à la Défense

L'inculpation de deux professionnels immobiliers est liée à un scandale immobilier et financier autour du rachat, en 1988, de la tour BP par la Défense. MM. Aubert et Schwartz avaient créé en 1988 une société, la SNC Paul Doumer, qui avait acheté à British Petroleum, pour 50 millions de francs, la tour BP à la Défense avec l'intention de la revendre, l'an-

de la banque de la Saris, la banque immobilière de la banque d'Alsace, 230 millions de francs. Environ 12 millions de francs auraient dû paraître au bilan de la banque immobilière.

Les premiers éléments de l'enquête, cette affaire aurait servi à deux intermédiaires, un agent d'AXA à Ponthierry (Seine-et-Marne), M. Bernard Derycke, et un brigadier-chef de police qui apparaît un lien avec la direction de la sécurité publique de la préfecture de police de Paris, M. Daniel Voiry. Cette somme qui leur aurait été payée grâce à de fausses factures n'aurait fait que transiter sur leurs comptes avant d'être retirée en espèces. Tous deux se sont suicidés le premier en 1980, le second à la veille d'une convocation à la police judiciaire de Melun (Seine-et-Marne) en décembre

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Marchand annonce le lancement d'une opération contre la prostitution au bois de Boulogne

la circulation», a déclaré le ministre qui est l'invité du « Grand Jury RTL-le 10^{ème} », dimanche 12 janvier. Prise en charge par la police, cette opération de « dissuasion » s'accompagnera d'un « contrôle » des prostituées étrangères se trouvant dans le secteur.

A Paris

Nettoyage rapide des cinq stations de métro couvertes de graffitis

« **Catégorie taggers qui expo-**
sent à la vente des œuvres au Troc-
cadéro, à l'Oratoire ou au ministère de
la culture, en tant que ventes d'œuvres
d'art, parisiennes ou étrangères, au
dernier, remarque M. Robert
Jung, directeur du département
lié à la RATP. Une vente d'œuvres
d'art, d'après les signatures des
taggers, ce n'est pas la même chose
qu'une vente d'œuvres d'art. » Chaque œuvre
coûte environ 10 millions de
francs à la RATP pour ses opé-
rations de nettoyage et de pré-
vention — notamment par le gar-

Les surfaces des statues, protégées par des produits qui empêchent les encres de pénétrer les peintures, ont permis d'éliminer rapidement les graffitis. Au printemps dernier, il avait fallu trois semaines pour

biennage terminus -
graffitis. Aujourd'hui seulement
30 % du réseau en moyenne
est couvert de graffiti, contre
70 % il y a un an et demi,
M. Jung.

□ **Manifestation à Rome contre la circulation automobile.** — Le maire de Rome étant revenu sur sa décision d'interdire la circulation automobile les trois premiers dimanches de janvier, plusieurs milliers de personnes, parmi lesquelles un cer-

dinai, vedettes du spectacle
des hommes de lettres ont parti-
cipé, dimanche 12 janvier, le
historique de Rome, à une
réclamant le rétablis-
sement de mesure anti-pollu-
tion. (AEP)

A propos du projet de loi sur l'entrée et le séjour des étrangers en France, actuellement examiné par le Parlement, M. Marchand a considéré que les étrangers vivant en France devaient être traités comme les Français. « Nous devons maintenir les étrangers sans papiers en possession des mêmes droits que les Français », dit-il. « Les périodes de dix jours cherchées à légaliser une pratique administrative existante : « Dans la pratique, les trente jours étaient jusqu'à présent dépassés », a précisé le ministre. Au sujet du droit islamique qui interdit d'ouvrir des portes dans la Nièvre, M. Marchand a insisté qu'on ne pouvait empêcher la création de cette association, ajoutant que ce centre d'enseignement religieux compte aujourd'hui

Le ministre de l'intérieur a enfin déclaré que « le gouvernement, qu'il est composé actuellement, est à fait » et qu'il n'y a pas une équipe gouvernementale « réduite ». Évoquant l'arrivée de M. [] la tête du PS, il a estimé qu'« un coup de fouet était nécessaire » afin de « dynamiser le parti ».

Présentant ses vœux
au corps diplomatique

**« Les Européens
se sauveront ensemble
ou périront ensemble »
déclare Jean-Paul II**

An cours de son traditionnel discours de Nouvel An devant le corps diplomatique, le pape a évoqué, samedi 11 janvier au Vatican, les violences en Yougoslavie : « Ce n'est pas avec des bombes que l'on peut construire l'avenir d'un pays ou d'un continent. » A propos de l'Irlande, il s'est demandé si l'on peut « résigner » cette plaie qui défigure l'Europe ».

Se réjouissant des signes d'espoir nés au Cambodge, en Corée, en Afrique du Sud, en Amérique centrale, et même au Proche-Orient avec la conférence de Madrid, Jean-Paul II a surtout lancé un message aux Européens : « Les murs tombés, ne peut invoquer le manque d'information sur le monde de vie de son voisin pour justifier son indifférence. Ou les Européens se sauveront ensemble, ou ils périront ensemble ».

Il a qualifié de «prioritaire» le dialogue entre juifs, chrétiens et musulmans, surtout pour faire de Jérusalem «un signe et un instrument de paix et de réconciliation». Toutefois, il a regretté certaines discriminations touchant, en pays d'Islam, les chrétiens, «qui n'ont même pas la possibilité d'avoir un seul lieu de culte à leur disposition».

o Cinquième Festival vidéo-psy à La Villette... Le cinquième Festival vidéo-psy, organisé par l'association la Licorne, qui regroupe des enseignants en pédopsychiatrie et des praticiens de l'enfance, se déroulera à la Cité des sciences et de l'industrie (La Villette à Paris, du 17, 18 et 19 janvier, de 12 heures à 22 heures). Au cours de ces trois journées, deux cents films environ seront diffusés. Les projections et tables rondes seront, cette année, consacrées à :

- Précoction médicale assistée ;
- Vidéo-création européenne (vendredi 17) ;
- Banalités (samedi 18) ;
- Figures de l'étranger ;
- Thérapie analytique et corporelle (dimanche 19).

Renseignements : Danielle
onal, tél. 47-83-75-35.

Le Monde
HEURES LOCALES

**Le supplément
consacré à la vie
et aux initiatives
des communes,
départements
et régions**

Chaque Samedi - Date d'abonnement: 1997

CULTURE

ARCHITECTURE

Vitrines d'entreprises

La qualité des nouveaux sièges de Canal Plus, Shell-France et C3D indique peut-être la fin d'une longue léthargie

L'immeuble de Canal Plus, signé par l'architecte Meier, face à la Seine à Paris, le siège de Shell-France, de Valode et Pistre, à Rueil-Malmaison, celui enfin de C3D, puisé à la filiale de la Caisse des dépôts et consignations, qui a confié son siège de Boulogne à Viguer et Jodry, voilà trois bâtiments flamboyants, trois réalisations à des niveaux différents, mais inaugurées avec une simultanéité qui peut contribuer à faire repenser l'ordre des vitrines architecturales.

On a pris l'habitude de considérer notre fin de siècle comme le temps d'une architecture nouvelle Renaissance pour l'architecture. Et cela est vrai, la grâce n'a pas touché la production. Après la culture de l'administration, voici les sièges d'entreprise (à Paris, les lycées, etc.). Un nouveau type de bâtiment, si celles-ci ne se font pas dans un toison économique, laisse espérer un cartouche architectural spirituel et louable.

Il faut se souvenir comment les banques, les bureaux, les fabricants de biscuits ou de pain, même les journaux, ont encouragé la création dans ce domaine. Puis les coups de génie, et même le talent, ont été simplifiés à l'excès, et la culture, le style international a engendré une pauvre copie de ce qui y a de pire. La qualité se réfugie dans quelques bastions, comme la Défense, aux entreprises indifférentes. Faut-il en dire à bon droit, qui laisse, orpheline de la firme, une tour portant toujours son nom.

S'il y a aujourd'hui, il y a bien sûr des quelques précurseurs. Simplifions à l'excès, en disant que, dans la foulée de l'Etat, au cœur duquel s'arçonnait joliment la pyramide, mais délaissée par l'architecture, les administrations puis les entreprises publiques ont commencé à s'écarter de l'alignement. Il faut saluer les efforts de firmes informatiques telles IBM

(souvent avec l'architecte Buffi), Bull (avec Bonnier, Valode et Pistre), ou encore CMA de France, l'hommage immaculé à Meier de Viguer et Jodry, à Saint-Denis. La ville n'est pas limitative. Mais la léthargie architecturale fut longue pour les entreprises. Il se sera écoulé un siècle de la construction, boulevard Haussmann, du siège de la Société générale, une grande œuvre, et la consultation sophistiquée que la banque a organisée pour dépasser, près de la gare d'Austerlitz. On en attend la concrétisation, l'image de la Canal Plus.

Indécrottable de transparence

A l'angle du quai André-Citroën, de la rue des Cévennes, offrant à la Seine un « front » d'une inhabituelle décadence, l'immeuble de la chaîne cryptée 22 000 m² utiles, à la hauteur dérangeante, définitif, d'un Picasso ou d'un Matisse, même musée, même quand la peinture n'est pas la meilleure de l'œuvre. Même imparfait dans l'ordre de Meier, dans la mesure où l'on peut y ressentir les contraintes réglementaires de la ville, la signature en est évidente, lumineuse. Blanc ou transparent le jour, lumineux la nuit, une lampe de poche à presque indécrottable de transparence la nuit, il y a une subtilité, une perfection, un léger écart, une discrétion, sa discrétion aussi, quelque chose du dialogue.

On n'y voit pas comme dans un moulin. Le public n'aura sans doute à connaître que les studios, d'ailleurs pour une part sous-sol, dans une aile perpendiculaire au fleuve, et dont on laisse la silhouette à son tour de l'image le soin d'apprécier la valeur. Mais elle est allée, même écartée par un toit en forme d'aile d'avion, le motif parfois de l'architecture contemporaine, mais qui, au-delà de ses justifications techniques, et en raison même de ses proportions limitées, apporte une manière d'équilibre, un côté court. Le bâtiment, une petite d'habitation, purement acceptée ou à tout le moins formelle

comme des pare-soleil (au nord-ouest), ou la grande fenêtre qui encadre le ciel, lucarne gratuite qui se fait en miroir sur l'écran au symbole.

Tous ces éléments décoratifs de l'architecture contemporaine, ces pilastres ou corniches représentatives pour les classiques. En-dehors de la façade, l'organisation des espaces dissimule la fonctionnalité derrière le luxe de l'espace, et un jeu de détails d'autant plus riches que les espaces sont plus sobres, les lignes inspirées du Bauhaus et de la simplicité du style.

Canal Plus pouvait se payer Meier, architecte américain qui est aussi l'un des maîtres d'œuvre les plus célèbres du monde. Shell-France, qui a choisi d'offrir à son employé le siège de Paris à Rueil, un refuge de 100 000 m² utiles, a fait appel à un tandem français, Valode et Jean Pistre, qui, dans un registre différent, prouve ici encore une efficacité tranquille.

Une exigence du maître d'œuvre, l'addition de chaque détail, la conception de chaque élément poussée aussi loin, en termes de formes et de matériaux, que le temps et la fortune du maître d'ouvrage le permettent. La démarche est urbaine, elle accumule la poésie au lieu de la faire exploser.

La démarche de Viguer et Jodry pour C3D (27 000 m²) est pratiquement l'inverse de celle de Valode et Pistre (encore que ces derniers, on le verra à l'usine L'Oréal, ont aussi produit des gestes augustes). Une forme simple, le cube, le balnéaire les questions trop complexes, qui se résoudent d'instinct dans la solution trouvée. Deux angles ont été biseautés pour définir les entrées. Le cœur a été évité pour créer un grand atrium, qui, selon les cultures, fera sonner le vieux nom de la Société générale ou à tout le moins d'immeuble américain, de la firme Ford ou des hôtels Hyatt. On oublie donc quelques détails moins soignés (on n'est pas

filiales. A l'intérieur, les parois sont hiérarchisées, et l'on se repère aisément grâce, notamment, à la présence, partout, de l'élément extérieur.

La réputation professionnelle de Valode et Pistre est d'égale, jusqu'à un nouvel ordre, que leur éloignement du végétarisme. Leur démarche est réuse, pragmatique, attentive. Les formes ne sont pas formelles, ni hiérarchiques. Elles sont formelles, mais elles sont commanditaires de l'entreprise, des fonctions, des rapports. Aussi, là où un Nouvel, par exemple, produirait des solutions aux allures d'institutions, brillantissimes parfois, pures ou d'autres occasions, à un Chemetov cherchera des équivalents simples, qu'il fera brutalement, à d'autres moments des métaphores poétiques de la ville, à la ville, Valode et Pistre édifient leurs projets comme l'expression résiduelle de réseaux complexes, d'interférences entre des fonctions ramifiées.

Une forme en naît qui est l'addition de chaque détail, la conception de chaque élément poussée aussi loin, en termes de formes et de matériaux, que le temps et la fortune du maître d'ouvrage le permettent. La démarche est urbaine, elle accumule la poésie au lieu de la faire exploser.

La démarche de Viguer et Jodry pour C3D (27 000 m²) est pratiquement l'inverse de celle de Valode et Pistre (encore que ces derniers, on le verra à l'usine L'Oréal, ont aussi produit des gestes augustes). Une forme simple, le cube, le balnéaire les questions trop complexes, qui se résoudent d'instinct dans la solution trouvée. Deux angles ont été biseautés pour définir les entrées. Le cœur a été évité pour créer un grand atrium, qui, selon les cultures, fera sonner le vieux nom de la Société générale ou à tout le moins d'immeuble américain, de la firme Ford ou des hôtels Hyatt. On oublie donc quelques détails moins soignés (on n'est pas

ça dans le luxe de Canal Plus et de la Shell) et la façon hasardeuse disproportionnée dont le sol de l'atrium a été organisé.

Une équation à quatre paramètres

La problématique de l'immeuble d'entreprise n'est pas nouvelle en France, elle suscite déjà le commentaire depuis deux ou trois ans (1). A l'heure des délocalisations, après celle de la décentralisation, les nouvelles questions se posent aux maîtres d'ouvrage, aux architectes, comme aux maîtres des lieux. Le ministère de l'équipement a donc décidé d'organiser un colloque international les 25 et 26 janvier prochains à Paris (2). Pour nombre d'entreprises françaises, l'architecture du siège est une tentation, méchante, mais elle pourrait faire office d'un séminaire de formation.

Entre la Société générale ancienne et son nouvel enthousiasme, c'est bien un dialogue qu'on aura en effet attendu pour comprendre l'architecture d'une entreprise, quelle qu'elle soit, une équation complexe où quatre paramètres au moins doivent être pris en compte, sans l'un desquels l'édifice perd de son efficacité : une fonction, une image, un lieu et une population spécifique. Autrement dit le siège d'une entreprise pétrolière qui choisit de s'installer au Japon de façon à cohabiter dans les mêmes immeubles de bureaux, impersonnels et théoriquement fonctionnels, mais qui de la même future des bureaux, du développement, du développement de la firme, ou au contraire de la réduction d'effectif. A la notion d'architecture de l'entreprise, on peut ajouter le principe de l'immeuble

dit « prestige ». Economiquement, le prestige est resté insupportable, la culture architecturale française, ce qu'elle est, les bailleurs de fonds, les promoteurs et les directeurs d'entreprise étant d'autre part ce qu'ils sont, cette idée de bureaux passe-partout, camouflés ou non sous l'étiquette du prestige, conduisait, et conduit, au choix de la plus universelle possible.

Encore faut-il préciser qu'il y a un dialogue et médiocrité, les points communs de l'une et de l'autre étant la recherche d'un consensus, une lueur justement dite « de façade », et une terrible capacité à copier ou à s'inspirer d'architectures réussies, pour les trahir, les caricaturer, les trahir. Car la médiocrité architecturale, qui à une sorte de conscience infuse d'elle-même, cherche volontiers à se déguiser.

Comment, dans ces conditions, en vouloir à un chef d'entreprise qui voyage souvent aux Etats-Unis ou au Japon de croire en l'originalité et en la qualité du Ponant, déclinaison hasardeuse du cube maquillé de verre réfléchissant, ou en celle des projets de la nouvelle Défense, dus à la SARI, flanquée des architectes Andrak et Parat, Castro ou Kurokawa ? Encore moins, avec ses derniers, au meilleur de la médiocrité, à quelle école appartendra l'immeuble de la TF1, encore en construction, située une boucle de la Seine et dont on s'attend à voir, dans un jour revendiquer une signature ?

FRÉDÉRIC EDELMANN

(1) Marc Lussac, « Mille Milletoires, Immeubles de bureaux », Ed. du Moniteur, 120 p., 200 F. Voir également Lussac, chez le même éditeur.

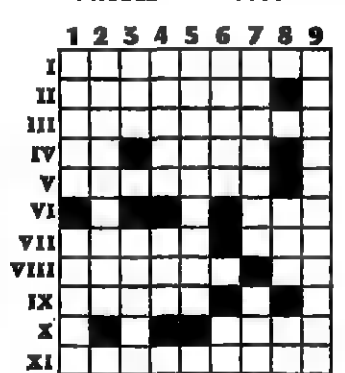
(2) *Territoires et architectures* l'ouvrage organisé par le programme Cite-Projet, du plan construction et architecture (ministère de l'équipement), le 30 juin en région, du 1^{er} au 3 juillet à Paris. Secrétariat et coordination scientifique : M. Feiler, 17 bd, rue Richard-Lenoir, 75011 Paris. Tél. : 40-34-20-10. Fax : 40-34-20-17.

o Succès pour les débuts de la tournée de Paul Simon en Afrique du Sud. - Les deux premiers concerts en Afrique du Sud de Paul Simon ont lieu, samedi 11 et dimanche 12 janvier à Johannesburg, sans incident ni dépit des menaces proférées par deux organisations antiracistes, l'AZAPO et l'AZAYO

(le 11 et 12 janvier), mais ont connu un succès mitigé. Samedi, environ 10 000 spectateurs sont venus entendre le chanteur américain au Ellis Park et applaudir Myriam Makeba. Le dimanche, 30 000 spectateurs ont assisté à la performance de Paul Simon et ses musiciens. Les spectateurs noirs ne sont pas plus de quelques centaines. - (AFP, AP)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5693



HORIZONTALEMENT
I. Des hommes qui respirent le grand air. - II. Qui a fait trop de dépenses. - III. Facilement emporté. - IV. Conjonction. Un mot qui se trouve à la fin d'une phrase. - V. Attirance pour l'autre. - VI. Surnom d'un proverbe. - VII. Un mot ancien. Est parfois utilisé. - VIII. Un mot qui se trouve à la fin d'une phrase. - IX. Participe à l'origine des grandes villes. - X. Apporte un message provisoire. - XI. Lieu à Laon, camus en Bretagne.

VERTICALEMENT
1. Un pays où l'on fait des

crêpes. Ne fut pas le seul à faire. - 2. Pas commun. - 3. Un beau pays. Un mot du hering. - 4. Un mot du pêche. Tourné sans faire de bruit. - 5. Difficile à gagner. - 6. Champ de manœuvre. Interjection. - 7. Mot qui dans un golf. Ne conserve pas. - 8. Est difficile à plaquer. Article. - 9. Empêche de travailler.

Solutions du problème n° 5692

I. Mannequin. II. Inouï. III. Mère. IV. En. V. Sire. VI. Sire. VII. Etalagiste. VIII. Era. IX. Gin. X. Dodone. Oisive. XI. Bise. Enlevé. Assurés. Éites. XIII. Urus. Oc. XIV. Bue. Apis. XV. Élimé. Élimé. Us.

1. Ministres. Barbe. 2. Aerie. 3. Us. 4. Entendeur. 5. Era. Ta. 6. Rusé. 7. Indulgences. 8. Ion. Ligne. Escopé. 9. Nis. Lal. Non. Cl. 10. Versé. 11. Pelé. Éta. 12. Irou. 13. Et. La. 14. Dépenallé. Vu. 15. Éa. Aspes.

GUY BROUTY

THÉÂTRE

Sans domicile fixe

Une vision violente et belle de l'héroïne furieuse de Sophocle

ELECTRA

de Bobigny

« Que de fois vous avez entendu les lamentations, que de fois vous m'avez vu frapper la poitrine en sang ». L'Electre de Sophocle est d'une incroyable impudeur, elle a une façon sans pareille de se livrer tout entière, corps et âme, à ses proches et à nous, spectateurs, avec une telle impudeur, involontaire, contrainte, est immédiatement « éléctre » en scène dans le costume étonnant qu'a conçu pour elle Hildegard Bechler : une robe noire et longue, déchirée, qui laisse entrevoir par instants la courbe d'un sein, l'ombre du sexe, la pâleur d'un corps meurtri par les coups d'une mère assassine comme par les blessures que l'héroïne s'est elle-même infligées.

L'Electre de Fiona Shaw imaginée par Deborah Warner est la sœur des sans domicile fixe, celle qui dort depuis des années sous les remparts d'un palais d'où on l'a chassée. Celle qui, livrée à elle-même, pleure, crie, pleure, quelquefois debout, souvent assise ou couchée à même le sol. Celle qui ne se nourrit que des restes d'une maison opulente. Celle qui s'abreuve d'un fillet d'eau, plus ou moins claire, récupérée d'une cité désormais interdite. Electre, princesse nue.

Et si pour une fois les costumes tenaient la vedette d'un spectacle ? Cela n'arrive que rarement. Il y faut évidemment de grands interprètes que seuls quelques « grands » parviennent à magnifier, James Kolos, Franca Squarapino, Jacques Schmitt. Ajoutons donc à cette courte liste le nom d'Hildegard Bechler, décoratrice et costumière née à Stuttgart qui vit et travaille à



Fiona Shaw dans « Electre »

Londres, familière du metteur en scène anglais Deborah Warner. La robe qu'elle a conçue pour Electre est la plus juste que l'on puisse imaginer. Cette remarque vaut pour l'ensemble de la production.

L'entrée en scène de Clytemnestre (Sheila Gish), régicide adultère, dans sa robe drapée rouge, emprunte aussi bien à l'imagerie classique qu'à un music-hall de pur fantasme, au style de la production. D'autant que son corps est nu, elle tient encore à cette ambivalence. La tête au pied, c'est un incroyable jeu de scène.

L'apparition de Chrysothémis (Susan Colverd) - la fille qui a choisi la soumission aux maîtres indignes du palais - est, elle, d'une

ironie féroce. Le public anglais, qui a fait un triomphe cet hiver à cette production de 1987 de la Royal Shakespeare Company ramassée grâce au partenariat de la Maison de la culture de Bobigny et la productrice Thekla Holt, aura noté d'emblée la distance amusée qu'a prise Hildegard Bechler avec le personnage.

Elle a habillé d'un gros drap vert la princesse qui, du coup, ressemble plus à une péquenaude un peu naïve qu'à la digne descendante de son père, Agamemnon. Le public français pensera peut-être, lui, à une Béatrice déportée à Mycène. On aurait tort de croire que cette Electre est gratuite, ou abusive. Car tout l'art de Sophocle est dans cette ironie-là. Ne voulait-il pas décrire et dénoncer dans Chrysothémis la

société « moyenne » de ses contemporains et magnifier ainsi les justes fureurs d'Electre ?

Rarement on était allé si loin dans le radicalisme de la lecture des personnages, comme dans leur mise en scène et dans leur interprétation. Rarement on aura porté si haut la voix d'une femme excluse, de sa famille, de son rang, de son être. Dès son entrée en scène, Fiona Shaw est la plus juste Electre que le théâtre puisse inventer. Son niveau d'engagement est tel qu'on se dit que, non, c'est impossible, elle ne va pas tenir. Et elle tient, et elle bouillonne. Au moment des retrouvailles avec son frère Oreste - qu'elle croyait mort, et avec lui tous ses espoirs de « rédemption », - son Electre se reconstruit pas à pas, comme un nouveau, mais se réfugie dans la folie. Ce parti risqué est tenu de manière irréprochable.

Ses partenaires, à l'exception d'un Oreste un peu pâle (John Lynch), jouent la même partie. Ils le doivent aux dispositions prises par Deborah Warner, qui signe à nouveau une mise en scène de haute volée. En plan large, le chœur des femmes de Mycène et les dialogues des humains. En gros plan, en pied des spectateurs, dans un cercle de pierre qui tient de l'autel sacrificiel, le dialogue des héros avec les dieux et leurs monologues intérieurs. C'est simple comme bonjour. C'est beau comme cette vision violente de la tragédie de Sophocle.

OLIVIER SCHMITT

► Maison de la culture de Bobigny. Du 14 au 25 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 h 30. Spectacle en langue anglaise. Durée 1 h 30. Tél. : 49-31-11-45.

Maison des Arts du 10 janvier au 16 février

LE RETOUR DE CASANOVA

D'ARTHUR SCHNITZLER
MISE EN SCÈNE
ARLETTE TEPHANY

49-80-18-88

du 10 janvier au 22 février

ATHÈNES

Schnitzler

MADemoiselle ELSE
mise en scène de Benjamin Korn
avec Dominique Valentin

47.42.67.27

مكتبات الأصل

CULTURE

MUSIQUES

Le choc des titans

Sony Music intente un procès à Deutsche Grammophon
Leonard Bernstein est au centre des débats

Le combat que se livrent les grands labels de disques pour s'attacher les services des chefs de la musique classique vient de franchir une nouvelle étape : l'action en justice. Par Sony Music (ex-CBS) à l'encontre de Polygram, propriétaire de la marque Deutsche Grammophon. Siège nommé à la direction de Sony Music, en 1988, Jacques Bresson, qui occupait auparavant des fonctions similaires chez Deutsche Grammophon, avait d'ailleurs d'emmener à sa suite quelques vedettes de l'étiquette jaune. Mais il n'avait rien récupéré de la part de Sony Music.

Cette fois-ci, la guerre a pris un grand jour. Le chef d'orchestre et compositeur Leonard Bernstein et le compositeur Leonard Bernstein ont été confrontés par la publication, par Deutsche Grammophon, d'un double disque compact de la *Huitième* et de la *Dixième Symphonie* de Gustav Mahler enregistrées en public lors de concerts dirigés par le chef américain à la tête de l'Orchestre philharmonique de Vienne, en 1974 et en 1975. A l'époque, Bernstein était lié, pour une année encore, par un contrat d'exclusivité avec CBS (la marque fut rachetée entre-temps par Sony). Ce contrat précisait que

Bernstein ne pouvait, au cas où il ne renouvellerait pas, réenregistrer pour la 31 décembre 1988, pour une firme différente, une œuvre mise en boîte pour CBS. L'affaire suit son cours. Elle pourrait interdire la réédition du document.

Il y a à l'origine Deutsche Grammophon avait publié en 1978, deux ans, donc, la *Huitième* (qui) une intégrale des symphonies de Beethoven enregistrée lors de concerts publics à Vienne, la même Philharmonie de Vienne. CBS n'avait pas empêché la publication. L'éditeur avait pourtant les mêmes œuvres à son catalogue, enregistrées avec la Philharmonie de New-York au cours des années 60. Bernstein avait d'ailleurs pu se libérer, en 1966, de son contrat pour un disque Mozart-Vienne publié par Decca et, quelques années plus tard, pour une *Carmen* de Bizet publiée chez Deutsche Grammophon, un éditeur pour lequel il avait planifié l'intégrale des symphonies de Mahler qu'il ne put achever avant sa mort. Il ne lui restait précisément que la *Huitième* et la *Dixième Symphonie* à mettre en boîte pour mettre un terme à son projet. Sony va publier, cette année, une grande collection de cent dix CD qui comprendra son enregistrement intégral des symphonies de Mahler. Tient-il à être le seul à détenir un cycle Mahler complet par un chef dont le nom est indissolublement lié à ce compositeur ?

Une autre polémique, plus fomentée, vient de naître au sein même du groupe Polygram (Philips, Decca, DG) entre l'étiquette jaune et Decca. L'éditeur allemand publie, en effet, un coffret de deux disques compacts regroupant des enregistrements publics inédits de la Philharmonie de Vienne. Il l'a qualifié, dans ses publicités, d'« édition officielle », avec l'accord des musiciens de l'orchestre autrichien (2). Ce qui n'est pas du goût de Decca qui, le même mois, réédite un coffret d'enregistrements de studio connus de longue date, capés durant les quarante années où l'éditeur britannique s'était assuré l'exclusivité des enregistrements du prestigieux orchestre et celle de l'utilisation de la célèbre *Sinfonietta*, inséparable du son viennois sur disque (3). Le différend se situe cette fois sur le terrain du marketing. Le mot « officiel » peut faire la différence sur le plan des ventes.

■ Prix Maurice Fleuret. — Pour la seconde année consécutive, le jury du Prix Maurice Fleuret, composé de Jacques Louchamp, Henry-Louis de La Grange, Marcel Marat et René Stricker, vient de proclamer son grand prix du disque. Quatre enregistrements ont été distingués : *Les Moutons amoureux* de *Les VII* de Claudio Monteverdi, par The Consort of Musicke dirigé par Anthony Rooley (Virgin); l'anthologie des œuvres pour piano de Chopin par Alfred Cortot (EMI); *Apollon musagète*, le *Concerto en ré* et la *Cantate d'Igor Stravinsky*, par Kenny John Aler, l'Orchestre de chambre de Stockholm, les Chœurs et l'Orchestre London Sinfonietta dirigés par Esa-Pekka Salonen (Sony Music) et les *Sept-quatre Préludes et fugues pour piano* de Dimitri Chostakovitch, par Tatiana Nikolajeva (Hyperion).

Se conformant aux règles qui régissent les rapports entre maisons de disques, Deutsche Grammophon a pris les devants en demandant aux différents éditeurs concernés l'autorisation de faire porter ses couleurs à des chefs d'orchestre (Scharicht, Klemperer, artistes EMI et Decca; Walter, artiste CBS, Kleiber, artiste Decca) présents dans ce coffret commémoratif d'un intérêt exceptionnel. L'éditeur d'autre part, la publication d'un album de deux CD regroupant les interprétations de treize chefs d'orchestre qualifiés « légendaires » qui ont marqué la maison. Ils interprètent des valses de Strauss, la Philharmonie de Vienne (4).

Malgré ces polémiques, les albums ont obtenu les raisons du monde de danser la farandole : ces vingt-huit disques sont des documents irremplaçables, ils sont au service de la direction d'orchestre.

ALAIN LOMPECH

(1) *Symphonie et Adagio de la Dixième Symphonie* de Mahler, par Leonard Bernstein; 2 CD Deutsche Grammophon 433 335-2.

(2) *L'Orchestre philharmonique de Vienne, l'édition officielle de 138 années* : œuvres de Mozart, Beethoven, Brahms, Schubert, Bruckner, Schoenberg, Richard Strauss, Mahler, dirigées par Clemens Krauss, Hans Knappertsbusch, Carl Schuricht, Walter, Wilhelm Furtwängler, Richard Strauss, Otto Klemperer, Herbert von Karajan, Karl Böhm, Leonard Bernstein, Erich Kleiber et Claudio Abbado; 12 CD Deutsche Grammophon 433 321-2 (disponibles séparément).

(3) *L'Orchestre philharmonique de Vienne, 130 années* : œuvres de Beethoven, Brahms, Schubert, Schumann, Mendelssohn, Haydn, Mozart, Wagner, Richard Strauss, Bruckner, Mahler, Wagner, dirigées par Clemens Krauss, Erich Kleiber, Hans Knappertsbusch, Franz Reiser, Hans Knappertsbusch, Franz Reiser, Hans Knappertsbusch, Zoltan Kocsis, Lorin Maazel, Leonard Bernstein, Claudio Abbado, Willy Boskovsky, Herbert von Karajan, Karl Böhm, Christoph von Dornau et George Szell; un coffret de 12 CD Decca 433 334-2.

(4) *Le Coffret des valses*, direction : Claudio Abbado, Karl Böhm, Wilhelm Furtwängler, Willy Boskovsky, Herbert von Karajan, Erich Kleiber, Hans Knappertsbusch, Clemens Krauss, Joseph Stry, Lorin Maazel, Zoltan Kocsis, George Szell et Bruno Walter; 2 CD Deutsche Grammophon 433 335-2.

La Chine au fil de la cithare

Un virtuose du qin apporte la musique chinoise sur la scène européenne

LI XIANG-TING
Théâtre de la Ville

Confrérie de lettrés, pour qui la poésie, le jeu de go, la calligraphie remplissent un rôle d'égale importance, les nombreux joueurs de qin de Chine populaire entretiennent avec l'instrument des liens d'intimité passionnée, alimentée par des rencontres entre initiés. Interdit pendant quinze ans par la Révolution culturelle, le longtemps associée au confucianisme, cette délicate cithare à cordes sur du bambou laqué et deux mille ans d'existence — surprend par la simplicité de ses timbres, sa complexité. Un univers à lui tout seul où « l'interprétation la plus sincère d'une pièce n'est jamais que l'idée (au sens platonicien) d'une musique qui l'essence se situe au-delà du son, dans l'actualisation de la méditation et l'inter-

prète » (1). Certains lettrés adeptes du qin n'estiment pas nécessaire d'en montrer les subtilités devant un public « sourd », trop au fait de l'art des équilibres. Ce n'est pas l'opinion de Li Xiang-Ting, né en 1940 à Mandchourie, professeur au Conservatoire central de Pékin jusqu'en 1988, et maître du qin à choisir de vivre à Londres. Pour y travailler d'autres musiciens, pour y travailler d'improvisateur, donner un élan à la musique chinoise en Occident, et en particulier au qin, Li Xiang-Ting a publié ses premières partitions, les plus de huit mille ans d'âge, la seule en son genre, la musique traditionnelle par tradition orale.

Venu une première fois, en 1986, dans le cadre du festival d'automne en compagnie du grand joueur de pipa (luth à quatre cordes) Lin Cheng, Li Xiang-Ting est pour le moment à la Ville

un programme d'une quinzaine de pièces, dont plusieurs extraits du recueil *Partitions secrètes et merveilleuses (Shenqi)* établi en 1425 par le prince Zhu Quan. Un poème, en forme de poème, de flûte xiao et de chants, seuls dans l'atmosphère, basse intensité sonore du qin, que le glissement des doigts du pério animent d'un souffle étrange.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) In *Musique chinoise*, François Picard, Ed. Minerve, 1991, 215 F.

■ Lundi 11 janvier à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. ■ écouter : *L'art du qin*, Li Xiang-Ting, CD Ocora C580001. ■ Jaune, musique instrumentale CD Audible-Ethnic 19787.

PATRIMOINE

La résistance des « Anges »

Ministère de l'équipement et artistes font face dans l'affaire du couvent des Récollets

Depuis le 14 juillet 1991, un groupe d'artistes occupe l'ancien couvent des Récollets, près de la rue de l'Est. Menacés d'expulsion par le propriétaire de l'équipement, actuel propriétaire de l'endroit, les « Anges des Récollets », comme ils se nomment eux-mêmes, ont attendu dans l'inquiétude le 15 octobre, date au-delà de laquelle ils espéraient bénéficier du traditionnel marché d'hiver (le *Marché* du 15 octobre 1991). C'est ce qui s'est passé, si bien que les artistes d'un groupe singulier ont résisté sans cesse jusqu'au 15 mars, date de reprise des expulsions, pour convaincre l'équipement de ne pas vendre le bâtiment comme il l'avait prévu, arguant du fait qu'il était des bâtiments du XVII^e siècle.

Le projet de sauvetage mis au point par les « Anges » se veut tout à la fois patrimonial et exploratoire. Patrimonial, puisqu'ils se disent à réhabiliter le lieu, vent, dont la chapelle est un escalier sont classés, à retrouver les anciens espaces, de grandes salles lumineuses qui ont été défigurées par les aménagements successifs et à en faire valoir la valeur et la monumentale charpente qui les couvre — ce qui assurément vaudrait mieux que de les détruire. Exploratoire puisqu'ils se proposent d'y créer des ateliers, un espace d'enregistrement et, plus original, un forum baptisé « Carrefour des disciplines » où physiciens, biologistes, mathématiciens, artistes et philosophes se rencontreraient. Il existe un programme de rencontre, fixé au 26 janvier au mois de juin.

Les arguments en faveur de ce projet ne manquent pas : le dixième arrondissement est, en

matière culturelle, l'un des plus démunis de Paris; les ateliers manquent dans la capitale, où les jeunes artistes ont de plus en plus mal à travailler; la raison de la cherté des loyers; les lieux de rencontre intellectuelle n'y pullulent pas non plus.

Il faudrait cependant, pour ce plan aboutisse, qu'il reçoive le soutien du ministère de la culture, qui passe pour point très hostile, qu'il trouve les moyens de son financement, autrement dit des mécènes. Il faudrait encore que l'équipement fasse preuve de plus de souplesse et admette que l'affaire des Récollets peut se régler simplement par l'application d'une loi de justice.

PHILIPPE DAGEN

"Le Concert d'un Soir"
de

BERNARD
LAVILLIERS

AVEC FRANCIS ZEGUT LUNDI 13 JANVIER À 21H

RTL

Pal

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Afrique : recoudre le ciel et la terre

Le développement doit concilier les valeurs traditionnelles et la gestion moderne

LA Banque mondiale, d'après la Banque mondiale, se maintient à un niveau élevé pour quarante-cinq pays d'Afrique noire, malgré les diverses opérations de réajustement et d'annulation. En 1990 - dernière année pour laquelle des données complètes sont disponibles - la dette publique des pays subsahariens a été annulée à hauteur de 5,9 milliards de dollars, tandis que l'aide au développement représentait 17,3 milliards de dollars, soit 10 % de la production régionale.

Malgré ces efforts, l'endettement du continent a augmenté de 12 % en 1990, mais de 1,3 % seulement l'année passée, pour s'élever à 175,8 milliards de dollars. Le rythme d'augmentation a nettement ralenti, l'Afrique est la partie du monde la plus pauvre au regard de son produit intérieur brut. Et la situation risque de se détériorer en raison de la fois des nouveaux emprunts contractés après des créances publiques, des réajustements d'intérêt et de la faiblesse des exportations.

Une dimension culturelle

Toutefois la réalité du continent noir pas plus que son avenir ne sont enfermés dans ces chiffres au-dessus inquiétants. Car en Afrique, les entreprises continuent de vivre et même de réaliser des profits. Dans son rapport de 1990, le CIAN (Conseil des investisseurs français en Afrique), dirigé par Jean-Pierre Prost, a établi un diagnostic équilibré à propos des firmes tricolores établies de France dans la Méditerranée :

« Au Maghreb, elles sont bénéficiaires dans une quasi-totalité ; en zone subsaharienne, les bénéfices sont bénéficiaires. 55 % de nos affaires sont confrontées à des problèmes de renouveau, fermement défavorables. Le bilan français s'est maintenu à 85 %, et le rendement de fer-

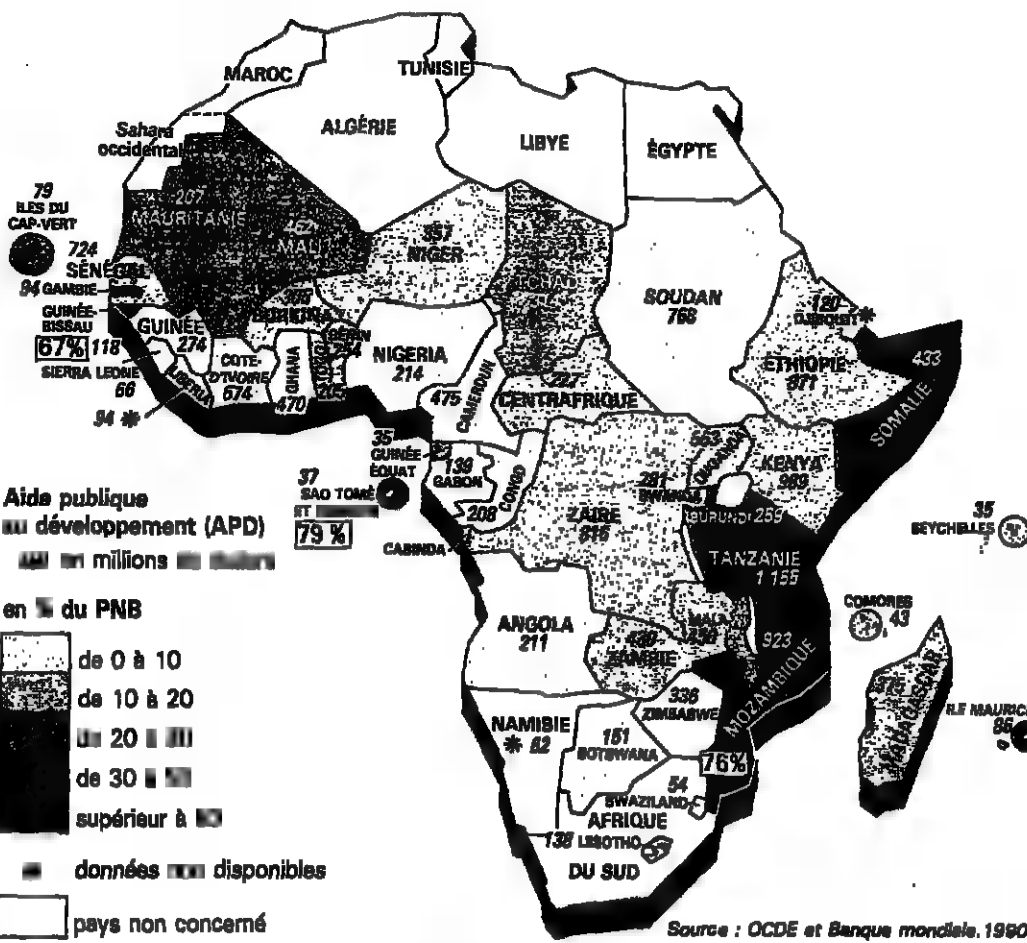
meilleure s'est amélioré. Deux cents sociétés se sont retirées depuis 1985, seize cents sont restées. »

Commentant une récente étude de la Banque mondiale sur les « ressorts psychologiques des décisions économiques en Afrique » (1), l'ancien haut fonctionnaire sénégalais Mamadou Dia insiste sur la vitalité du secteur informel, par opposition au secteur « moderne », c'est-à-dire régi par des règles de fonctionnement et de gestion. « La réussite de la plupart des micro-entreprises du secteur informel, pourtant aux prises avec un environnement hostile et privées de toute aide de l'Etat s'explique avant tout par leur aptitude à concilier les valeurs sociales et culturelles de l'Afrique avec la nécessité d'efficacité économique. »

L'intérêt d'une telle approche consiste d'abord à intégrer la dimension culturelle des phénomènes économiques africains, à ne plus considérer cette liaison ancestrale entre la population, les objets et le surabondant comme un élément neutre, voire un obstacle, à la diffusion du progrès technique ou des réformes institutionnelles. « La culture n'est pas un mythe, elle se mesure au renforcement des liens qu'elle entraîne au sein du groupe », explique ainsi Mamadou Dia.

Dès lors, l'efficacité des programmes de développement valorisant la promotion individuelle, le profit personnel et l'esprit d'entreprise est fortement compromise par cette tradition communautaire. En conséquence, « la réussite économique ne s'accompagne pas d'une mobilité sociale ascendante. En fait, la réussite sociale en dehors du groupe peut conduire à l'exclusion », ajoute le représentant de la Banque mondiale. « On dit-on pas qu'un Africain capotant dans fortune s'est fait un ennemi ? »

C'est une dominante africaine de cette priorité traditionnelle et prioritaire collective, cette mentalité de surabondant des choses, sur un territoire



La dépendance

Il s'agit de l'aide publique au développement accordée par les pays de l'OCDE, les pays africains et les organisations multilatérales.

L'écrivain congolais Soyas Labou l'a pu à un jour de la terre et le terre se reconstruit. Comme l'explique encore Mamadou Dia : « L'histoire des continents noirs et ethniques prend généralement le pas sur ce que l'Etat peut déclarer objectif national. » Que dire alors d'un programme « onusien » lancé depuis Washington, s'il ne fait que l'objet d'une « appropriation » par ses destinataires ?

Des mythes fondateurs

Les apôtres du libéralisme en matière de développement ont longtemps considéré les structures sociales africaines - patrilinéaires, matriarcales ou matriarcales - comme un obstacle à la croissance. Ceux qui se sont penchés sur l'histoire du continent refusent aujourd'hui cette vision. « Au Cameroun, rappelle Mamadou Dia, le

royaume Bamoun, très organisé et très centralisé, a donné naissance à une civilisation à un artisanat florissant. Le désir de se faire remarquer du prince peut-être aussi pulsé que la réussite personnelle. »

La question du rapport au travail est un autre sujet d'incompréhension entre occidentaux libéraux et africains supposés d'origine. Avec un produit intérieur brut qui ne dépasse guère celui de la Belgique, l'Afrique ne peut pas se désintéresser d'une carence productive à tous niveaux, agricole et industriel, pour autant le continent de la parodie ? Les loisirs, cérémonies et autres rituels « servent au renforcement des liens sociaux qui fondent la société », explique Mamadou Dia.

On ne peut négliger la survivance des liens des mythes africains, ceux qui privilégient la recherche de l'accord de l'homme avec la nature et ses semblables, même si

l'homme est coûteux en palabres, mais en l'absence de médiateurs nationaux démocratiques l'ont encore montré. L'Afrique se distingue des sociétés occidentales chrétiennes où les mythes du travail confient à l'homme un autre travail : poursuivre l'œuvre du Créateur, une œuvre qui a entraîné l'apparition de nouvelles techniques, plus innovatrices, mieux outillées sans doute par la modernité dans la dimension technologique.

Ciment de la société, le travail « improductif » - les loisirs - seraient de la sorte un « rendement » réel : « Les agriculteurs ne se préparent pas à l'innovation, mais les bénéfices économiques sociaux attendus du travail supplémentaire sont sensibles plus élevés que ceux retirés de l'actuelle combinaison travail-loisirs », écrit Mamadou Dia.

A la lumière de ces observations, la Banque mondiale a la néces-

sité de concilier valeurs traditionnelles et impératifs d'efficacité d'accumulation économique. Avec un souci à l'esprit : ne faire de l'acculturation un préalable au développement. Citer les exemples du Japon, de la République de Corée, de Taïwan qui ont atteint « des niveaux de production élevés » un stade technologique avancé tout en préservant leur identité nationale. En Afrique, le but ultime serait « d'élargir aux entreprises la nation la solidarité qui s'exerce dans le cadre de la famille ».

Cinq piliers de la « sagesse » proposés pour un nouveau modèle de développement : le renforcement de l'incitation à accumuler (notamment l'attribution honorifique aux entreprises performantes, la reconnaissance des chefs de famille du Cameroun) ; l'individualisation des rémunérations par le biais d'actions salariales et d'intéressement du personnel ; l'utilisation des valeurs traditionnelles pour régler les conflits au sein de l'entreprise (appel à la famille pour obtenir un compromis entre supérieurs et subordonnés) ; le recours au formalisme et au rituel - qui fondent la pression du groupe - pour renforcer les liens contractuels ; le développement de la dynamique du groupe par les actions de qualité, comme l'a expérimenté le Burkina-Faso, avec succès.

A Madagascar, on voit aujourd'hui certains chefs d'entreprise dans un « état d'esprit » culturel spécifique. « Le goût du risque y semble inné, car il n'y a pas en malgache de terme équivalent pour exprimer cette notion », explique Claude Marchand dans le livre collectif *Modèles de l'aide au développement* (2).

Il s'agit là de concilier la gestion moderne au fil du temps de l'harmonie) et la banamasso (la retenue de qui laisse à l'extérieur ses sentiments et se refuse de voir son interlocuteur perdre la face). L'ethnologue Georges Balandier considère depuis au moins trente ans l'entreprise africaine comme un phénomène culturel. Il n'est plus si seul.

ERIC FOTTORINO

(1) *Finances et développement* (revue FMI) et de la Banque mondiale, décembre 1991.
(2) *Syros*, 243 pages, 79 francs.

Pour une union monétaire euro-africaine

En créant une zone écu à la place de la zone franc la CEE pourrait contribuer à l'intégration du continent noir

par Daniel Bach

Au fil de la réévaluation dévaluée, la zone franc n'a cessé de perdre de son importance en tant qu'instrument spécifique d'encadrement des relations commerciales et financières avec les pays d'Afrique subsaharienne. Si les pays africains membres de la zone (tous francophones hormis la Guinée-Equatoriale) effectuent toujours près de la moitié de leur commerce extérieur avec la France, leur part dans les exportations françaises est inférieure à celle des départements et territoires d'outre-mer.

Conséquence de la coordination la plus en plus étroite des politiques monétaires nationales en Europe, un arrimage de la zone franc aux pays de la Communauté est déjà de fait en vigueur. Ainsi, si le franc CFA venait à se fonder dans une monnaie européenne unique (ou commune), le rattachement formel à l'écu aurait des conséquences au regard de la discipline établie dans la zone durant les années 80 et d'une masse monétaire des Etats africains membres infé-

rieure à 1 % de celle de la France. L'acceptation par les Etats européens d'une telle évolution serait toutefois pour eux immédiate de la nouvelle zone au regard des incertitudes à l'extérieur qui ne manqueraient pas de se manifester dans l'attente d'une zone d'Afrique subsaharienne. Mais le principe de la souveraineté monétaire n'est plus un sujet tabou à n'aborder qu'entre Etats ou ministères des Finances.

Le partage de la souveraineté

Soit à dix années d'ajustement structurel et de conditionnalité financière, l'importance longtemps attachée à la souveraineté monétaire n'a plus guère de sens dans la majorité des Etats d'Afrique subsaharienne : certains d'entre eux ont d'ailleurs déjà fait savoir à plusieurs reprises qu'ils seraient candidats pour une adhésion à la zone franc dans une monnaie unique. Peut-on en conséquence suggérer que, dans un contexte d'essoufflement général des initiatives et programmes concernant l'Afrique, la constitution d'une zone monétaire écu, complétée par une institution ban-

caire à vocation supranationale, pourrait conjuguer rigueur, simplicité et cohérence dans le traitement des situations particulières d'un sous-continent dont l'Europe ne peut se désintéresser.

Les rapports instaurés par la Communauté européenne avec les soixante-neuf Etats ACP (d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) peuvent, certes, avoir valeur symbolique en matière de dialogue Nord-Sud. Toutefois, force est de reconnaître la faible montant des aides publiques au développement des Etats européens, sans parler de l'absence d'impact significatif du « rattachement du Lomé » sur l'insertion économique des pays membres.

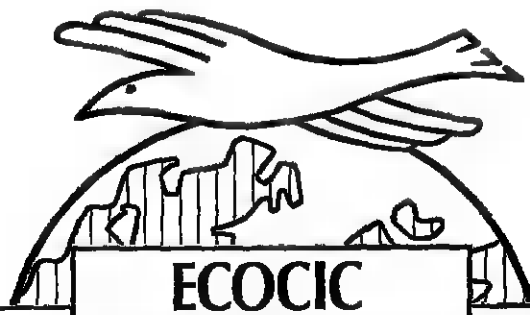
Les conventions de Lomé ont trop souvent été transformées en un instrument de constitution de logiques de « non d'adaptation à un environnement international » plus en plus compétitif.

Lire la suite page 21

Chargé de recherche du CNRS au Centre d'étude d'Afrique noire (Bordeaux).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La protection de l'environnement Une industrie en pleine croissance



De nombreuses sociétés françaises et étrangères contribuent par leurs activités à protéger l'environnement : traitement de l'eau, de l'air, des déchets.

Ce marché, à forte potentialité de développement est évalué à 600 milliards de francs pour l'Europe l'an 2000.



On vous en donne plus pour votre argent

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Faut-il aider l'Afrique ?

La survie ne passe pas par l'octroi d'un revenu minimum d'insertion

par Gérard Grellet

LES pays occidentaux aimeraient bien voir l'Afrique noire. Cette région du monde, qui a le plus directement leur pouvoir économique, est également la plus catastrophique. La démographie n'a pas été maîtrisée, les infrastructures premières se sont effondrées, les bureaucraties prébendaires ont détourné les fonds du développement à la seule fin de leur survie. Alors que la production agricole ne dépasse pas 2 % par an, la population croît à un rythme sans doute supérieur à 3 %, de sorte que le déficit alimentaire est aujourd'hui de l'ordre de 12 millions de tonnes de céréales et pourrait bien doubler d'ici la fin de la décennie.

Pour faire face à une telle situation, l'Afrique ne peut plus envisager d'entreprendre des stratégies de développement qui nécessitent des investissements d'investissement et des infrastructures en expansion. L'investissement a un effet fortement chuté, passant de 20 % du produit intérieur brut en 1981 à 15 % en 1990. La croissance économique a subi un effondrement des

marchés internes et que l'Afrique voit ses marchés extérieurs se réduire progressivement du fait de la baisse de la demande mondiale. Les ressources financières (plus ou moins remplacées par des matières premières, des produits agricoles, des produits de certains pays asiatiques ou latino-américains et de la coopération internationale) ne suffisent pas à maintenir les infrastructures d'exportation. Dans ces conditions, les politiques libérales mises en œuvre en Afrique sous l'égide de la Banque mondiale se sont avérées de lourds échecs dans la mesure où le précaire n'existe pas sur le marché préalable.

Une dépendance accrue

Alors le problème le plus probable est une dépendance accrue vis-à-vis des flux d'aide extérieurs. Ceux-ci ont été passés de 8,4 milliards de dollars en 1982 à 15,3 milliards de dollars en 1990 (et plus de 17 milliards de dollars si l'on considère l'endettement des transferts nets) et représentent une part qui peut atteindre le quart du revenu national des pays les plus pauvres. En fait, contrairement à ce qu'il est quelquefois avancé, l'aide n'a jamais été suffisante à l'Afrique.

La raison doit être cherchée non pas dans un manque humanitaire (qui ne représente qu'une faible part du montant total de l'aide) mais dans un manque d'intérêts économiques stratégiques. Dans le coût, comme toute chose, l'aide d'un client politique majoritairement liée à l'Occident. 15 milliards de dollars ne sont qu'un peu plus du millième du revenu des pays de l'OCDE, une proportion comparable à celle d'un d'un millionnaire et d'un café dans le revenu mensuel d'un salarié français.

Il faut aller avec Javier Pérez Cuellar, ancien directeur général des Nations unies, jusqu'à demander pourquoi l'Afrique ne parvient pas à porter annuellement 15 milliards de dollars (chiffre auquel il faut ajouter l'annulation d'un montant de 57 milliards de dollars), et pourquoi il est possible d'aider davantage l'Afrique. Mais doit-on le faire ? Le développement d'un continent passe-t-il par un minimum d'insertion dans l'économie mondiale, voire par un plan Marshall ?

Il convient de distinguer l'aide humanitaire et l'aide économique. La monnaie de la première (vingt millions d'Africains dépendent aujourd'hui de l'aide alimentaire), la tragédie de l'aide,

l'absence de règlement du problème des réfugiés, rendent aujourd'hui nécessaire une augmentation de l'aide humanitaire. Toutefois, les besoins sont grands, la capacité d'absorption de ce type d'aide est limitée et il semble difficile qu'elle puisse dépasser 15 % du total de l'aide publique. Reste donc l'aide économique constituée des aides budgétaires directes, du financement des projets, du développement et de l'envoi de coopérants techniques.

De nombreuses raisons conduisent à penser que ce type d'aide est aujourd'hui le seul qu'il soit dangereux de dépasser si l'on ne veut pas que l'aide conduise à une désinflation du produit, à une aggravation des inégalités et à un gaspillage systématique du capital transféré. L'aide s'avère en effet contraire à l'effort productif lorsqu'elle substitue à des productions locales, comme celle du coton ou du sucre, des produits importés, déversés presque gratuitement sur les marchés urbains, et qui décourage les producteurs indigènes, ce qui explique la quasi-stagnation de la production céréalière africaine.

L'aide profite pour l'essentiel aux classes urbaines dirigeantes, qui maintiennent leurs traitements

fonctionnaire et leur système éducatif, auxquels n'ont guère accès les couches les plus pauvres. Faute de marchés d'une technologie adaptée, conduit souvent à un gaspillage systématique des ressources pour tout dire.

Il est temps de reconsidérer la manière de notre soutien économique à l'Afrique. Au-delà de l'annulation d'une partie des 170 milliards de créances dont l'Occident dispose sur l'Afrique noire, créances qui de toute façon ne pourront être jamais honorées, il est aujourd'hui nécessaire d'appuyer plus fortement les initiatives des populations.

Des coopérations nouvelles

Développer les cultures vivrières, désenclaver les zones rurales, construire des puits, entreprendre des programmes de vaccination, sont des initiatives qui ne soulèvent ni de véritables obstacles financiers, ni des obstacles techniques. Elles sont des initiatives qui peuvent être financées par les populations qui en bénéficieront. Elles pourrissent les populations africaines soient effectivement incitées à participer en œuvre à leur développement.

ne soient ni confisqués par les bureaucraties en place ni dévalorisés par la concurrence des étrangers. C'est pourquoi une démocratie réelle, qui ne se limite pas à la population, ne se limite pas aux tractions politiques des classes dirigeantes, constitue le préalable essentiel à la survie économique de l'Afrique.

Les pays occidentaux peuvent contribuer au développement de la stratégie africaine des années 1990, en réduisant l'aide qui fait perdre des ressources inadaptées, qui rend l'effort du travail inutile, d'autre part, en inventant de nouvelles formes de coopération pour soutenir les initiatives de production, en offrant une garantie bancaire aux caisses de crédit rural, en aidant les artisans, les entrepreneurs locaux à s'implanter sur les marchés des produits industrialisés, appuyer la recherche et la diffusion de technologies appropriées. En d'autres termes, il s'agit de convertir l'aide-rente versée au profit de l'aide-initiative versée aux populations qui veulent produire. C'est le prix que les pays occidentaux peuvent-être moins honteux qu'ils ont fait à l'Afrique.

► Professeur à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

Pour une union monétaire euro-africaine

Suite de la page 19

Alors que les Etats ACP bénéficient d'un accès totalement libre au marché européen (95 % de leurs exportations agricoles, la chute de leur part dans les importations européennes n'a pas été enrayée, et la concurrence des producteurs extra-africains s'est fait sentir de manière croissante.

Les dispositions de la Convention de Lomé, qui ont permis la promotion des investissements privés, les ACP n'ont eu qu'un impact marginal. Les échanges extérieurs ACP avec l'Europe n'ont véritablement commencé à augmenter qu'à partir de 1983-1987, les importations de produits ACP ont été pour 10 % de la valeur des échanges, suivies pour 9,5 % par du café et pour 6,7 % par du cacao. Enfin, la croissance européenne a été l'effondrement des matières premières et, dès les premières années de fonctionnement, n'a pu satisfaire qu'une partie des besoins.

En l'absence d'initiative d'une zone monétaire commune, l'Europe pourrait se doter d'un marché susceptible de contribuer à une croissance économique africaine. L'Afrique subsaharienne regroupe près du quart des Etats membres des Nations unies et présente le triste privilège d'être l'une des régions les plus pauvres du monde, alors que la production de l'ensemble des quarante-sept Etats concernés dépasse à peine celle de la Corée du Sud.

Un manque de volonté politique

Au fil des années, la coopération interétatique en Afrique subsaharienne a plus régressé que progressé malgré la prolifération d'institutions censées y contribuer. Hormis le Nigeria, aucune fédération n'a survécu au choc des indépendances. En outre, seuls témoignent d'un relatif dynamisme les structures autour de la garantie monétaire offerte par un

dur : la France, dans le cadre de la zone franc, en Afrique de l'Ouest et centrale ; l'Afrique du Sud, à travers la zone rand en Afrique australe.

Il ne faut toutefois pas se leurrer : le substrat monétaire commun qui découlerait d'une zone euro-africaine ne peut être que le résultat d'un processus d'intensification du commerce intrarégional.

L'expérience des unions monétaires régionales en Afrique occidentale (UMOA) et centrale (UDEAC) dans le cadre de la zone franc est à cet égard instructive. Le commerce officiel entre Etats de l'UMOA stagne depuis les indépendances autour de 10 % des exportations totales, tandis qu'au sein de l'UDEAC il a spectaculairement régressé pour devenir inférieur à 1 %, à la fin des années 1980. L'endettement des Etats de volonté politique de l'Union africaine de commerce intrarégional ne peut qu'être limité en raison de la similitude des productions.

Cependant, l'appartenance commune à une zone monétaire et bien que révéler l'élément moteur d'une politique de relance des investissements étrangers dans le cadre des projets régionaux désamorcés à la fin des années 1980, la volonté politique de l'Union africaine de commerce intrarégional ne peut qu'être limitée en raison de la similitude des productions.

La zone franc a été mise en place, les politiques d'ajustement, en l'absence d'élaborées sur des bases nationales, pourraient être mieux suivies grâce à la maîtrise des interférences régionales (les flux parallèles) présente inhérentes à la coexistence de monnaies et de politiques douanières distinctes. Pour les Etats africains membres de l'actuelle zone franc, la transformation devrait sans doute aller de pair avec une levée du poids des ajustements, parité de prendre en compte les différents de développement.

Il ne faut pas pour autant ignorer les écueils liés à la mise en œuvre d'une telle approche. Fréquemment évoquée, la prime qu'offre la zone franc aux importations des Etats qui, le Nigeria ou le Ghana, ont pratiqué des dévaluations massives sans que les résultats soient toujours probants.

Le risque d'encourager une accélération des transferts - frauduleux ou non - de capitaux vers l'Europe, en laissant un écart de plus en plus large à la mise en place de mécanismes de surveillance mais aussi et surtout à une dégradation des rapports de clientèle dont la France a

trop longtemps donné l'exemple dans ses relations avec les Etats du « petit carré ». Multilatéraliser par la zone franc constituerait à maints égards une garantie sur le dernier point, car la zone franc saurait être mobilisée par les dirigeants africains désireux de remettre en question les politiques actuelles d'ajustement structurel, voire les maigres acquis des mouvements de revendication démocratique qui font jour depuis deux ans.

Des solutions multilatérales

Pour la France, la transformation d'une zone monétaire qu'elle domine et stabilise depuis trente ans en une union monétaire euro-africaine relève d'une acceptation de l'indéfinissable. Malgré le succès d'estime qu'elle peut avoir, les prestations élysées lors des sommets franco-africains, l'insatisfaction des moyens mis en œuvre pour répondre aux besoins n'en est devenue que plus criante depuis le sommet de Casablanca.

Au regard de l'ampleur des besoins, l'avenir des rapports franco-africains passe par des solutions multilatérales dont le

champ ne peut plus être confiné à des propositions de réduction de la dette des pays moins avancés ou des pays à revenu intermédiaire. Il s'agit d'autant plus déraisonnable de prétendre ignorer que l'Afrique subsaharienne (hors Afrique du Sud) compte plus que pour 2,9 % dans le commerce extérieur français et que les entreprises françaises continuent de réajuster à la baisse leurs engagements dans un contexte où certains discours sur l'immigration pourraient à terme traduire par des réflexes néo-cartésiens en matière d'aide bilatérale au développement.

Il est vrai que l'étendue des drames mais aussi des désillusions suscitées par l'évolution de l'Afrique subsaharienne peuvent inciter nombre d'Européens à se satisfaire d'un maintien du statu quo. L'aide publique au développement fournie par les Etats de la Communauté ne domine-t-elle pas, et de très loin, celle des autres bailleurs de fonds (1) ? Par ailleurs, l'Afrique subsaharienne (hors Afrique du Sud) n'est-elle pas la plus marginalisée dans la nouvelle donne internationale comme dans les échanges extérieurs de l'Europe dont l'avenir

paraît se jouer d'abord sur le front

de la zone franc, c'est à la réflexion plus globale sur les rapports euro-africains que la Commission européenne devrait à terme se livrer compte tenu de l'importance des enjeux.

DANIEL MATHI

(1) Entre 1983 et 1989, la part des européens dans les versements d'aide publique au développement à l'Afrique subsaharienne est passée de 30 à 35 % (calculs à partir des statistiques de l'OCDE).

Eurostaf

Europe • Analyse Financière

a le plaisir de vous communiquer ses nouvelles coordonnées :

60-62, rue d'Hauteville - 75010 PARIS
Tél. : 47 70 22 55 - Fax : 47 70 11 93

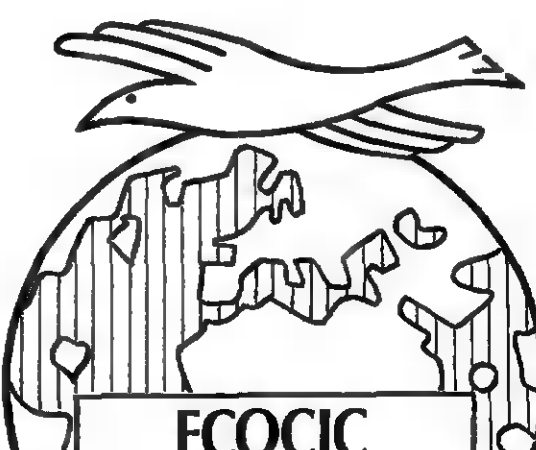
et vous annonce ses dernières parutions d'études :

- Leclerc, Intermarché et la grande distribution : restructuration ou impasse
- Les leaders de l'agro-alimentaire européens face à leurs concurrents américains
- Chimie lourde/Chimie de spécialités : quelle stratégie pour les acteurs mondiaux
- Le financement de l'immobilier d'entreprise
- Le financement de l'informatique en France
- La stratégie des leaders européens de l'assurance
- Les médicaments vendus en ordonnance (OTC) en Europe
- Le marché mondial des réactifs et des instruments de diagnostic
- Les acteurs de la communication en Europe

Pour recevoir la présentation détaillée de ces études, contactez EUROSTAF : 60-62, rue d'Hauteville, 75010 Paris. Tél. : 47 70 22 55 - Fax : 47 70 11 93

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La protection de l'environnement Un placement prometteur



ECOCIC
la sicav de l'environnement

ECOCIC la sicav environnement lancée par le CIC Paris, peut vous faire participer au formidable développement de l'économie de l'environnement.

Conseillée pour des placements supérieurs à deux ans, elle a adopté le régime de la capitalisation. Exonération des droits d'entrée jusqu'au 31 janvier 1992.

CIC
PARIS

On vous en donne plus pour votre argent

La prétendue insuffisance d'épargne

Du point de vue ■■■■ qui nous intéresse loi, il s'agit ■■■■ savoir comment les Japonais ■■■■ sont acquiescés ■■■■ ■■■■ consentir par eux gratuitement au profit des Etats-Unis ■■■■ un monde d'échanges ■■■■ (comme l'est, essentiellement et heureusement, le nôtre), la réponse ne dépend, pratiquement ■■■■ ni du ■■■■ de Tokyo ■■■■ de ■■■■ de Washington. ■■■■ seule ■■■■ ■■■■ second ■■■■ du premier montant de ressources - qu'il aurait normalement dû ■■■■ procurer ■■■■ l'impôt ■■■■ l'emprunt - lui permettant d'acheter 15 milliards ■■■■ de fournitures diverses. ■■■■ savoir l'emploi qui a ■■■■ fait du pouvoir ■■■■ supplémentaire

N'en déplaise aux surprises : contrairement à ce qu'on l'on s'attendait, les opérations financières ont presque toujours en leur sein une contrepartie en échange des biens et des services. Mais, sûr, les choses ne se passent pas de la même façon sur place, car, par exemple, au Japon, la monnaie relative des économies japonaises est, entre-temps, à peu près la même. Mais, l'Allemagne, elle, a son côté versé une quote-part importante pour défrayer les dépenses occasionnées par le conflit, il y a eu diminution et non pas augmentation des ventes japonaises.

La situation a changé, la hausse des prix a entraîné la vente de marchandises plus profitable en Allemagne qu'aux Etats-Unis). Tout laisse, donc, penser que Bonn a payé son tribut à l'Allemagne, mais pas en monnaie.

(comme les Japonais) en monnaie.

La proposition sur laquelle nous nous sommes mis d'accord est la suivante : le revenu national est employé pour partie en dépenses de consommation et pour partie en dépenses d'investissement. Si l'épargne nationale (comme plus haut) ne se traduit pas par une diminution de l'investissement, ce déséquilibre se traduit nécessairement par un autre : la part du revenu national engendrée par les exportations de biens et services ne pourra pas non plus couvrir le total des dépenses affectées à l'importation de biens et services. Pourquoi ? Le revenu national provient lui-même de la production nationale sur le marché intérieur, et la production nationale est égale à la somme des ventes sur le marché intérieur. Le déficit majeur ne peut que se révéler l'absence (néfaste, d'une part, le total de la production — assimilée au revenu national — et, d'autre part, le total des dépenses — la consommation et d'investissement). Pas possible, semble-t-il, de faire un transfert de

Mais le succès d'exportations japonaises, dont j'ai parlé plus haut, n'est pas le résultat de efforts macroéconomiques sous-jacents. Il est patent que les entreprises japonaises pour financer la guerre existaient très largement aux Etats-Unis. Mais la décision politique a été prise de les priver sur certains de ces pays amis. Cette décision, à son tour, a mis en branle des réactions en chaîne (irréductibles aux forces et macroéconomiques...). Le moyen d'attiser les tensions déchaînées de la guerre, d'être d'un poids pour supporter le poids américain non pas aux étrangers, mais aux contributeurs américains d'une portion, une portion de leur pouvoir d'achat (autant les Japonais que les importations de voitures nipponnes !). On comprend pourquoi cette décision n'a pas été choisie. On déplore le silence général sur les conséquences du chemin qu'on lui a préféré.

L'analogie avec le déficit chronique - depuis quarante ans - de la balance des paiements des États-Unis est évidente. On se souvient, rappelle-t-on ces locutions, il en faut, psychologique et donc finalement politique de ce déficit avec le rôle international du dollar, monnaie-pivot du monde. Tous les pays ont leurs réserves de change sous forme de bons et autres titres émis par le Trésor américain.

UNE autre illusion, encore plus grave, fausse complètement le débat. La formidable augmentation des besoins des capitaux dans le monde, pour même reconnaître l'ouverture des pays ex-communistes, ne va-t-elle pas encore pousser vers le haut des taux d'intérêt déjà très élevés en certains «réels»? C'est oublier qu'il existe une limite, en quelque sorte naturelle, à l'ÉMISSION D'ARGENT. Ce n'est pas le volume des besoins «en soi» qui règle la demande de fonds : c'est la manière qu'on en attend.

Il est vrai, et c'est le fond du problème, qu'il y a un moment où les leçons tirées de ses expériences à l'épargne publique, n'ont pas été prises en compte de profit qu'il attend, même par rapport au montant de son déficit par lequel il n'existe pas de limite précise. Une entreprise liée au commun n'est pas une entreprise. C'est tout lui, tant au point de vue qu'en France et ailleurs, il n'y a pas de nos jours la quasi-totalité des ressources d'épargne placées à long terme. Le fait qu'il trouve un moyen de financer ses dépenses, lui fait, l'exécution de son plan, à l'épargne. Le vrai, le seul problème est qu'elle est, à cause des intérêts publics, détournée de sa fonction qui est de financer des investissements à long terme.

(1) ~~Les données~~ *Les données* dans le ~~rapport~~ *rapport* officiel *Economic Impact*. 1974

L'avenir, une question de temps...

L'avenir ■■■ question de
 ■■■, poursuit un autre auteur.
 Roger Sue, en parlant du ■■■
 ■■■ la société du travail ■■■ la société
 du temps libre, seule manière ■■■ ses
 ■■■ de réduire le chômage. Le
 ■■■ *«brouillage des classes»* attire
 ensuite l'attention ■■■ Paul Bou-
 rdirigue. Il estime que ■■■ transfor-
 mations sociales tendent à effacer
 ■■■ les frontières, mais que ■■■
 ■■■ moindre lisibilité n'implique pas
 ■■■ la disparition ■■■ classes. Les
«solitudes urbaines» sont étu-
 diées par François Abadela, qui
 ■■■ assiste sur le lien ■■■ l'évolution
 ■■■ la famille et les changements ■■■
 ■■■ ville, sans que l'on puisse toute-
 ■■■ en parler de causalité réciproque.

« Un paquet d'orties »
La crise de la représentation politique, selon Jane Jenson : George Ross, tient, elle, au fait que les élites françaises cessent de produire des routières

La « scène intellectuelle » regardée par George Ross. Il fallait douter de penser les rapports entre l'Etat et la société, mais, à coup, l'on se plaide plus à la cause des schémas universalistes du monde social et du changement politique », qui, depuis l'affaire Dreyfus, structuraient le vocabulaire de l'intellectuel politique.

C'est la même ligne d'ex-

plication de la critique de l'Etat providence ■■ de la nouvelle culture ■■■ que François-Xavier Marrien ouvre la troisième partie du livre concernant ■■ politiques publiques. Il constate ■■ la sortie ■■ des ■■ recherches ■■ « moins d'Etat » ■■ que, paradoxalement, la crise secrète une ■■ renforcées. A Yves Roches, ■■ soin de traiter ■■ l'« implosion scolaire », ■■ la dialectique ■■ démocratisation ■■ élitisme, de la culture d'enseignement ■■ survalorisation utilitaire. Un beau ■■ d'articles.

Il est en effet un propos sur l'immigration. Claude-Vaillant n'est pas le plus optimiste : la construction de l'Europe élargit « les mécanismes de discrimination de gestion inégalitaire des *des populations noneuropéennes* ». A l'inverse, Duclos d'achever « nous décourager en nous parlant de l'immigration » : « elle perverts d'une mobilisation de la science, sida, terrorisme, pollution, plaident pour le *droit à demeurer humains* ».

Une petite incursion du *monde* dans la glasnost par Jean-Marie Gaumain pour faire « comprendre le boulevardisme *du monde* dans lequel la France *est* son identité » (Philippe Moreau-Defarges), « le rideau *est* levé par Jean-Pierre Durand sur *les aspects* de l'information d'où il *est* parti. Bouclant ainsi la boucle, les *discussions* apportent à chaque *un des* éléments de réflexion. Sur tout, ils dépassent la position *filiale* du *monde* pour celle de l'engagement.

PIERRE DROUIN
Le monde de siècle. La France en mutation sous la direction de Jean-Pierre Durand et François-Xavier Merrien. Ed. Vloot. 482 p., 135 F.

Janvier 1992

Les Jeux olympiques d'hiver

Formidable enjeu pour la Savoie, ■ Jeux olympique d'hiver ■ été l'occasion d'un épique marathon financier, et on n'est pas encore... ■ bout ■ comptes. Les difficultés ne doivent cependant pas faire oublier l'idée olympique ■ la beauté du spectacle.

Low PME-PMI

Les PME-PMI occupent une place prépondérante dans le tissu industriel français. Souvent dynamiques et créatrices d'emplois, elles rencontrent de nombreux problèmes que le plan lancé à la fin 1981 par le premier ministre devrait aider à résoudre.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
84852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*
 Durées de la société :
 cent ans à compter du
 10 décembre 1944
 Capital social :
 520 000 F
 Principaux associés de la société :
 « Les lecteurs de *le Monde* »,
 « Association Hubert-Beuve-Méry »
 Société anonyme
 des lecteurs du *Monde*
 Le Monde-Entreprises,
 M. Jacques Lemaître, président

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lescaudre, président
Françoise Hugot-Devalle, directeur générale
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue Colonne-Pierre-Avix
75992 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
TELEX MONDUPUB 011 128 F

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Gambourg.
94852 IVRY Cedex

Le Monde

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez 184

place Hubert-Bonne-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-RELIQUE/ LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vote normale-CEE
3 mois	468 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
 ou par **MINITEL : 36-15 LEMONDE** d'accès ABO

changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

PP.Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

CREDIT LYONNAIS

**4 médailles d'or
2 médailles d'argent**



**avant même
les J.O.
d'Albertville**

Palmarès des opérations financières des banques françaises en 1991

- 1^{er} au palmarès des offres publiques
- 1^{er} au palmarès des augmentations de capital
- 1^{er} au palmarès des introductions en bourse
- 1^{er} au palmarès des émissions obligataires en francs
- 2^e au palmarès des émissions obligataires domestiques
- 2^e au palmarès des émissions en euro francs

Au palmarès des opérations financières réalisées en 1991*, le Crédit Lyonnais remporte 4 médailles d'or et 2 médailles d'argent sur 7 classements.

Ces succès sont le fruit du travail de toutes les équipes du Crédit Lyonnais présentes sur les grandes places financières du monde, équipes qui développent leur expertise dans tous les métiers financiers au service de leurs clients.

* Source Option Finance du 6 janvier 1992

LE POUVOIR DE DIRE OUI... SUR LES MARCHÉS DE CAPITAUX, AUSSI.



CREDIT LYONNAIS



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 13 JANVIER

Cours relevés à 10 h 12

[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection)

10/1

VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS			Cours princ.	Dernier cours	VALEURS			Cours princ.	Dernier cours	VALEURS			Cours princ.	Dernier cours	VALEURS			Emission	Frais incl.	Rachet net	VALEURS			Emission	Frais incl.	Rachet net	VALEURS			Emission	Frais incl.	Rachet net		
Obligations																																							
Emp.Etat 9,267%			123 10	5 55	C.I.M.			1182	1200	Oligo-Denisols			742	....	A.E.G.			616	....	Action			210 88	205 24	Financ.			447 93	434 30	Piv/Assurances			29416 36	29416 36					
Emp.Etat 9,267%			4 95	....	C.I.T.R.A.M. (S)			2826	....	Palmes Nouvelles			5021	....	Agropar			788 07	785 35	Financ. Paris			369 70	369 70	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
10,82% 78/84			101 80	0 94	Cofin			94	93 30	Palmes Mermont			870	....	Amplis			256825 51	256825 51	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
Emp.Etat 12,25% 84			101 58	3 32	Compagnie			339	348	Parisienne			180	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
Emp.Etat 11% 85			....	0 88	Cofin			524	....	Parisienne (C)			948	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
10,26% sans BS			....	0 80	Compagnie			345	358	Parisienne (C)			221	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10% 5/2002			....	0 31	Compagnie			800	823	Parisienne (C)			261	274	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 5,6% 12/1987			....	0 34	Compagnie			31 60	....	Parisienne (C)			530	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 5,6% 11/1985			....	0 93	Compagnie			150	....	Parisienne (C)			1312	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 1985			....	1 05	Compagnie			340	....	Parisienne (C)			424	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
PTT 11,25% 85			....	1 05	Compagnie			1720	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			2650	....	Parisienne (C)			195	194 90	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			280	....	Parisienne (C)			280	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			940	940	Parisienne (C)			204	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			245 70	248 90	Parisienne (C)			530	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			361	....	Parisienne (C)			530	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			4300	....	Parisienne (C)			530	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			1701	1700	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			270	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			65	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			1700	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis			623 57	605 41	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Financ. Paris			1187 10	1182 99	Protosol			121 74	128 95					
OAT 10,25% 85			....	1 05	Compagnie			430	....	Parisienne (C)			108 90	....	Amplis																								

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

Nous sommes une Imprimerie (CA 150 MF, 270 P), spécialisée dans la Publicité, la Promotion et renforçons notre présence auprès des annonceurs.
Réputés pour notre savoir-faire et la qualité de nos services, depuis plus de 25 ans, nous avons su investir pour être à la pointe technologique.
Nous recherchons aujourd'hui notre :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Dépendant directement du Président, vous assurez, avec une équipe, le suivi comptable et financier, l'optimisation de la trésorerie, le contrôle de gestion et participez aux rachats éventuels d'entreprises.

Vous aurez en charge également le suivi des dossiers juridiques et fiscaux, la supervision de l'informatique.

Après quelques années de contrôle de gestion ou d'audit en cabinet, vous avez acquis une expérience de Directeur Financier dans une PME. De caractère enthousiaste, vous avez su prouver au cours de votre expérience vos qualités de rigueur et de méthode.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV + lettre manuscrite + prétentions), sous référence PRE/CM, à THALES CONSULTANTS - 6, rue Monsigny - 75002 PARIS.

THALES
CONSULTANTS

VELUX

DIRECTEUR FRANCE

Notre groupe conçoit, fabrique et distribue au plan international les fenêtres de toit VELUX et leurs accessoires.
Velux-France (120 personnes réparties entre le siège à Morangis 91 et les 5 agences régionales de vente) assure dans l'Hexagone le marketing et la vente de nos produits.

Futur Président du Directoire, vous poursuivrez l'expansion de notre activité, marquée par la qualité des relations avec nos interlocuteurs privilégiés : Utilisateurs, Architectes, Maîtres d'Ouvrages, Entrepreneurs, Négoces et CSB. Vous serez pleinement responsable devant le Groupe de la réalisation des objectifs de notre filiale.

A 35-40 ans, de formation commerciale supérieure, vous avez acquis une solide expérience de la direction des hommes et des organisations. Votre charisme et votre pragmatisme vous ont permis de développer, organiser et animer des équipes ventes/marketing performantes. Votre anglais est courant.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier avec lettre en anglais à notre Conseil
MERCURI URVAL, Sylvain Grevedon, 95 avenue Victor Hugo,
92563 Rueil-Malmaison Cedex, sous la référence 51.5601/AN.

Nous vous garantissons une confidentialité totale.

Mercuri Urval

Executive Service

Le Monde International

WIR LEGEN WERT DARAUF,

MANAGEMENT PARTNER

ZU SEIN.

In Deutschland und international beraten wir seit mehr als 20 Jahren erfolgreich Unternehmen unterschiedlicher Größe und Branchen in den Bereichen Strategie, Marketing/Vertrieb, Organisation/Informations-Management und Technik/Produktion/Logistik.

Vordem Hintergrund zukünftiger Anforderungen des europäischen Binnenmarktes und des internationalen Charakters unserer Projekte bauen wir gezielt ein multinationales Team von Beratern auf. Wir suchen deshalb für den Bereich Marketing einen

Managementberater Marketing/Vertrieb

aus dem französischen Sprachraum.

Seine Projekt-Schwerpunkte liegen in der strategischen Ausrichtung von Vertriebs- und Marketing-Organisationen. Unser neuer Kollege sollte

- Analysestärke aus Unternehmenssicht besitzen,
- maßgeschneiderte Marketing-/Vertriebskonzeptionen entwickeln,
- als Coach und Helfer die Klientenorganisation aktivieren,
- gegenüber Top-Managern geschäftlich überzeugend auftreten können,
- im französisch-deutschen Sprachraum arbeiten wollen,
- 30-40 Jahre alt sein
- und vielleicht sogar eine weitere Fremdsprache beherrschen.

Neben der hohen fachlichen Qualifikation legen wir Wert auf den Willen, sich engagiert in unser Team einzubringen und darin einen Beitrag zur Weiterentwicklung unseres Beratungsspektrums zu leisten.

Wir bieten systematische Fortbildung, anspruchsvolle Projektarbeit auf allen Management-Ebenen, eine berufliche Karriere, die vom Berater zum Unternehmer in eigener Sache führen kann sowie motivierende Atmosphäre im Team.

Fühlen Sie sich angesprochen, Ihre Fähigkeiten bei uns zur Wirkung zur bringen? Wir freuen uns auf ein Gespräch mit Ihnen. Für erste Kontakte rufen Sie bitte Frau Ursula Braun (0711/76 83-116) an.

MANAGEMENT PARTNER GMBH • UNTERNEHMENSBERATER
CONSEILLERS D'ENTREPRISE
HEINESTRASSE 41 A • D-7000 STUTTGART 70 • TELEFON 07 11/76 83-0

Le Monde des Carrières Européennes en Entreprises

DEMAIN L'EUROPE

Jeunes diplômés européens, préparez dès aujourd'hui une carrière internationale.

Spécialisée dans la distribution de prêt-à-porter, notre jeune entreprise occupe déjà sur le marché français une position très forte (plus de 60 magasins) et recherche pour accompagner sur le plan technique son expansion européenne.

Futurs directeurs de magasins

Agé(e) de 25-30 ans, diplômé(e) de l'enseignement supérieur (universités, écoles de commerce) et/ou ayant acquis une première expérience terrain dans la Distribution, votre motivation, votre dynamisme vous poussent à rejoindre une équipe jeune, professionnelle, porteuse d'un PROJET EUROPEEN D'EXPANSION, et qui a plus d'un atout pour vous séduire.

UN PROJET : Rendre la mode accessible à tous, habiller 10 millions d'européens. Notre projet détermine une manière d'être et d'agir.

DES VALEURS : Nous voulons cultiver notre passion du produit, renforcer notre goût du défi, favoriser l'esprit d'initiative, privilégier une simplicité faite de simplicité, franchise, confiance et sourire.

UN METIER : Votre métier comporte trois missions essentielles : le commerce (mettre en valeur le produit, vendre, surveiller la

concurrence), l'animation (recruter, former, informer) et la gestion (analyser et maîtriser votre compte d'exploitation, fixer vos budgets).

Notre projet s'adresse à des jeunes européens très motivés, possédant un fort potentiel, qui désirent relever des challenges, travailler dans un esprit d'entrepreneur et adhérer aux valeurs d'un Groupe Leader demain en Europe.

Votre formation au métier de Futur Directeur de Magasin inclura un programme international de training, tout particulièrement dans les différents points de vente en France, avant de prendre la responsabilité opérationnelle d'un magasin dans votre pays d'origine.

Si ce projet vous passionne, adressez C.V., lettre en français et rémunération souhaitée en notant la référence LM/795 sur l'enveloppe à notre conseil : ORNICAR - Place de l'Opéra - 6 rue Halévy - 75009 PARIS - FRANCE.

ornicar

GRUPE HBC CONSEIL

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

16^e arrdt

AV. P.-DOUMER

Possède un bel état, 400 m.
GRAND 2/3 PCS
Refait. 45-04-23-16

TROCADÉRO. 1 600 000 F

2/3 P. 6. Villa Longchamp.

Vente non exp. mardi 14

janvier, de 12 h à 20 h.

Province

DEAUVILLE

Dans IMMEUBLE résident.

part. et beau studio, proc.

Maison Royal, 150 m² pièce,

22 m² hab., 15 m² jrd. priv.

Park., cave, et cont. État

inspec. 49-58-58-74 mact.

appartements

achats

Rech. URGENT 100 à

120 m² Paris 16^e, 5^e, 6^e, 7^e,

14^e, 15^e, 16^e, 12^e, 8^e, PAIX

COMPTANT. 48-73-48-07.

locations non meublées demandes

Paris

MASTER GROUP

recherche appart. vide

ou meublé de studio ou 7 P.

POUR CADRES, DIRIGEANTS

DE SOCIÉTÉS ET BANQUES

47, rue Vercueil Paris-7

42-22-24-88 - 42-22-89-70

EMBASSY SERVICE

recherche APPARTS

DE GRANDE CLASSE

VIDES ou MEUBLÉS

(1) 45-62-30-00

RÉSIDENTIE CITY

URGENT rech. pour dirigeants

étrangers d'importants groupes

anglo-saxons. LUXUEUX

APPARTEMENTS MEUBLÉS

DURÉE 1 A 2 ANS.

Quartiers résidentiels

et MAISONS OUEST-EST.

(1) 45-27-12-19

locations meublées offres

Paris

PARTICULIER LOUE

2 P. totalement meublé

(35 m²) Paris 16^e, pour des

périodes de courte durée

(1 à 2 sem./mois) toute l'année.

Tél. : 42-55-38-13

locations

meublées

demandes

Paris

RÉSIDENTIE CITY

URGENT rech. pour dirigeants

étrangers d'importants groupes

anglo-saxons. LUXUEUX

APPARTEMENTS MEUBLÉS

DURÉE 1 A 2 ANS.

Quartiers résidentiels

et MAISONS OUEST-EST.

(1) 45-27-12-19

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM

Construction de sociétés

Démarches et tous services

Permanences téléphoniques

43-55-17-50

VOTRE SIÈGE SOCIAL

A L'ÉTOILE

10^e CHAMP-ÉLYSÉES

20 AVENUE VICTOR-HUGO

Paris, 8^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e

Domicile : 190 à 305 P.M.

CHDS 47-23-84-21.

Ventes

Pour INVESTISSEURS AVISÉS

Près du futur centre de

conférences international.

opéra rd laresse. Bât. 140, 150, 250 et 500 m².

Cor. n° 815. Muratet,

16, r. Tolbiac, 9^e, qui vend.

صك زامن الأصل

Après la démission de M. Chadli

L'interruption du processus électoral en Algérie est observée avec bienveillance en France

Les milieux politiques français ont réagi avec prudence, mais de façon plutôt positive, à la démission de M. Chadli et à l'interruption d'un processus électoral dont l'issue paraissait devoir être, à coup sûr, l'instauration d'un régime islamiste en Algérie. M. Le Pen est à peu près le seul à avoir pris clairement position contre le fait que le FIS soit privé de sa victoire.

Lundi matin, le président du Parti républicain, M. Gérard Longuet, a déclaré, sur RTL, que «le FLN a complètement raté sa mission», mais que «le FIS n'est pas un élément indélébile en Algérie». «Le premier tour des élections avait été extrêmement confus, et contesté dans près de deux cents circonscriptions, n'est-ce pas? Entre le FIS islamique, d'une part, et le gel de la démocratie sous le contrôle de l'armée, d'autre part, personnellement, je préfère la seconde solution». A la même heure, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a exprimé l'espoir que «ce régime d'exception s'accompagnera de réformes économiques, de réformes politiques qui permettront, le moment venu, au peuple algérien de se pro-

noncer en toute connaissance de cause», tout en précisant que la France «ne pourrait pas faire autrement» que de rompre ses relations de coopération avec l'Algérie «si les droits de l'homme étaient violés».

Dimanche, M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, a déclaré au «Grand Jury RTL-Le Monde» que «la France doit être attentive à ce qui se passe en Algérie», car «720 000 hommes et femmes de nationalité algérienne vivent sur notre sol». Interrogé sur un possible exil d'Algériens vers la France en cas de prise du pouvoir du FIS, le ministre a souligné qu'il «n'est pas question d'accueillir des gens parce qu'ils sont opposants» et que «pour qu'une personne puisse bénéficier du droit d'asile politique, il faut qu'il y ait, pour elle, un danger».

Invité de l'émission de TF1 «7 sur 7», M. Edouard Balladur, député (RPR) de Paris, estime que la France devrait envisager de «remettre en cause ou adapter ses conventions de coopération» avec l'Algérie «si les choses devaient prendre un tour contraire à nos convictions et à nos intérêts». Observant qu'«on est en train de vérifier si les Croates respectent suffisamment les droits de l'homme et les principes de la démocratie avant de les reconnaître», l'ancien ministre de l'économie a

déclaré : «Je ne vois pas pourquoi il y aurait une loi pour les Croates et une autre pour les Algériens».

M. Le Pen : «La démocratie dans toute sa rigueur»

La démission de M. Chadli annonce-t-elle que le second tour des élections législatives n'aurait pas lieu? A la mi-journée, au «Forum» de Radio-Montecarlo et de l'Express, M. Jean-Pierre Soisson, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et président de France unie, déclarait : «Ce qui serait dramatique, c'est que le processus démocratique puisse être interrompu». Peu avant, sur Antenne 2, où il était l'invité de «L'heure de vérité», M. Jean-Marie Le Pen exprimait le regret «que la démocratie ne s'applique pas avec toute sa rigueur» en Algérie et jugeait que la démission du président de la République pouvait être analysée comme une interruption du processus électoral en cours. Il affirmait, en outre, que «le jugement des milieux politiques français n'est pas le même selon que les violations des règles démocratiques sont commises par des gens de droite ou par des gens de gauche». M. Le Pen s'est déclaré «formellement opposé» à l'accueil de réfugiés politiques algériens. Député (PS) de Paris, animateur du Mani-

feste contre le Front national, M. Jean-Christophe Cambadélis a répondu à M. Le Pen, dès dimanche après-midi, de soutenir le FIS après avoir soutenu, l'an dernier, «le régime de Saddam Hussein» en Irak.

M. Gérard Fuchs, chargé des relations internationales au secrétariat national du PS, a indiqué que celui-ci avait «suivi avec inquiétude la démission de M. Chadli et la suspension du processus démocratique en Algérie», car «une victoire du FIS aux élections législatives risquerait d'engager des évolutions dangereuses pour la société», mais «la mise en place d'un régime militaire, loin d'écarteler les dangers, rendrait la situation explosive». Pour M. Claude Cheysson, député (PS) européen, qui s'exprimait sur RTL et sur La Cinq, «l'armée a décidé de jouer la démocratie». Tard dans la soirée, après l'annonce de l'annulation du second tour des élections législatives, M. Jacques Roseau, porte-parole du RECOURS-France, estimait que «même si elle apparaît comme contraire aux principes démocratiques», cette décision «constitue, en réalité, l'ultime chance pour l'Algérie de sauver la démocratie et d'échapper à la fatalité d'un totalitarisme intégriste».

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Silence journaux

Si ça peut vous consoler, question moralité, on n'est pas les seuls à faire la pâle gueule. Les Américains, par exemple. La semaine dernière, Newsweek s'étonnait : C'est la déprime, la nation se morfond, allez comprendre pourquoi. D'accord, les sans-emploi et les sans-abri se ramassent à la pelle, et Bush, ça lui donne des vapeurs, mais bon, c'est pas une raison pour se foutre une balle dans la tête.

Et pendant trois mois le plus grand quotidien danois, par le tirage, attention, pas par la tenue, Ekstra Bladet, a carrément fermé ses colonnes aux politiciens de tous bords. Nous sur les débats à la Chambre, impasse sur les discours des ministres, et silence radio sur les pétales phrases du genre : Rocky, président virtuel pour 1995. Ils peuvent bien raconter et manigancer ce qu'ils veulent, le public n'en a rien à cirer. Nous non plus, à en croire 78 % des Français sondés par le Parisien, qui déclarent se moquer du tiers comme du quart de l'élection de Fafa à la tête du PS.

Ce matin, coup de fil de notre correspondant à Copenhague : Ça s'est arrêté dimanche, le boy-

cottage, avec un référendum auprès des lecteurs, partisans à 93 % de ça, justement, du référendum sur les vrais, les grands problèmes : chômage, sécurité, immigration. Réaction des élus : Faut voir à voir. Si ça peut ranimer l'opinion en état de comas dépassés, pourquoi pas?

Du coup, je dégringole au service politique :

— Où est-ce qu'il est, votre chef? Dis donc, j'ai un truc pour que les gens reprennent goût à vos trucs sur les bagarres de l'opposition et les querelles de la majorité. Vous n'en parlez plus. Plus un mot. Jusqu'aux prochaines élections. Au bout de six semaines, vous verrez, ils en redemanderont, nos abonnés. En attendant, le Mimi, le Jacquot, la Cresson, M'sieur Valéry et Delors-pas-de-l'argent à la trappe!

— Et toi avec! Elle pue l'anticapitalisme primaire, la crotte. Suffit que t'enlèves de la déposer à la sortie du canard pour qu'ils puissent y rentrer sans se boucher le nez, les lecteurs. Alors, ton carré blanc, tu commences par te le carrer où je pense!

CUBA

Condamnation à mort de trois exilés rentrés clandestinement avec des armes

Trois Cubains vivant aux États-Unis, qui avaient été arrêtés fin décembre alors qu'ils rentraient clandestinement dans leur pays avec des armes et des explosifs, ont été condamnés à mort, samedi 11 janvier à La Havane, conformément aux réquisitions du procureur général. Les trois hommes — Eduardo Diaz Betancourt, Daniel Candellario Santovenia et Pedro de la Caridad Alvarez Pedrosa — sont fusillés, à moins que le Conseil d'Etat, dirigé par Fidel Castro, ne décide de les gracier.

La peine capitale devrait également être requise contre les cinq hommes et les deux femmes qui, lors d'une tentative pour fuir vers Miami, ont assassiné, jeudi 9 janvier, trois policiers et blessé un quatrième près de La Havane. Tous les sept ont été arrêtés dans l'île à la fin de la semaine dernière.

Les autorités cubaines ont accusé les États-Unis d'avoir permis aux trois infiltrés de s'entraîner en Floride. Invité à un séminaire sur la

crise des fusées de 1962 organisé à La Havane, M. Robert McNamara, qui fut le secrétaire à la défense du président Kennedy, a estimé de son côté que les deux pays devaient normaliser leurs relations, minées depuis trente ans par «la peur et l'hostilité».

Au cours de ce séminaire, M. Castro a révélé que l'URSS avait déployé en 1962 trente-six ogives nucléaires à Cuba, dont neuf avaient été installées sur des missiles. — (AFP, Reuters, AP)

□ BIRMANIE : violents combats contre les rebelles Karen. — L'armée birmane a subi de lourdes pertes au cours d'une offensive lancée fin décembre contre des rebelles de la minorité ethnique des Karen, dans le sud-est du pays, a-t-on appris, samedi 11 janvier à Bangkok, de source militaire thaïlandaise. Les Karen, dont le quartier général, situé à Mawlaik, était l'objectif de cette offensive, ont également perdu de nombreux hommes. — (AFP)

Le ministre israélien des affaires étrangères attendu prochainement à Pékin

Pékin et Jérusalem ont annoncé simultanément, dimanche 12 janvier, la prochaine visite en Chine du ministre israélien des affaires étrangères, M. David Lévy. Le porte-parole chinois a indiqué, sans fournir d'autres précisions, que cette visite aurait lieu «fin janvier». Selon des sources diplomatiques à Pékin, citées par notre correspondant, Francis Deron, le chef de la diplomatie israélienne est attendu du 22 au 27 janvier dans la capitale chinoise. Pour sa part,

M. Lévy a déclaré : «Lors d'un échange de messages, nous sommes convenus d'annoncer d'un commun accord la date de ma visite en Chine, au cours de laquelle des relations seront établies, je dis bien établies, fait sans précédent pour Israël, qui a toujours aspiré... L'Etat hébreu avait été l'un des premiers à reconnaître, en 1949, la République populaire; mais cette dernière s'était, jusqu'à présent, refusée à reconnaître Israël».

Levée de la censure sur la presse au Koweït

Les autorités koweïtiennes ont décidé dimanche 12 janvier de lever la censure qui frappait la presse de l'émirat depuis plus de cinq ans et demi. Cette décision a été prise par le ministre koweïtien de l'information, Badr Jassem el Yaakoub, et a annulé un arrêté ministériel de 1986 imposant la censure préalable à la publication de tout périodique dans l'émirat. La censure avait été imposée dans la foulée de la dissolution du Parlement en juin 1986. Elle avait été reconduite après la libération du Koweït, en février 1991. La levée de la censure sur la presse était l'une des principales demandes de l'opposition koweïtienne, qui contestait son maintien dans la perspective de l'élection prévue en octobre prochain d'une Assemblée nationale (Parlement). «C'est le premier pas sur la voie du rétablissement de la démocratie depuis la libération», a déclaré M. Ahmed el Roubéi, ancien député de l'Assemblée de 1986. — (AFP)

□ Les Kurdes arrêtent leur grève de la faim à Lyon. — Les trente-trois Kurdes — vingt sept hommes et six femmes, accompagnés de huit enfants — qui observaient une grève de la faim dans la chapelle de l'Hôtel-Dieu à Lyon depuis le 22 décembre dernier, ont cessé leur mouvement, samedi 11 janvier en début de soirée. Ils ont tous obtenu du préfet de région, M. Paul Bernard, un «sauf-conduit» qui les assure que leurs demandes d'asile politique, refusées par l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), seront réexaminées. En revanche, d'autres mouvements de jeûne analogues ont débuté, vendredi 10 janvier, à Melun (Seine-et-Marne) et samedi 11 à Vannes (Morbihan).

□ Béghia-Say (groupe Ferruzzi) acquiert le groupe Ducros. — Béghia-Say, pôle industriel du groupe Ferruzzi, a annoncé dans un communiqué publié lundi 13 janvier, la signature, samedi 11 janvier, d'un accord irrévocable concernant le rachat du groupe Ducros, spécialisé dans les épices et condiments.

SOMMAIRE

DÉBAT

Un entretien avec Pierre Bourdieu... 2

ÉTRANGER

L'annulation des élections en Algérie... 3 et 7
Bulgarie : M. Jeleu recueille plus de 44 % au premier tour de l'élection présidentielle... 8
La Russie et l'Ukraine à la recherche d'un compromis sur la défense... 8

ESPACE EUROPÉEN

Les vertus de la pédagogie communautaire : Vieilles et nouvelles démocraties face aux droits de l'homme... La Tchecoslovaquie choisit Pal... Tribune européenne : «Vers un euro-syndicalisme», par Denis Shane... Le nouveau centre culturel de Liège... 11

POLITIQUE

La préparation des échéances électorales et la ratification du traité de Maastricht... 12
Les Vauts obtiennent près de 10 % des suffrages au cours de deux cantonales partielles... 12

SOCIÉTÉ

Le ministère de l'éducation nationale veut réorganiser les études universitaires 1992... 13
Selon le rapport annuel de l'ONU, le trafic illicite et la consommation de drogue sont en plein essor... 13
Médecine : un nouvel espoir pour le traitement génétique de la mucoviscidose... 14
Religions : un colloque islamochrétien... 14

SPORTS

La reconversion d'Hubert l'Africain dans le raid-marathon Paris-Syrie-Le Cap... 15
Les Internationaux de France de

CULTURE

karaté : Serge Tormeo vainqueur en super-champions... 15
L'architecture des entreprises... 16
Théâtre : «Electra» à Bobigny... 16
Sony Music intente un procès à Deutsche Grammophon... 17

ÉCONOMIE

L'industrie de l'armement va supprimer 18 000 emplois... 24
Les réformes fiscales applicables en 1992... 26

COMMUNICATION

Le gouvernement pense à la SEPT pour remplacer La Cinq... 25

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Afrique : recoudre le ciel et la terre... Pour une union monétaire euro-africaine... Pauvreté et richesse dans le monde... Canada, les frus-trés du luxe... Brésil, fortunes rapides... La chronique de Paul Fabre : «La prétendue insuffisance d'épargne»... 19 à 22

Services

Abonnements... 22
Annonces classées... 28
Carnet... 15
Loto, Loto sportif... 15
Marchés financiers... 26 et 27
Météorologie... 29
Mots croisés... 16
Radio-télévision... 29
Spectacles... 18
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du «Monde» daté 12-13 janvier 1992 a été tiré à 510 157 exemplaires.

HIPPOLYTE
RIVE GAUCHE

Liquidation
totale
-50%

Nino Cerruti
Giorgio Armani
Gianfranco Ferré
Ermenegildo Zegna
Basile

Byblos
Krizia Uomo
Karl Lagerfeld
V2 et Istante
by Gianni Versace
Iceberg

19-21, rue de l'Ancienne-Comédie Paris 6^e. M^o Odéon

LA TREILLE
SON RAYON
GRAND TAILLEUR
Couture «CRÉATION», 3 essayages
en janvier, le costume 6950 F
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tel. 43.29.44.10
PARKING ATTENDU À NOS MODÈLES

LA VOGUE
SOLDE
GRIFFES
HOMME

Rabais très importants sur costumes, vestes, pantalons, pardessus, parkas, chemises, pulls, cravates, vêtements peau, etc.

Du mardi 14 au samedi 18 janvier.

38, bd des Italiens (près Opéra)
et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

صكراحت الأصل